

ACCUSÉS D'ESPIONNAGE

Treize diplomates
soviétiques
expulsés du Canada

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 1,20 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 6,75 \$; Danemark, 4,50 kr.; Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 50 rls.; Italie, 350 L.; Japon, 200 ¥; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1 fr. S.A.; Tch. 20 sk.; Yougoslavie, 10 din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS

75127 PARIS - CEDEX 06

C.C.P. 4297-23 Paris

Tél. Paris 65 5572

Tél. 246-72-23

M. Giscard d'Estaing propose de nouer des relations nouvelles avec Alger

Retrouver « l'esprit d'Évian »

L'évocation, jeudi soir à la télévision, par M. Giscard d'Estaing des accords d'Évian de 1962 a suscité dans la mémoire de plusieurs générations de Français profondément marqués par la guerre d'Algérie un flot de souvenirs et d'émotions. Évoquant ces accords, le chef de l'État a dit : « L'Évian, c'est pour les uns la fin d'une guerre injuste, l'aboutissement d'un long et douloureux combat pour la liberté d'un peuple colonisé pendant cent trente ans, la révé d'une coopération exemplaire entre les adversaires d'hier. Pour d'autres, Évian a été le glas des illusions, vu le seullement des promesses soennelles faites au nom de l'Algérie française », consacré l'Évian et la détresse. Quinze ans après les plâtres restés à vif, les relations franco-algériennes portent la marque de la passion.

Le départ massif des « pieds-noirs » a été vécu de son côté, des premières semaines de l'indépendance, la partie des accords d'Évian se rapportant aux droits et aux garanties d'une minorité française dont on espérait qu'elle « jouerait le jeu ». Les mesures prises par la suite par les dirigeants d'Alger pour « récompenser » leurs richesses nationales et assurer l'indépendance économique du pays, comme ils avaient conçu la souveraineté politique, ont progressivement rendu « caduques » les clauses concernant la coopération économique et financière. C'est ainsi qu'en 1971 furent nationalisées les compagnies pétrolières et les ressources du sous-sol.

Les relations franco-algériennes de ces dernières années sont jalonnées de crises plus ou moins aiguës. Mais jusqu'à 1975, si les accords d'Évian, de plus en plus malmenés, n'avaient plus que de « lointains rapports avec la réalité », l'esprit d'Évian subsistait. La volonté de maintenir entre les deux pays une coopération privilégiée continuait à se manifester dans le domaine culturel, technique et scientifique. Aujourd'hui, quelque quatre mille six cents coopérateurs français, dont mille cinq cents enseignants, travaillent en Algérie. Cette assistance technique n'exerce même pas le domaine militaire.

C'est cet esprit lui-même qui est aujourd'hui menacé. Aux différents ordres économiques, l'Algérie accablant notamment la France de ne faire aucun effort pour rééquilibrer une balance commerciale qui lui est largement défavorable, se sont ajoutées des difficultés politiques. Alger reproche à Paris de soutenir Rabat et Nouakchott dans le conflit du Sahara occidental. La capture par le Polisario de techniciens français, leur détention en Algérie, l'intervention en Mauritanie d'aviateurs français, ont exacerbé la querelle. Le gouvernement algérien ne manque aucune occasion de dénoncer « l'impérialisme français en Afrique » et exhorte les gouvernements des pays arabes à ne pas laisser les Français en Afrique, et exhorte les gouvernements des pays arabes à ne pas laisser les Français en Afrique, et exhorte les gouvernements des pays arabes à ne pas laisser les Français en Afrique.

C'est un appel à la raison que vient de lancer le chef de l'État français. En offrant de redéfinir les relations entre les deux pays, en mettant enfin l'accent sur un problème — la sécurité des Algériens en France — auquel les dirigeants d'Alger sont particulièrement sensibles, en proposant d'instituer des « commissions gouvernementales » spécialisées et même de créer un « organisme » qui traiterait des problèmes de coopération économique entre les deux pays, M. Giscard d'Estaing accomplit une démarche positive.

La présence de huit cent mille Algériens en France, le volume des échanges entre les deux pays — la France reste le second partenaire commercial de l'Algérie — la solidité de liens tissés par une longue histoire commune, tout cela milite en faveur de la relance d'une coopération sereine souhaitée par beaucoup du parti et d'autre de la Méditerranée.

Le chef de l'État participera à la session des Nations unies sur le désarmement

Vendredi 10 février, en fin de matinée, Alger n'avait pas encore réagi aux ouvertures faites jeudi soir par M. Giscard d'Estaing, au cours de son interview télévisée. Le président de la République avait notamment proposé aux dirigeants algériens de définir un nouveau cadre juridique et politique pour les relations bilatérales, celui des accords d'Évian ne correspondant plus à la réalité.

Le président de la République, qui a abordé d'autre part les relations Est-Ouest, le conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, le politique de défense et le désarmement, a annoncé qu'il se rendrait en mois de mai à New-York pour exposer les vues de la France à l'Assemblée générale des Nations unies devant consacrer à cette dernière session.

Grave, mais parfaitement à l'aise, M. Giscard d'Estaing a brossé jeudi soir, à la télévision, un tableau assez idyllique de la politique française, qui s'est « située en 1977 à un très haut niveau des relations internationales ». Qu'il s'agisse des rapports Est-Ouest, des relations franco-américaines, des projets de coopération en matière de désarmement, de la stratégie nationale de dissuasion, de la politique française en Afrique, le président s'est débattu avec des efforts de sa diplomatie, même si « les résultats ne sont jamais acquis » et « doivent être constamment conservés et protégés ».

Le président de la République a terminé son intervention, comme on pouvait le prévoir, par une incursion indirecte dans la campagne électorale : il a, en effet, clairement laissé entendre qu'une victoire des forces de gauche aux élections législatives pourrait avoir des conséquences sur la politique étrangère de la France.

AU JOUR LE JOUR

DÉTENTE

Après avoir parlé de longues minutes des efforts accomplis par la France en faveur d'un processus de désarmement concerté et de la poursuite d'une politique de détente internationale, M. Giscard d'Estaing ne pouvait cependant pas ne pas répondre au journaliste qui lui demandait s'il hésiterait à déclencher la force de frappe nucléaire en cas de malheur que son doigt se tendrait sur la détente.

BERNARD CHAPUIS.

La force des choses

par MAURICE DUVERGER

On espère que le niveau de la campagne électorale va s'élever dans les jours qui viennent. Pour le moment, il y a un décalage important entre les problèmes que la nouvelle Assemblée nationale devra résoudre et les solutions que proposent les partis en compétition, qu'ils

appartiennent à la majorité ou à l'opposition. Tous semblent ignorer ce qu'ils savent parfaitement : que les électeurs présentent plus ou moins que la France affronte, en même temps que les autres nations industrielles de l'Occident, une crise grave et profonde, qui entraîne des contraintes auxquelles nul ne peut échapper.

Le terme de « crise » est d'ailleurs impropre dans la mesure où il suggère la perturbation provisoire d'un système qui pourrait reprendre un jour son équilibre antérieur. L'économie occidentale ne reprendra sans doute jamais à la situation des années 60. Elle ne traverse pas une maladie guérissable. Elle subit une transformation irréversible. Si un nouvel équilibre peut être établi un jour, il sera profondément différent de celui que nous avons connu dans les dernières décennies.

Parmi les facteurs qui ont bouleversé cet équilibre, un seul pourrait être supprimé par la volonté d'un gouvernement de l'Occident : la décision prise par les États-Unis le 15 août 1971 qui a mis fin à la convertibilité du dollar, privé le monde d'un système monétaire stable et transformé le déficit américain en inflation internationale. Mais on ne voit guère pourquoi les autorités de Washington renonceraient spontanément à ce privilège extraordinaire qui permet de payer leurs dettes extérieures par l'impression de papier monnaie. Comme personne n'ose plus leur résister depuis la disparition du général de Gaulle et de Georges Pompidou, le nouveau statu quo paraît bien établi.

Les autres facteurs de la « crise » ne dépendent pas de

l'Occident. On n'abaissera pas le nouveau coût de l'énergie. Après avoir quintuplé, entre octobre 1973 et la fin de 1974, le prix du pétrole s'est relativement stabilisé. On pourra peut-être limiter le rythme de ses hausses futures. On ne reviendra pas en arrière.

(Lire la suite page 9.)

UN MAÎTRE DU CINÉMA JAPONAIS

Les investigations silencieuses de Yasujiro Ozu

Alors qu'on connaît la plupart des films de Kurosawa et de Mizoguchi, l'œuvre de Yasujiro Ozu est pratiquement inconnue en France. Il s'agit pourtant d'un réalisateur de première importance, un des maîtres du cinéma japonais. Célèbre dans son pays, Ozu a toujours été banni de nos écrans. Prescription qui s'explique en partie par son mépris des modes occidentales, sa fidélité obstinée à la culture japonaise traditionnelle et l'intransigeance de sa démarche créatrice.

Né en 1903, mort en 1963, Yasujiro Ozu a tourné cinquante-trois films. Après quelques comédies aujourd'hui oubliées, il découvre le thème de la famille qui va devenir sa principale source d'inspiration et qu'il ne cessera d'approfondir jusqu'à sa mort. Rapports entre parents et enfants, écartement, dissolution de la cellule familiale ou fil de la vie, inéluctable évolution des senti-

RECHUTE DU FRANC

Le dollar à plus de 4,90 F malgré l'intervention de la Banque de France

Après son redressement partiel, le franc a été victime d'une rechute qui ne laisse pas d'inquiéter le gouvernement et les autorités monétaires. Jeudi 9 février, dans l'après-midi, un regain de ventes, d'origine étrangère, a fait remonter le dollar à plus de 4,90 francs, alors qu'il avait fléchi jusqu'à 4,87 francs dans la matinée du même jour. La Banque de France avait été obligée d'intervenir directement sur le marché des changes, pour stopper la hausse de la monnaie américaine. Vendredi matin, l'Institut d'émission réussissait à maintenir le cours du dollar aux alentours de 4,90-4,91 francs, tout en se préparant, le cas échéant, à prendre de nouvelles mesures pour défendre le franc.

Jusqu'au scrutin des 12 et 19 mars, le franc va évoluer dans des eaux troubles. M. Raymond Barre, lui-même, n'a pas caché que des difficultés étaient inévitables. Quelle va être l'attitude du pouvoir face à ces notations, au risque d'une nouvelle tempête sur le franc, qui pourrait accentuer la baisse de celui-ci et porter le cours du dollar au-dessus des 4,92 F atteints lundi dernier ?

Jusqu'à présent, la Banque de France n'a pris que des mesures ponctuelles : raréfaction des disponibilités des banques, hausse modérée du taux de l'argent à court terme sur le marché monétaire, avertissement donné aux banques de respecter rigoureusement la réglementation actuelle sur les achats de devises à terme et les rapatriements. Mais l'Institut a sous le coude tout un arsenal prêt à être utilisé au cas où la situation s'aggraverait : réduction du délai pour les achats de devise à terme, qui avait déjà été ramené de trois mois à deux mois en septembre 1975 ; réduction du délai global de rapatriement de devises encaissées par les exportateurs (actuellement fixé à un mois).

Pourrait-il s'y ajouter des mesures plus sociales, telles que le rétablissement d'un double marché du franc : un marché commercial, réservé aux transactions sur les marchandises, et un marché financier, réservé aux transactions non commerciales (achat et ventes d'actions et d'obligations étrangères, investissements à l'étranger, allocations en devises aux touristes).

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 23.)

Pâme d'un peuple

Suivi d'un entretien avec Jean Lacouture

éditions rupture

Le Monde

DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE FÉVRIER

LE VOTE DES

ENSEIGNANTS

(Un sondage exclusif de la SOFRES)

idées

SONDAGES

Le point de vue de...
GILBERT CESBRON

L'attrape-Français

Les sondages sont des attrape-pigeons auxquels les Occidentaux, nouveaux riches des « sciences humaines », se font tous piéger. Le Français, pourtant goguenard, s'en laisse volontiers imposer par les techniques nouvelles, surtout lorsqu'il en est la victime : propagande, publicité, sondages... Maurice Druon a magistralement dénoncé lui-même ces derniers (1) — sans aucun résultat. Car ce sont les historiens de la littérature qui, à des années de distance, exaltent l'efficacité sociale de nos écrits. Mais, sur-le-champ, notre inutilité est si flagrante que parfois le désespoir nous pousse à l'écriture comme au vertige. Et puis, tournée obstinée, nous reportons à l'avenir des bestiaux inépuisables de l'injustice, de la sottise, de la Tradition ou du Progrès... — Après tout, es-tu dit le tournoi, la trouverai-je bien une brèche ? — Qui parviendra à ébranler l'insolente forteresse des sondages ?

Dès qu'ils s'aventurent hors du terrain commercial où ils sont irremplaçables, les sondages les plus consciencieux nous semblent maladroits et néfastes. D'abord, à cause de la non-représentativité évidente de l'échantillon. J'admets qu'on puisse résumer l'opinion de la France en un millier de personnes en dressant la liste, l'âge, l'habitat, la profession, le statut social. Ces mille-là, qu'on va interroger, peuvent représenter valablement 53 millions de Français quand on leur demande s'ils prêtent l'huile de soja ou l'huile de tournesol. Mais, dès qu'on aborde les domaines psychologiques, politiques, sentimentaux, religieux, il existe chez nous une telle variété de tendances, de choix, d'humours, d'espérances, de regards... qu'il est dérisoire de prétendre les « couvrir » en mille réponses. A moins d'opérer à la hache : à moins de rassembler sur ce terrain la monstrueuse partition de toutes les structures politiques imposées au Français, arbitrairement condamnées à être soit « de gauche », soit « de droite ». Les sondages reposent sur un semblable manichéisme. Mettez une croix dans le case correspondant... Il n'y a pas de cinq ou six, ou mieux ; il en faudrait cinquante, au moins ! mais cela ne ferait pas l'affaire de l'ordinateur. Alors, dans ce cas, c'est l'ordinateur qui ne fait pas son affaire.

J'ajoute que la formulation des questions posées, si honnête qu'elle se veuille, est forcément inadéquate. En fait, l'ordonnée devrait être précédée (et non pas suivie) d'une véritable enquête sur les différents manières dont les Français se posent le problème. Mais qu'il l'origine quelques spécialistes parviennent à se mettre d'accord sur une formulation ne prouve rien d'autre que leur bonne entente. Ils sont parvenus à une vision commune, à un langage qui leur paraît clair mais qui n'est pas forcément valeur universelle. Ils ont pris, du problème en question, quelques « instantanés » qui constituent, tout au plus, une photo de famille ! Si bien que, finalement, n'importe quel sondage nous éclaire surtout sur la façon dont l'échantillon, et qui s'abrite, de bons ou peut-être, derrière une objectivité factice.

Au lieu de remplir des cases dont aucune ne le satisfait entièrement, l'interrogé devrait pouvoir parler vraiment avec l'enquêteur. Avec un enquêteur impartial, attentif, possédant l'esprit de synthèse, capable d'accoucher les esprits et les cœurs tout en respectant le bébé — bref, un homme comme on en rencontre peu. Or, pour un sondage, il en faudrait cent ! Une telle enquête, sans rapport avec les actualités, deviendrait, Dieu merci, impossible à réduire à quelques pourcentages et à ces formules dérisoires : « Plus ou moins satisfait », « Plus ou moins content », dans lesquelles on prétend animer ces variantes qui, à elles seules, définissent les Français.

Le public doit savoir que les résultats d'une enquête par sondage comportent généralement un mince cahier de chiffres et de pourcentages (ceux qu'on lui révèle), suivi d'un long catalogue de nuances qui, dit-on, les éclairent. Mais ne les annulent-elles pas, au contraire, puisqu'elles démontrent ce que ces verdicts ont de préliminaire et révèlent leur impuissance à exprimer toute la vérité ? Leurs affirmations tranchées forment un tel contraste avec cette constellation de nuances au point de vue, de retouches, d'approximations eussent-elles, que cette seule comparaison me semble un aveu d'impuissance.

Dans la publication des résultats, on remplace généralement l'exposé des nuances en question par des commentaires où transparaissent, pour qui sait lire, les arrière-pensées de ceux qui ont commandé le sondage. Comme ils ne sentent certainement à l'abri de ce rempart de chiffres ! Et comment ! est rassurant, eux, précèdent de les justifier, de substituer ses propres explications, ses hargnes ou ses espoirs aux opinions réelles de ces mille muets ! On tente d'autre, par « honnêteté », on glisse une citation extraite du catalogue rectificatif des nuances — citation qui prend alors un poids indéniable et finalement contribue encore à fausser la balance.

Mais tout cela ne paraît pas troubler les Français. Quand il ne s'agit plus de broches à dents ou d'huile de table, les mille se sentent probablement flattés de figurer dans l'échantillon — et d'être pris pour arbitres des grandes options de leur époque. C'est l'humour de l'instant ou le parti pris longtemps retourné de ces mille inconnus qui vont orienter le choix de cinquante millions de leurs compatriotes, et parfois influencer la décision de leurs gouvernants. Car tous les Français se regardent dans ce miroir déformant, dans ce « miroir de sorcière », qui prend un détail et l'agrandit démesurément, et ils croient s'y reconnaître. Ou encore, si ce n'est pas rassurant, beaucoup pensent que c'est leur visage qui a tort, et non la glace. Pensez donc ! La sociologie, les statistiques, l'ordinateur, cela ne se discute pas.

ment, les immigrés, les centrales nucléaires, etc., eux qui attendent encore de tant de leurs médias des campagnes d'information exhaustives, ouvertes et désintéressées sur ces grands thèmes. Au Café du commerce, c'était le dernier qui parlait qui imposait son opinion, ou encore le plus fort en question ; à présent, c'est le sondage. Formé, dès le maternelle, à se ranger du bon côté du comptoir, à la droite de Charlemagne, dans le camp des vainqueurs, cinquante millions de Français abdiquent tout jugement particulier et, comme disait Sénèque, se ruent en servitude. Ils se hâtent de penser, de contester, de voter comme « le plus grand nombre », de rejoindre le parc é moutons. Il a suffi d'un millier d'entre eux, et nullement l'élite : la volée bien la fameuse « miniaturisation » ! On n'arrête pas le progrès.

A la condition qu'elle ne soit ni filtrée, ni manipulée, ni sollicitée, l'information est l'instrument de la liberté. Mais les sondages, dans la mesure où ils nous imposent une information asymétrique, partielle et cependant présumée, contribuent hypocritement à étouffer cette liberté de penser. En période électorale (et pas seulement, comme la suppose la loi, durant la dernière semaine), c'est le peu de démocratie politique que nous possédons qu'ils amenuisent encore. A quel bon voter ? A en croire les sondages, c'est suivre les « simulations », tout est joué d'avance. Cette Bourse aux partis politiques, cette cotation des hommes d'Etat, qui perdent ou gagnent des « points » suivant l'humour des mille, les autres Français les suivent du même œil farouche mais docile que le tueur ou le Coupe d'Europe de football : « Allez, les rouges ! » Une mentalité de spectateurs — ou de supporters, violence comprise !

Mais s'informe, réfléchit, choisit en toute liberté, avoir le courage de nager à contre-courant, parfois même de faire cavalier seul, bref, être un homme, c'est quoi bon puisque les sondages ont raison d'avance ? Salut, les robots !

(1) Le Monde du 24 décembre 1975.

Le thermomètre n'est pas une boule de cristal

par PIERRE CHATENET (*)

Il y a un peu moins d'un an, l'est tenu au Centre d'information civique une table ronde à qui réunissaient, avec ceux que l'on pourrait appeler les pères scientifiques des sondages, quelques hommes politiques et des journalistes (1).

Mis à part le problème de la publication des sondages pendant la période électorale, sur lequel l'accord n'avait pu se faire, tous les participants avaient admis la nécessité de faire connaître et de faire respecter, par persuasion et non par réglementation, une certaine déontologie des sondages. Celle-ci comportait notamment l'obligation de publier en tête de tout sondage l'indication de celui — personne ou organisme — qui l'avait commandé et payé, le libellé exact et intégral des questions posées, le nombre et la composition sociologique et géographique de l'échantillon, la date exacte de l'opération. Il s'agit là de données factuelles que les instituteurs de sondages sérieux sont d'ailleurs prêts à publier. Certains le font parfois. Encore faudrait-il que ce ne soit pas en note ou en annexe, mais bien en tête de la publication, de manière à augmenter les chances que cela soit lu par le public.

Puis, délicate était une recommandation sur laquelle tous les participants étaient également d'accord et visant à éviter la confusion entre un sondage et une simulation. Soyons clairs : interroger des gens le mois A en leur demandant pour qui ils voteront le jour où on les interroge, c'est une photographie d'opinion et si le sondage est sérieusement fait, c'est une donnée de fait qu'il n'y a aucune raison de dissimuler dans un pays démocratique. Elle est objective. Leur demander, le mois A, pour qui ils comptent voter le mois C, ou X, c'est une photographie d'intentions qu'il

faut pondérer de tous les éléments extérieurs ou personnels qui peuvent modifier cette intention dans l'intervalle. Le résultat, est donc beaucoup moins factuel que le premier. Il n'y a pourtant qu'une différence de degré de certitude entre les deux.

L'opération change de nature quand on prétend passer de la photographie d'opinion aux actes de vote, et un résultat de ceux-ci, c'est-à-dire l'élection de tel ou tel. Il faut alors que s'ajoute à ce qui est fourni par le questionnaire un apport du questionneur, qui est une interprétation. Quand celle-ci est sérieuse,

elle repose sur des comparaisons avec des résultats antérieurs soigneusement choisis et analysés et sur une connaissance très complète des modes de scrutin. Il n'en reste pas moins que c'est une interprétation et que l'honnêteté élémentaire exige qu'on précise bien qu'il ne s'agit plus de données de fait mais de supputations, toute interprétation comportant une part de subjectivité. Il faut d'ailleurs tenir compte d'une autre subjectivité, celle du votant, difficile à deviner dans le cas d'un deuxième tour de scrutin puisque son vote peut être influencé par le résultat du premier.

Fièvre et maladie

De même, il est d'honnêteté élémentaire de rappeler, étant donné la différence fondamentale entre une globalisation d'opinions et les effets de l'expression de ces opinions dans un cadre parlementaire, qu'il faut répéter, à chaque publication de sondages, que des résultats globaux ont beaucoup plus de signification pour une élection présidentielle ou un référendum qu'à la rigueur, un scrutin législatif à la proportionnelle à un tour, pour une élection majoritaire à deux tours. Enfin, le premier chiffre qui devrait être mis en lumière lors de la publication d'un sondage est le nombre de ceux qui ont refusé de répondre ou qui ont répondu qu'ils ne savaient pas ou étaient indifférents. Ce chiffre conditionne pourtant la valeur des autres, qui seuls font toujours l'objet d'une grande publicité.

Tout le monde avait été largement d'accord sur tous ces points lors de cette table ronde. On n'en tient pourtant aucun compte. Faudrait-il donc renoncer aux sondages ? Certainement pas. A cette réunion, en ce qui me concerne, j'avais même été au nom de ceux qui s'opposent à l'introduction d'une animation particulière, donnant à la vie publique un tour financier. L'électeur est considéré comme monnayable !

Une nouvelle fois, l'Oise se distingue. M. Charles Baur, candidat aux élections législatives dans la troisième circonscription, ou sa fille originale : que les électeurs, après sondage, choisissent la candidate de la majorité.

L'instrument est bon, mais à trois conditions : la première, c'est que le thermomètre soit en bon état, qu'il soit manipulé par quelqu'un qui sache le lire et qui se borne à dire ce qu'il voit. La seconde, c'est de ne pas confondre la fièvre et la maladie, c'est-à-dire bien indiquer le passage et la différence entre la température et le diagnostic. La troisième, enfin, est de ne pas trop flatter le goût, bizarrement à la mode chez nos contemporains, pour la magie, et ne pas confondre thermomètre et boule de cristal.

Regardons la carte du monde. La France reste au nombre — (*) Ancien ministre.

très petit, hélas ! presque infime — des pays où l'on ne sait pas à l'avance le résultat des élections. Que l'on ne porte pas atteinte à cette supériorité — car c'en est une — en conditionnant les citoyens dans un contexte de fatalité qui risque de les troubler dans leur devoir de rester rationnels et de se sentir conscients et responsables.

L'ÉLU SONDÉ

par
CH. FRÉMAUX (*)

L'échantillon de l'Oise est un endroit tranquille. A l'image de ses habitants riches et monotones, ses habitants sont raisonnables et modérés.

La vie politique cependant y est étrange. Deux députés (MM. Dasseuil et Haremy) y ont introduit une animation particulière, donnant à la vie publique un tour financier. L'électeur est considéré comme monnayable !

Une nouvelle fois, l'Oise se distingue. M. Charles Baur, candidat aux élections législatives dans la troisième circonscription, ou sa fille originale : que les électeurs, après sondage, choisissent la candidate de la majorité.

Elle est étonnée de la déclaration du président de la République en Bourgogne : « Ma circonscription, c'est la France ».

Un seul député pour tous les Français, ce serait la solution idéale, car unitaire.

L'idée de M. Baur et de la déclaration du président de la République d'insolite distinction guichet-ouverte, les discussions sans fin sur les mérites du scrutin majoritaire, ou proportionnel, l'injustice des circonscriptions plus ou moins peuplées.

Economiser des sous et de l'énergie

Il y aurait un collège des grands sondés qui élirait le candidat unique. Ce collège serait l'émulation des sondes de base.

Comme personne ne peut dire « j'ai été sondé », et qu'autour de soi on ne connaît personne qui l'ait été, demeurerait la question : qui a été sondé ?

La réponse importante peu, et les organismes de sondage, seraient en « échantillon représentatif national », celui de la France.

On économiserait à la France des sous et de l'énergie. Toutes les forces vives de la nation se consacraient au développement économique et non aux campagnes électorales. Les fonds ainsi épargnés seraient affectés au bien-être social. On serait pas gaspillés des mois entiers de chicanes, de polémique inutile et lassante.

L'Élu du sondage représenterait les Français.

Enrangement, cependant, ce système ne rappelle les régimes où l'Élu, seul candidat, cumule tous les suffrages. La démocratie sort rarement victorieuse d'une élection de ce genre.

L'Élu sondé ne m'a pas paru pas avoir un grand avenir. Remettre à la technique et à la stimulation le destin des Français est dangereux. Car la machine peut se détraquer, et l'utilisateur se tromper. L'Élu ne serait alors que le résultat d'une accumulation d'erreurs.

(*) Secrétaire général de l'Association des jeunes élus locaux.

Dimensions réelles : 121 x 71 cm, imprimé sur 8 COULEURS, sur papier de luxe, carton parchemin.

Il n'est pas nécessaire d'être noble pour avoir son ARBRE GÉNÉALOGIQUE

Etablissez le vôtre sur cette splendide gravure en couleurs

Un document dont vous pourrez être légitimement fier.

Vous pouvez ériger cette belle gravure de grandes dimensions, qui constituera un tableau très original et très personnel dans votre intérieur. Il enrichira et fera l'admiration de votre entourage. Cinq générations en partant de vous-même jusqu'à l'ancêtre le plus lointain, soit au total trente et une personnes : vous ferez vivre ainsi près d'un siècle et demi d'histoire à travers les personnages qui vous ont précédé.

Retrouvez l'histoire de votre famille.

C'est que vous possédez de plus authentique et de plus précieux renseignements sur l'histoire de votre famille. Recherchez le nom de vos ancêtres. Recherchez leur adresse et leur profession de tous les siècles et de tous les lieux. La portée de tous les siècles et de tous les lieux. Ce sera aussi une véritable aventure qui vous passionnera et vous révélera probablement d'innombrables surprises. Vous aurez ainsi une place réservée sur ce magnifique document : il ne vous reste plus qu'à inscrire leur nom. Et à retrouver votre place ! Savez-vous que vous avez droit à un blason ? Vos ancêtres en avaient probablement un. Si vous trouvez dans le GUIDE GÉNÉALOGIQUE tout ce qu'il faut pour composer un arbre généalogique, vous pouvez vous y adonner la loi depuis trois siècles.

Splendide reliure rouge et or avec signature et tranches filées. Papier "bouffant de luxe". Illustrations en couleurs.

Format 13x21 cm.

COMMENT RETROUVER LE NOM DE VOS ANCÊTRES

avec cet album-guide luxueusement relié

Ce sera le "livre d'or" de votre famille. Vous y trouverez de nombreux renseignements pratiques qui vous aideront dans vos recherches, et toutes les informations concernant les règles à connaître pour composer un blason. Des pages-indices sont prévues pour que vous puissiez y inscrire tous les renseignements recueillis sur chacun de vos ancêtres, non seulement sur leur descendance, mais sur leur vie privée.

Un luxueux volume dans votre bibliothèque :

GRATUITEMENT chez vous pendant 8 jours

Pour apprécier vraiment l'incroyable finesse de la gravure, du dessin original et des miniatures en couleurs, et examiner le précieux volume, le meilleur moyen est de les recevoir chez vous, sans aucun engagement. Après, seulement, vous porterez un jugement définitif. Vous ne les enverrez qu'après avoir décidé de les garder, et vous bénéficierez alors d'un prix "vraie directe" vraiment dérisoire. Pour les recevoir, pensez sans tarder le bon à découper.

Bon pour un examen gratuit

à retourner à HISTORAMA
R.P. 6140, 10, avenue Buffon, 45017 ORLÉANS CEDEX

Je désire prendre connaissance de votre guide généalogique relié ainsi que de la gravure, pendant 8 jours sans engagement d'achat. Si je ne suis pas intéressé, je vous renverrai votre envoi dans les 8 jours. Si, au contraire, je décide de le garder, je vous enverrai mon règlement : 99,90 F (franc d'envoi inclus). ARCTO 1MD

NOM (en majuscules) _____

ADRESSE _____

Code postal _____

DATE _____

Signature (en majuscules) _____

30 jours sans risque de 10 jours signature de vos parents.

HISTORAMA
R.P. 6140, 10, avenue Buffon, 45017 ORLÉANS CEDEX

Le Monde

L'INTERVIEW

Le choix que f sur la poursuite

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

ALAIN...

ALAIN... (Text continues with a profile or interview snippet.)

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

Le plan de désarmement des deux Grands

Le plan de désarmement des deux Grands... (Text continues with details of the disarmament plan, mentioning the role of the United Nations and the need for mutual trust between the superpowers.)

diplomatie

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« Le choix que feront les Français aura des conséquences importantes sur la poursuite de la politique extérieure et sur l'action de la France »

Le plan de désarmement et les deux Grands

Il y a un lien, dans l'esprit du président de la République, entre sa politique de désarmement — improvisation récente — et sa politique d'aide au développement et de coopération avec le tiers-monde, préoccupation constante héritée du général de Gaulle et de Georges Pompidou, mais précisée, accentuée, et qui l'inclut aujourd'hui à tendre la main à l'Algérie.

Ce lien ne s'exprime pas seulement dans la proposition d'un fonds de 1 milliard de dollars, alloués par une taxe sur le surarmement, pour fournir des ressources aux pays les plus défavorisés. Il s'agit aussi d'inciter les pays du tiers-monde à substituer aux confrontations armées et à la course aux armements la coopération et le désarmement. D'un côté — très pragmatique, mais difficile à mettre en œuvre — d'amener les grands pourvoyeurs d'armes, dont l'O.S.S., à limiter leurs fournitures. D'un autre côté d'organiser le désarmement sur une base régionale. Les conflits en cours et les tensions armées ont toujours des origines locales, même si les grandes puissances soufflent sur le feu. Une organisation régionale du désarmement à condition que les Grands veuillent loyalement y coopérer, permettrait d'équilibrer les besoins de sécurité de pays de même nature et peut être d'éviter dans l'ouest les conflits locaux.

Cependant, M. Giscard d'Estaing n'a pas dit ce qu'il pense de son plan. Il a plutôt accueilli « positif ». Il a aussi gardé le silence sur les réactions qu'il provoque son projet de taxe sur le surarmement. Même si la solution que la France est prête à s'y soumettre, il est peu probable que cet exemple soit suivi.

En revanche, le président a indiqué que sa proposition de transformer la conférence du désarmement de Genève avait reçu un accueil « très positif ». Il est vrai que certains pays — Mexique, Suède, Roumanie — en ont approuvé l'esprit. Pour l'essentiel, cette proposition — très vague dans le plan du 25 janvier — consiste à remplacer la coprésidence américano-soviétique par une présidence tournante de tous les États membres et de désigner ceux-ci sur une base plus géographique qu'aujourd'hui (la encore la régionalisation apparaît). Mais qu'en pensent de ce plan les deux superpuissances dont la prépondérance est ainsi contestée ? Jusqu'à présent elles se taisent, mais la Hongrie — dont la diplomatie est traditionnellement alliée à celle de Moscou — a fait savoir jeudi, à Genève, qu'elle refuse de rouvrir en question la coprésidence américano-soviétique.

Bon accueil aussi, selon le président, pour sa proposition d'une agence mondiale de satellites de contrôle et pour une conférence internationale du désarmement conventionnel. Mais, là non plus, le chef de l'Etat n'a pas précisé si cette réaction était aussi le fait de Moscou et de Washington.

Si l'on veut bien ce que les puissances moyennes en petites ont à gagner dans les deux cas, on ne voit pas ce qui pourrait séduire les États-Unis et l'O.S.S. D'une part, ils perdraient le monopole du contrôle spatial ; d'autre part, le niveau de leurs armements — de l'Atlantique à l'Oural — serait sujet à discussion, et non plus seulement, comme à l'actuelle conférence de Vienne, celui de leurs forces basées au centre de l'Europe. Or c'est de Moscou et de Washington que dépend l'avenir de l'entreprise. M. Giscard d'Estaing est, en tout cas, déterminé à la pousser à fond, au risque de se compromettre aux yeux des gaullistes : il va la défendre au sein de la tribune de l'ONU. Le « machin », disait le général de Gaulle.

Voici le texte de l'interview du président de la République diffusé jeudi soir 9 février par TF1 et Antenne 2. M. Giscard d'Estaing répondait aux questions de Josette Alla (« le Nouvel Observateur »), Yves Cnan (« l'Express »), Jean-Pierre Joulain (« Europe 1 ») et Edmond Sablier (« France Inter »). Les débats étaient dirigés par Alain Duhamel.

ALAIN DUHAMEL. — Monsieur le président de la République, je crois que la première question qui se pose, c'est que ceux qui critiquent la politique étrangère de la France, qu'ils appartiennent à l'opposition ou qu'ils soient de la majorité, se plaignent du fait de contradictions, quelquefois parlant de retour à l'atlantisme, mais qui font toutes leurs critiques converger d'abord sur cette question : est-ce qu'aujourd'hui l'indépendance de la France est respectée dans le monde comme elle l'était auparavant ?

« Vous dites : cette politique étrangère est critiquée. Pas tellement, elle est discutée, ce qui est tout à fait naturel puisque nous sommes dans un système de démocratie. Mais j'observe, dans toutes les analyses, que la politique étrangère de la France est au contraire un sujet sur lequel il y a un assez large accord national, y compris les grands accords de la France ».

« Et vous dites : cette politique est-elle indépendante ?

« Il n'aurait été difficile de

vous répondre il y a quatre ans, mais je peux vous répondre aujourd'hui. Parce qu'il y a quatre ans, lorsque j'ai été élu président de la République, enfin il y a presque quatre ans, la situation était objectivement difficile. Elle n'était pas difficile du fait de l'action de mes prédécesseurs, on de leur diplomatie, puisque, au contraire, j'avais soutenu cette action et appuyé sur des principes, mais elle était objectivement difficile.

« En effet, en 1974, rappelez-vous, l'Europe était en crise, en crise profonde. Nous venions d'avoir la hausse des prix du pétrole et une atmosphère de confrontation, presque de confrontation, presque de confrontation, entre les consommateurs et les producteurs. La France avait des rapports tendus avec certains de ses partenaires, notamment les États-Unis d'Amérique, et en même temps on s'interrogeait sur la continuité de la politique française, et en particulier sur cette question, celle de l'indépendance de la France.

« Alors aujourd'hui, où en sommes-nous, très rapidement ? D'abord, l'Europe, depuis quatre ans, a pu progresser. Progresser grâce à quoi ? A des initiatives françaises. Car il y a eu deux progrès importants de l'Europe : d'abord la création de ce Conseil européen qui se réunit maintenant régulièrement, qui fait partie, je dirai, de notre vie familière de l'Europe ; c'est une initiative de la France, c'est une initiative que j'ai prise ici, à l'Elysée.

« Un très haut niveau des

relations internationales »

« Ensuite l'élection à venir, retardée malheureusement, comme vous le savez, du fait de certains de nos partenaires, de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage direct : c'est également la France qui a beaucoup contribué à son adoption. « Pour ce qui est de la confrontation, c'est-à-dire de cette atmosphère de guerre qui était celle des producteurs de pétrole et des consommateurs, nous sommes actuellement dans un rapport qui, au contraire, présente des caractéristiques nouvelles. Elle ne se fait pas en partie à l'initiative de nous, mais elle a pris, du dialogue Nord-Sud qui a contribué à cette normalisation. Et si nous abordons, il faut être objectif — cette année 1978 sans précédent — la hausse des prix du pétrole de la part des pays producteurs (et c'est acte de raison de leur part), cela est dû à cette atmosphère de confrontation. « En ce qui concerne nos rapports avec les États-Unis, ils ont été normalisés, vous le savez, mais sur la base de la reconnaissance des principes fondamentaux de la politique, et notamment de l'indépendance de notre défense. J'ajoute que, en même temps, la France a développé une politique africaine qui est une politique de coopération libérale et de développement de ses amis en Afrique, qui a été illustrée, lors de mon récent voyage en Côte-d'Ivoire par l'accueil populaire que j'y ai reçu. En même temps, la France est présente dans les grands débats internationaux où elle était, vous le savez, pour diverses raisons, absente : je veux dire le désarmement et la lutte contre le danger nucléaire, ce

qui se poursuit. Par exemple, je peux vous dire que nos relations avec l'Union soviétique sont des relations qui sont actuellement directes, confiantes et où nous avons progressé sur le plan de notre coopération, à la fois économique et politique. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de difficultés objectives dans les relations entre l'Union soviétique et la France. De même, il y a des conversations, sur le plan de la détente militaire, entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui ont quelque peu progressé, mais qui ne sont pas encore à un stade décisif. Elles ont progressé à la fin de l'année 1977 ; donc, il y a un progrès de la détente. « Il y a, par contre, des sujets sur lesquels la détente n'est pas, et notamment tous ceux qui sont liés à la conception des libertés, des droits de l'homme (...). Vous savez qu'il y a actuellement une conférence qui est réunie à Belgrade, qui est la suite de la conférence d'Helsinki. Cette conférence avait progressé, mais, à l'heure actuelle, elle rencontre certaines difficultés. Nous sommes très attentivement suivis, et d'ailleurs, il est possible que nous ayons, le moment venu, à prendre une initiative à Belgrade, afin de contribuer à la conclusion positive de cette réunion.

« Et les droits de l'homme

« Je n'ai jamais été de ceux qui pensent que la politique étrangère doit être exclusivement fondée sur ce qu'on appelle le réalisme. Parce que l'espèce humaine ne vit pas uniquement du réalisme. Elle a des besoins spirituels, des idéaux. Et la France est toujours soucieuse, vous le savez, et parfois propose ces idéaux ; donc, la question des droits de l'homme et des libertés humaines, est, pour moi, fondamentale, et je suis fier, par exemple, que la France soit actuellement un pays considéré comme parmi les plus libres du monde.

« Comment agit dans ce domaine ? Il faut bien savoir qu'il y a une action massive publique qui pousse à obtenir des résultats en raison de la diversité des situations et des régimes. Mais on peut mettre tout le temps dans son approche diplomatique la préoccupation des libertés et des droits de l'homme. Sachez que pour la France, dans toutes nos démarches, c'est une préoccupation fondamentale.

YVES GUAT. — Monsieur le

président, en octobre 1975, au ten-

nomique et politique. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de difficultés objectives dans les relations entre l'Union soviétique et la France. De même, il y a des conversations, sur le plan de la détente militaire, entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui ont quelque peu progressé, mais qui ne sont pas encore à un stade décisif. Elles ont progressé à la fin de l'année 1977 ; donc, il y a un progrès de la détente. « Il y a, par contre, des sujets sur lesquels la détente n'est pas, et notamment tous ceux qui sont liés à la conception des libertés, des droits de l'homme (...). Vous savez qu'il y a actuellement une conférence qui est réunie à Belgrade, qui est la suite de la conférence d'Helsinki. Cette conférence avait progressé, mais, à l'heure actuelle, elle rencontre certaines difficultés. Nous sommes très attentivement suivis, et d'ailleurs, il est possible que nous ayons, le moment venu, à prendre une initiative à Belgrade, afin de contribuer à la conclusion positive de cette réunion.

« Et les droits de l'homme

« Je n'ai jamais été de ceux qui pensent que la politique étrangère doit être exclusivement fondée sur ce qu'on appelle le réalisme. Parce que l'espèce humaine ne vit pas uniquement du réalisme. Elle a des besoins spirituels, des idéaux. Et la France est toujours soucieuse, vous le savez, et parfois propose ces idéaux ; donc, la question des droits de l'homme et des libertés humaines, est, pour moi, fondamentale, et je suis fier, par exemple, que la France soit actuellement un pays considéré comme parmi les plus libres du monde.

« Comment agit dans ce domaine ? Il faut bien savoir qu'il y a une action massive publique qui pousse à obtenir des résultats en raison de la diversité des situations et des régimes. Mais on peut mettre tout le temps dans son approche diplomatique la préoccupation des libertés et des droits de l'homme. Sachez que pour la France, dans toutes nos démarches, c'est une préoccupation fondamentale.

YVES GUAT. — Monsieur le

président, en octobre 1975, au ten-

« Il serait souhaitable que nos rapports avec l'Algérie soient bons »

J. A. — Monsieur le président, dans votre dernier entretien, vous avez souligné une autre sorte de détente entre la France et l'Algérie. Est-ce que les récents propos de M. Boumedienne, qui, je le rappelle, a accusé la France d'impérialisme et lui a demandé en même temps de reprendre une position d'arbitre, vous semblent positifs ou non ?

« Mademoiselle, il faudrait une longue réponse sur cette question très importante des rapports entre la France et l'Algérie. Question très importante, parce que nous sommes face à face, des deux côtés de la Méditerranée, que nous avons des relations étroites : présence de huit cent mille Algériens en France, présence en Algérie d'un grand nombre de Français, et d'enseignants, de coopérateurs et de Français beaucoup moins nombreux, il est vrai, établis dans ce pays ; d'autre part, nous avons des échanges économiques importants, nous avons des diplomates qui traitent les mêmes sujets. Il serait donc souhaitable que nos rapports soient de bons rapports.

« Si l'on regarde les choses depuis l'origine, on s'aperçoit que ces rapports ont toujours été difficiles depuis 1962. Il y avait des raisons, un peu plus favorables et des raisons, un peu plus défavorables. Rappelez-vous la tension au moment de la nationalisation des compagnies pétrolières. A deux ou trois reprises il y a eu une détérioration sérieuse des rapports entre l'Algérie et la France.

« Ce qui est frappant, c'est que lorsque apparaît une difficulté technique entre l'Algérie et la France, une divergence d'appréciation sur un point ou un autre, c'est l'ensemble des relations qui se trouve détérioré.

« Il faut donc aller au fond des choses et, si on va au fond des choses, que voit-on ?

« Je crois qu'à cette difficulté des relations franco-algériennes il y a deux causes. « La première cause, évidemment, ce sont les conditions douloureuses dans lesquelles s'est réalisée l'accession de l'Algérie à l'indépendance, conditions douloureuses de part et d'autre.

« La seconde, c'est le fait que le cadre juridique des rapports entre l'Algérie et la France n'est plus adapté à la réalité. « Ce cadre juridique, c'est celui des accords d'Évian. Or, si on regarde ces accords, on s'aperçoit qu'ils ne correspondent pas à la réalité actuelle de nos relations. Ils ont été signés avant l'indépendance. Qui se rappelle, par exemple, que dans ces accords d'Évian il était prévu que les Français, tout en gardant leur propre statut, étaient appelés à détenir dans les assemblées municipales ou nationales en Algérie, à proportion de leur importance numérique dans la population ? Qui se souvient que, dans ces accords, il était prévu qu'aucune mesure de dépossession ne serait prise à l'encontre des Français d'Algérie — je cite le texte — « sans l'accord d'une majorité qualifiée » ?

« En sens inverse, ces accords prévoyaient que la France verserait une aide financière privilégiée à

notamment tous ceux qui sont liés à la conception des libertés, des droits de l'homme (...). Vous savez qu'il y a actuellement une conférence qui est réunie à Belgrade, qui est la suite de la conférence d'Helsinki. Cette conférence avait progressé, mais, à l'heure actuelle, elle rencontre certaines difficultés. Nous sommes très attentivement suivis, et d'ailleurs, il est possible que nous ayons, le moment venu, à prendre une initiative à Belgrade, afin de contribuer à la conclusion positive de cette réunion.

« Et les droits de l'homme

« Je n'ai jamais été de ceux qui pensent que la politique étrangère doit être exclusivement fondée sur ce qu'on appelle le réalisme. Parce que l'espèce humaine ne vit pas uniquement du réalisme. Elle a des besoins spirituels, des idéaux. Et la France est toujours soucieuse, vous le savez, et parfois propose ces idéaux ; donc, la question des droits de l'homme et des libertés humaines, est, pour moi, fondamentale, et je suis fier, par exemple, que la France soit actuellement un pays considéré comme parmi les plus libres du monde.

« Comment agit dans ce domaine ? Il faut bien savoir qu'il y a une action massive publique qui pousse à obtenir des résultats en raison de la diversité des situations et des régimes. Mais on peut mettre tout le temps dans son approche diplomatique la préoccupation des libertés et des droits de l'homme. Sachez que pour la France, dans toutes nos démarches, c'est une préoccupation fondamentale.

YVES GUAT. — Monsieur le

président, en octobre 1975, au ten-

« Il serait souhaitable que nos rapports avec l'Algérie soient bons »

J. A. — Monsieur le président, dans votre dernier entretien, vous avez souligné une autre sorte de détente entre la France et l'Algérie. Est-ce que les récents propos de M. Boumedienne, qui, je le rappelle, a accusé la France d'impérialisme et lui a demandé en même temps de reprendre une position d'arbitre, vous semblent positifs ou non ?

« Mademoiselle, il faudrait une longue réponse sur cette question très importante des rapports entre la France et l'Algérie. Question très importante, parce que nous sommes face à face, des deux côtés de la Méditerranée, que nous avons des relations étroites : présence de huit cent mille Algériens en France, présence en Algérie d'un grand nombre de Français, et d'enseignants, de coopérateurs et de Français beaucoup moins nombreux, il est vrai, établis dans ce pays ; d'autre part, nous avons des échanges économiques importants, nous avons des diplomates qui traitent les mêmes sujets. Il serait donc souhaitable que nos rapports soient de bons rapports.

« Si l'on regarde les choses depuis l'origine, on s'aperçoit que ces rapports ont toujours été difficiles depuis 1962. Il y avait des raisons, un peu plus favorables et des raisons, un peu plus défavorables. Rappelez-vous la tension au moment de la nationalisation des compagnies pétrolières. A deux ou trois reprises il y a eu une détérioration sérieuse des rapports entre l'Algérie et la France.

« Ce qui est frappant, c'est que lorsque apparaît une difficulté technique entre l'Algérie et la France, une divergence d'appréciation sur un point ou un autre, c'est l'ensemble des relations qui se trouve détérioré.

« Il faut donc aller au fond des choses et, si on va au fond des choses, que voit-on ?

« Je crois qu'à cette difficulté des relations franco-algériennes il y a deux causes. « La première cause, évidemment, ce sont les conditions douloureuses dans lesquelles s'est réalisée l'accession de l'Algérie à l'indépendance, conditions douloureuses de part et d'autre.

« La seconde, c'est le fait que le cadre juridique des rapports entre l'Algérie et la France n'est plus adapté à la réalité. « Ce cadre juridique, c'est celui des accords d'Évian. Or, si on regarde ces accords, on s'aperçoit qu'ils ne correspondent pas à la réalité actuelle de nos relations. Ils ont été signés avant l'indépendance. Qui se rappelle, par exemple, que dans ces accords d'Évian il était prévu que les Français, tout en gardant leur propre statut, étaient appelés à détenir dans les assemblées municipales ou nationales en Algérie, à proportion de leur importance numérique dans la population ? Qui se souvient que, dans ces accords, il était prévu qu'aucune mesure de dépossession ne serait prise à l'encontre des Français d'Algérie — je cite le texte — « sans l'accord d'une majorité qualifiée » ?

« En sens inverse, ces accords prévoyaient que la France verserait une aide financière privilégiée à

notamment tous ceux qui sont liés à la conception des libertés, des droits de l'homme (...). Vous savez qu'il y a actuellement une conférence qui est réunie à Belgrade, qui est la suite de la conférence d'Helsinki. Cette conférence avait progressé, mais, à l'heure actuelle, elle rencontre certaines difficultés. Nous sommes très attentivement suivis, et d'ailleurs, il est possible que nous ayons, le moment venu, à prendre une initiative à Belgrade, afin de contribuer à la conclusion positive de cette réunion.

« Et les droits de l'homme

« Je n'ai jamais été de ceux qui pensent que la politique étrangère doit être exclusivement fondée sur ce qu'on appelle le réalisme. Parce que l'espèce humaine ne vit pas uniquement du réalisme. Elle a des besoins spirituels, des idéaux. Et la France est toujours soucieuse, vous le savez, et parfois propose ces idéaux ; donc, la question des droits de l'homme et des libertés humaines, est, pour moi, fondamentale, et je suis fier, par exemple, que la France soit actuellement un pays considéré comme parmi les plus libres du monde.

« Comment agit dans ce domaine ? Il faut bien savoir qu'il y a une action massive publique qui pousse à obtenir des résultats en raison de la diversité des situations et des régimes. Mais on peut mettre tout le temps dans son approche diplomatique la préoccupation des libertés et des droits de l'homme. Sachez que pour la France, dans toutes nos démarches, c'est une préoccupation fondamentale.

YVES GUAT. — Monsieur le

président, en octobre 1975, au ten-

« Il serait souhaitable que nos rapports avec l'Algérie soient bons »

J. A. — Monsieur le président, dans votre dernier entretien, vous avez souligné une autre sorte de détente entre la France et l'Algérie. Est-ce que les récents propos de M. Boumedienne, qui, je le rappelle, a accusé la France d'impérialisme et lui a demandé en même temps de reprendre une position d'arbitre, vous semblent positifs ou non ?

« Mademoiselle, il faudrait une longue réponse sur cette question très importante des rapports entre la France et l'Algérie. Question très importante, parce que nous sommes face à face, des deux côtés de la Méditerranée, que nous avons des relations étroites : présence de huit cent mille Algériens en France, présence en Algérie d'un grand nombre de Français, et d'enseignants, de coopérateurs et de Français beaucoup moins nombreux, il est vrai, établis dans ce pays ; d'autre part, nous avons des échanges économiques importants, nous avons des diplomates qui traitent les mêmes sujets. Il serait donc souhaitable que nos rapports soient de bons rapports.

« Si l'on regarde les choses depuis l'origine, on s'aperçoit que ces rapports ont toujours été difficiles depuis 1962. Il y avait des raisons, un peu plus favorables et des raisons, un peu plus défavorables. Rappelez-vous la tension au moment de la nationalisation des compagnies pétrolières. A deux ou trois reprises il y a eu une détérioration sérieuse des rapports entre l'Algérie et la France.

« Ce qui est frappant, c'est que lorsque apparaît une difficulté technique entre l'Algérie et la France, une divergence d'appréciation sur un point ou un autre, c'est l'ensemble des relations qui se trouve détérioré.

« Il faut donc aller au fond des choses et, si on va au fond des choses, que voit-on ?

« Je crois qu'à cette difficulté des relations franco-algériennes il y a deux causes. « La première cause, évidemment, ce sont les conditions douloureuses dans lesquelles s'est réalisée l'accession de l'Algérie à l'indépendance, conditions douloureuses de part et d'autre.

« La seconde, c'est le fait que le cadre juridique des rapports entre l'Algérie et la France n'est plus adapté à la réalité. « Ce cadre juridique, c'est celui des accords d'Évian. Or, si on regarde ces accords, on s'aperçoit qu'ils ne correspondent pas à la réalité actuelle de nos relations. Ils ont été signés avant l'indépendance. Qui se rappelle, par exemple, que dans ces accords d'Évian il était prévu que les Français, tout en gardant leur propre statut, étaient appelés à détenir dans les assemblées municipales ou nationales en Algérie, à proportion de leur importance numérique dans la population ? Qui se souvient que, dans ces accords, il était prévu qu'aucune mesure de dépossession ne serait prise à l'encontre des Français d'Algérie — je cite le texte — « sans l'accord d'une majorité qualifiée » ?

« En sens inverse, ces accords prévoyaient que la France verserait une aide financière privilégiée à

« Les accords d'Évian

Un ensemble de dispositions et de garanties jamais appliquées

Les accords d'Évian, signés le 19 mars 1962, mettaient fin à la guerre d'Algérie commencée le 1^{er} novembre 1954. Les négociations engagées entre la délégation française, conduite par M. Louis Joxe, et celle du F.L.N., dirigée par Krim Belkacem, avaient débuté le 20 mai 1961. Elles avaient essentiellement pour but de définir les modalités d'organisation de l'autodétermination du peuple algérien. Le recours à cette dernière procédure avait été ratifié à une large majorité par le référendum organisé, en France, le 8 janvier 1961. Outre un accord de cessez-le-feu, applicable le 19 mars à midi, les textes établis à Evian comportaient une « déclaration générale » affirmant que la solution de « l'indépendance de l'Algérie en coopération avec la France répondait aux intérêts des deux pays ». L'Algérie s'engageait à garantir les intérêts de la France et les droits acquis des personnes physiques et morales. En contrepartie, la France s'engageait à accorder au nouveau Etat son assistance technique et culturelle et à apporter à son développement économique et social une aide financière privilégiée. Deux séries de textes accompagnaient cette déclaration de principe. Les uns concernaient la période intermédiaire s'étendant jusqu'à l'organisation d'un référendum d'autodétermination en Algérie le 1^{er} juillet 1968. La France continuait durant cette période à exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire algérien. Les autres, appelés « déclarations d'intention », prévisaient les garanties dont devaient jouir, dans l'Algérie indépendante, les « citoyens de statut civil de droit commun » (Algériens d'origine française et gardant la double nationalité) et définissaient les modalités d'une coopération privilégiée entre la France et l'Algérie. L'exode massif des « pieds-noirs » devait vider de leur sens la plus grande partie de ces dispositions, qui n'ont jamais été appliquées. La nationalisation, en 1971, des hydrocarbures a porté le coup de grâce à la coopération privilégiée. Seule la coopération culturelle et technique a survécu, mais elle n'a été appliquée qu'à un niveau en qualité et en quantité inspiré de l'esprit d'Évian. Les responsables de l'Armée de libération nationale, et notamment le chef d'état-major, le colonel Beumédiène, avaient vivement critiqué en 1962 les accords d'Évian et fait savoir qu'ils désapprouvaient leur signature.

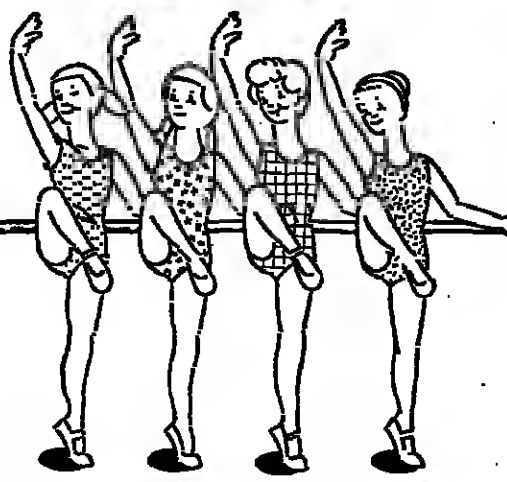
Ce que recherche Lou Andreas-Salomé à travers Paul Rée, Nietzsche, Freud, Rilke, Andreas, ce fut sans doute le moyen de construire sa liberté.

Lou Andreas-Salomé
Ma vie.

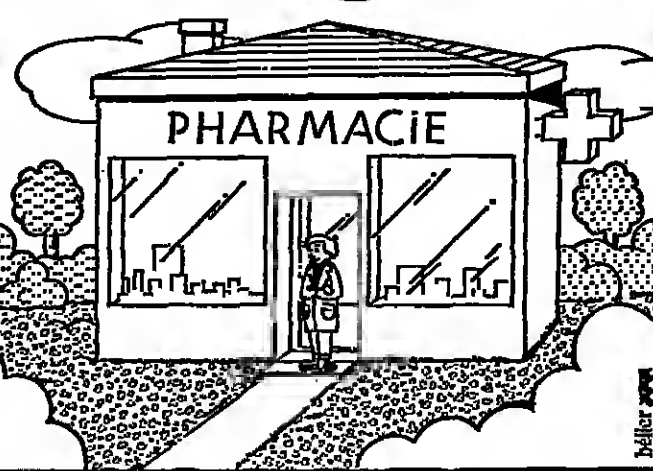


Les livres des PUF questionnent le monde. puf

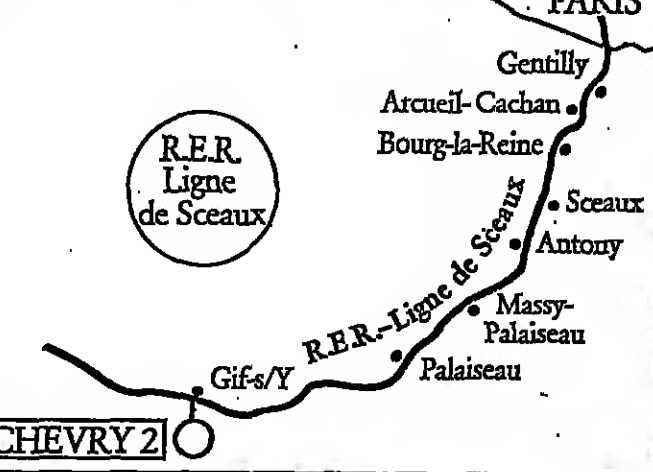
A Chevy 2, on peut danser.



A Chevy 2, on peut se soigner.



A Chevy 2, on pourrait se passer de voiture.



ODOUL Garde-meubles

208 10-30
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX

A Chevy 2, on peut se relaxer.



DIPLOMATIE

L'INTERVIEW TÉLÉVISÉE DU

RÉSIDENT DE L'

(Suite de la page 3.)

Enfin, l'équilibre des droits et des devoirs des deux pays suivant les règles du droit international. Mais il faudrait aller plus loin en recherchant des solutions qui tiennent compte de l'importance de la population algérienne vivant en France, ainsi que de l'importance de l'activité des Français vivant en Algérie. On pourrait créer, par exemple, des commissions paritaires de haut niveau traitant, lui, le problème des Algériens vivant en France et traitant, là-bas, le problème de la situation et des biens des Français, car il en existe encore. On pourrait, de même, prévoir un organisme pour traiter les importants problèmes de coopération économique entre les deux pays.

Voilà ce que la France est prête à faire. Voilà ce que je propose. Encore faut-il, naturellement, que nos partenaires soient dans les mêmes dispositions d'esprit. A cet égard, j'ai été frappé, au cours des derniers mois, de voir que, souvent, les dirigeants algériens n'adoptaient pas vis-à-vis de la France la même attitude de retenue que nous observons pour notre part. A cet égard, je ne suis pas optimiste. Je ne sais quel rôle impérialiste en Afrique on envoie encore ne pas quel rôle de présence militaire en Afrique.

De même, lorsque l'année dernière, il s'agissait de conduire Djibouti à l'indépendance, qui avait raison, de l'Algérie, qui croyait que nous ne le ferions pas, ou de la France, qui a réalisé cette indépendance.

Quant à la coopération qu'elle pratique, la France ne l'a jamais imposée à personne, et, lorsqu'elle a agi en faveur de tel ou tel Etat, c'est toujours à l'intérieur des frontières officielles et toujours à sa demande.

J'ajoute que j'ai lu les déclarations officielles des dernières semaines, je dis bien les décla-

clarations officielles, croit-on vraiment que c'est en évoquant l'ouverture de nouveaux chantiers ou en rappelant les événements antérieurs à 1962 que l'on pense servir aujourd'hui la cause de l'entente entre l'Algérie et la France ?

Oh en serait l'Europe, où en serait la détente, si nous procédions de la même manière ?

Je souhaite que cette attitude soit comprise et je souhaite que nous puissions aborder une nouvelle étape des relations entre l'Algérie et la France.

Il y a naturellement des problèmes à traiter. Je ne pourrais vous les indiquer tous, je le reconnais. Il y a, par exemple, le problème de la communauté algérienne en France, qui doit être, en effet, protégée. Je considère qu'il serait inacceptable que celle-ci subisse ou des mauvais traitements, ou des injustices, ou des agressions, sans que quelle repousse de notre part la protection à laquelle elle a, bien entendu, droit.

De même, les problèmes économiques entre la France et l'Algérie, qui sont à des stades de développement différents et qui doivent être traités dans un esprit positif. Mais encore faut-il, naturellement, que nous n'ayons aucune attitude de l'autre côté de la Méditerranée, une disposition semblable.

L'affaire éthiopienne...

E. S. — La France a toujours considéré que la détente devait être globale. Est-ce que vous estimez que les événements actuels d'armement en Afrique, la guerre qui est conduite en Éthiopie contre les voisins somaliens, etc., sont compatibles avec les principes de la détente que vous défendez ?

Non, ils ne sont certainement pas compatibles. Il est vrai que la situation en Éthiopie et la situation en Somalie a été compliquée par le fait qu'il n'y a pas respect de la frontière traditionnelle entre la Somalie et l'Éthiopie. C'est pourquoi nous pensons que l'attitude à prendre dans ce do-

maine, c'est, d'une part, la reconnaissance de fait que la frontière entre la Somalie et l'Éthiopie, c'est la frontière héritée de l'indépendance ; d'autre part, naturellement, qu'une certaine sécurité doit être assurée aux populations de l'Ogaden et peut-être un certain droit à exprimer le moment venu, leurs préférences politiques. Si ces positions étaient prises à notre avis, quels devraient-ils être ? D'abord tous les pays à armement nucléaire, donc la France, l'Algérie, la France. Nous ne proposons pas, comme on le fait d'habitude, des impôts pour les autres. Donc il s'agit des pays à armement nucléaire, et d'autre part des pays à armement conventionnel, au-delà d'un certain seuil.

Ce seuil, naturellement, doit être fixé par la commission de désarmement des Nations unies, et avec des moyens de mesure qui sont tout de même relativement objectifs. Nos évaluations, nous conduisent à penser qu'il faudrait partir d'un fonds de l'ordre de 1 milliard de dollars, et que ce fonds servirait pour une part à faire fonctionner les moyens de contrôle du désarmement, et pour le reste à alimenter en ressources l'aide aux pays en développement les plus défavorisés.

La réduction des ventes d'armes

E. S. — Comment envisagez-vous, sans mettre en péril par exemple les emplois des cent quatre-vingt mille personnes qui travaillent, je crois, dans l'industrie de l'armement, et sans compromettre nos perspectives de commerce extérieur comment envisagez-vous une limitation volontaire des ventes d'armes dont il a été parlé ?

D'abord nous avons toujours dit que pour qu'il y ait limitation des ventes d'armes, il fallait que les grands pays vendeurs soient d'accord pour le faire ensemble. Pour nous, cela veut dire qu'il ne peut pas y avoir de conversion sur ce sujet sans la participation de l'Union soviétique.

Nous avons été conviés par les États-Unis à des réunions avec nos partenaires occidentaux. Mais nous avons toujours dit que nous ne voulions pas de réunion des partenaires occidentaux sans qu'il y ait une participation prévue de l'Union soviétique. En effet, comme vous le savez, les grands vendeurs d'armes dans le monde sont : les États-Unis d'Amérique, dont les ventes d'armes ont progressé en 1977 (elles ont même augmenté sensiblement) ; puis, les États-Unis, qui ont atteint vraisemblablement 12 milliards de dollars, soit un milliard de plus que les États-Unis d'Amérique, et ensuite, assez loin, la France, l'Allemagne fédérale. Pour qu'il y ait donc une limitation des ventes d'armes, il faut un accord de l'ensemble de ces pays.

D'autre part, vous voyez que cela est lié à la politique générale de désarmement. En effet, il ne peut pas y avoir de limitation réelle des ventes d'armements s'il n'y a pas un certain accord pour les limitations d'achat d'armements. Sinon il peut y avoir une surabondance entre fournisseurs possibles, avec des moyens de précision politique. Il faut donc combiner à la fois la limitation des achats d'armements par la politique de désarmement et une concertation entre les grands pays producteurs.

Alors vous nous dites : danger pour l'emploi. Non, parce qu'il s'agit d'une période de temps relativement longue. Et dans une période de cette nature, nous pouvons adapter notre production à des activités voisines, mais pacifiques. Par exemple, une des raisons pour lesquelles je souhaite que la France développe rapidement ses capacités aéronautiques civiles, c'est que cela nous permettrait d'utiliser nos moyens aéronautiques à des fins qui ne sont pas principalement des fins militaires.

Vous avez un domaine dans lequel nous sommes tout à fait excellents au point de vue industriel : c'est le domaine des hélicoptères. Il y a beaucoup d'usages pacifiques des hélicoptères et on peut parallèlement prospecter le marché civil, et ainsi de suite.

Un droit légitime à la sécurité

J. A. — Monsieur le président, dans le projet français de désarmement, vous proposez aussi que ce système de contrôle soit financé par une taxe, une taxe qui serait payée par les pays qui seraient armés. C'est-à-dire que les pays qui seraient armés...

Je voudrais vous demander d'abord qu'est-ce que la notion de surarmement, comment on va le définir, qui va le définir ? Est-ce que vous considérez, par exemple, que l'Irak est surarmé, ou la Corée, qui a cinquante années de monde, qui est un tout petit pays ? Qui va fixer cela ?

D'autre part, ce contrôle, sur quoi débouche-t-il exactement ? C'est très intéressant d'avoir effectivement un contrôle qui ne soit pas uniquement celui des grandes puissances, mais si vous constatez que certains pays sont surarmés, quels moyens avez-vous de les faire désarmer ? Est-ce que vous avez des moyens de pression sur eux ? Enfin, comment concevez-vous l'application du système ?

Nous n'allons pas pouvoir entrer dans tous les aspects de ce problème, mais je voudrais répondre à quelques-unes de vos préoccupations.

Autrefois, quand on parlait de désarmement, l'idée était qu'il

fallait un désarmement général par tous les Etats du monde. Les armements dans le monde. L'expérience a montré que ce n'était pas réaliste et qu'on ne pourrait pas attendre cet objectif. C'est-à-dire que la réalité depuis quinze ans, parce qu'il existe sur le plan international un droit légitime à la sécurité, comme il existe sur le plan national, l'existence d'un Etat un droit légitime à la sécurité.

On pourrait imaginer qu'en France on supprime toutes les forces de sécurité en disant : les citoyens sont tellement bien surveillés qu'ils n'ont pas besoin de sécurité. C'est un peu ce que disait la communauté internationale. Mais ce n'est pas réaliste.

Ma proposition est de dire : il y a un droit national à la sécurité, c'est-à-dire que tout Etat doit être capable de se protéger contre les éventualités inhérentes à la vie internationale.

Cela montre tout de suite que c'est un problème de niveau régional. Le problème du droit à la sécurité n'est pas le même dans l'Afrique, l'Europe, l'Amérique latine, en Amérique du Nord, dans le Sud-Est asiatique. D'où une approche régionale du

problème de la limitation des armements.

Deuxièmement, ce que nous disons, c'est que ceci doit être négocié comme par exemple les négociations et les Américains négocient actuellement sur le plan nucléaire. On peut imaginer des négociations régionales pour fixer un niveau suggéré raisonnable de sécurité.

Vous avez parlé ensuite de la taxe sur le surarmement. Il ne s'agit pas d'un impôt, il s'agit simplement de créer une responsabilité financière des pays surarmés. Et ces pays surarmés, à notre avis, quels devraient-ils être ? D'abord tous les pays à armement nucléaire, donc la France, l'Algérie, la France. Nous ne proposons pas, comme on le fait d'habitude, des impôts pour les autres. Donc il s'agit des pays à armement nucléaire, et d'autre part des pays à armement conventionnel, au-delà d'un certain seuil.

Ce seuil, naturellement, doit être fixé par la commission de désarmement des Nations unies, et avec des moyens de mesure qui sont tout de même relativement objectifs. Nos évaluations, nous conduisent à penser qu'il faudrait partir d'un fonds de l'ordre de 1 milliard de dollars, et que ce fonds servirait pour une part à faire fonctionner les moyens de contrôle du désarmement, et pour le reste à alimenter en ressources l'aide aux pays en développement les plus défavorisés.

La non-prolifération nucléaire

Y. C. — La France a adopté des positions qui sont très restrictives en matière d'exportation de technologie sensible. Il y a malgré tout deux « coups partis », comme on dit, il y a l'usine de traitement de combustible irradié que nous devons construire au Pakistan, et il y a surtout, me semble-t-il, le réacteur de recherche Ostrak, vendu à l'Irak, qui fonctionne avec des quantités considérables d'uranium enrichi, qui est de l'uranium, en fait, quasi militaire.

Est-ce que, malgré le respect nécessaire des contrats signés par la France, vous ne trouvez pas qu'il y a une contradiction fondamentale et dangereuse entre les règles que nous nous imposons et la poursuite de ces contrats, et je pense surtout au cas de

l'Irak qui est le pays le plus instable et le plus extrémiste du Proche-Orient et celui qui héberge aussi le plus grand nombre d'organisations palestiniennes du Front du refus ?

Les décisions ou les contrats auxquels vous faites allusion sont antérieurs à la définition des nouvelles règles. Depuis que nous avons défini ces nouvelles règles, il n'y a eu aucun manquement et nous y veillerons.

Voilà les contrats antérieurs. En ce qui concerne le Pakistan, il s'agit d'une usine de retraitement qui est destinée à assurer ce qu'on appelle le cycle du combustible pour les usines de fabrication d'électricité nucléaire au Pakistan. Et les autorités pakistanaises ont accepté le contrôle

de l'Agence internationale et ont toujours indiqué quelles étaient leurs intentions.

C'est dans cet esprit que nous poursuivons la réalisation de ces contrats, mais en discutant avec les autorités pakistanaises sur la technologie à adopter, de telle façon que ce soit effectivement cet objectif qui soit assuré. C'est-à-dire le retraitement du combustible électro-nucléaire et que nous éliminons par contre le risque d'une utilisation éventuelle d'autres fins. Ces conversations sont en cours.

Pour ce qui est de l'Irak, je dirai que je ne partage pas votre jugement sur ce pays. C'est votre jugement. Mais c'est un pays qui suit un programme de développe-

RÉSIDENT DE L'

Force de frappe et armée conventionnelle...
M. DOMINIQUE GALLEY, ministre général de l'Union des Nations, a déclaré à la presse que la politique étrangère de la France est toujours la même : la paix, la sécurité, la coopération internationale. Il a souligné que la France ne cherche pas à imposer ses vues, mais à dialoguer avec tous les pays. Il a également mentionné les efforts de la France pour réduire les ventes d'armes et promouvoir le désarmement.

DEUX COMMENTAIRES

REAR : la relance du dialogue avec l'Algérie.
L'annonce de M. Giscard d'Estaing de revenir sur la question algérienne a été accueillie avec intérêt. Elle montre que la France ne se contente pas de parler, mais qu'elle est prête à agir. Cela est une bonne nouvelle pour la région méditerranéenne.

La non-prolifération nucléaire.
Les décisions prises par la France en matière de non-prolifération nucléaire sont louables. Elles montrent un engagement ferme en faveur de la paix et de la sécurité internationale. Il est important que ces décisions soient respectées par tous les pays.

Le droit légitime à la sécurité.
Ce concept est au cœur de la diplomatie française. Il reconnaît que chaque pays a le droit de se défendre et de se protéger. Cela ne signifie pas que la France cherche à imposer sa sécurité, mais qu'elle veut promouvoir une sécurité collective.

La réduction des ventes d'armes.
C'est un objectif noble et nécessaire. La France est prête à travailler avec les autres pays pour réduire les ventes d'armes et promouvoir le désarmement. Cela contribuera à la stabilité et à la paix dans le monde.

Le plan français de désarmement.
Ce plan est ambitieux et réaliste. Il vise à réduire les armements dans le monde et à promouvoir la coopération internationale. La France est prête à mener ce plan à bien.

V TÉLÉVISÉE

DIPLOMATIE

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ment important, et qui, dans ses relations internationales, et en particulier avec la France, est un partenaire qui est sérieux, stable, avec lequel nous entretenons des relations positives. Quant à la réalisation dont vous parlez, il s'agit d'un réacteur de recherche qui est tout à fait une autre technologie. Et il faut en effet veiller à ce que le combustible nécessaire au fonctionnement de ce réacteur de recherche soit exactement adapté aux besoins de ce réacteur et ne puisse pas être affecté à d'autres usages.

« Telle est bien la nature des engagements qui ont été pris par les autorités françaises. Telle est bien la nature des garanties que nous souhaitons obtenir.

J. A. — En matière de défense, monsieur le président, M. Barre a dit, je crois, le 28 juin, que notre force de dissuasion d'oppression était également aux territoires voisins et alliés. Et vous-même, en 1976, vous avez parlé d'un espace européen unique. Je ne pense pas que vous ayez fait d'autres déclarations ensuite là-dessus en matière de défense. Alors, est-ce que cela signifie que la force de frappe française, quelle soit stratégique ou tactique, pourrait éventuellement être utilisée pour protéger l'Allemagne, qui est notre pays voisin et allié le plus proche ?

« Vous avez l'art de soulever en quelques mots des questions fondamentales. D'abord un point essentiel, c'est que la France est opposée à toute hypothèse directe ou indirecte d'armement nucléaire de l'Allemagne. C'est pour nous une préoccupation fondamentale, et c'est d'ailleurs une obligation de l'Allemagne fédérale. Donc, il ne s'agit pas d'un usage par l'Allemagne fédérale des moyens nucléaires français.

« La dissuasion, pour être efficace, doit être entourée d'un certain mystère en ce qui concerne ses conditions d'utilisation. Il n'y a pas de dissuasion si l'ennemi sait à l'avance dans quelles conditions on l'utilisera.

« Or il peut y avoir des situations dans lesquelles la France pourrait se sentir menacée avant même que ses frontières ne soient atteintes et où elle estimerait opportun d'utiliser sa dissuasion. Si vous regardez la carte de l'Europe, vous voyez quel peut être ce type de situation.

« Mais, ce que je tiens à vous dire de la force la plus nette, c'est que la dissuasion française est une dissuasion française. Cela veut dire que c'est le président de la République française qui

prend la décision, sur la vu des intérêts nationaux ultimes de la France.

« Il peut l'approuver compte tenu d'un certain nombre de circonstances, mais c'est à partir de ce critère.

J.-P. J. — L'utilisation de notre force de dissuasion nucléaire crée-t-elle un énorme carnage... Pourriez-vous, monsieur le président, appuyer sur le bouton ? C'est-à-dire qu'il existe une force de dissuasion, c'est pour que, répète, dans le cas ultime où l'existence nationale de la France serait en cause, celui qui a la responsabilité ne voit pas son devoir trembler. Dans une telle situation, le président de la République, moi-même, mes successeurs, prendrions leurs responsabilités.

« Vous avez utilisé le mot « carnage ». Vous avez très bien fait. Tout ceci est en effet une vision d'Apocalypse.

« C'est pourquoi nous devons agir par ailleurs sur le plan politique de la détente et du désarmement, afin d'éviter autant que possible cette éventualité. C'est pourquoi aussi il faut bien voir quel serait actuellement le détecteur d'un éventuel conflit.

« Il y a vingt ans, à mon avis, le détecteur était nucléaire. Je veux dire que, dans le grand affrontement psychologique de la guerre froide, les États-Unis et l'Union soviétique se regardaient face à face et tout à coup l'un d'eux pouvait prendre peur, se sentir menacé et appuyer sur le bouton. Le détecteur d'un conflit il y a vingt ans eut été nucléaire.

« A l'heure actuelle je ne crois pas que, compte tenu de la nature des rapports qui se sont établis entre les nations, ce soit le risque principal.

« Le risque principal, c'est la crise, c'est-à-dire le fait qu'à partir d'une crise politique qui peut être locale, dans un État ou un groupe d'États en Europe, on en vienne à utiliser d'abord des moyens de maintien de l'ordre, puis des forces classiques et qu'on se trouve enfin dans une situation où les moyens nucléaires viendraient à être utilisés.

« Le détecteur, c'est donc le risque d'un déséquilibre dans les moyens conventionnels. C'est par là que pourrait se développer en Europe une situation d'instabilité telle que les moyens nucléaires seraient le seul recours.

« C'est la raison pour laquelle nous proposons une conférence européenne sur les armements conventionnels. Si on établit un certain équilibre de ces armements conventionnels, on réduit, me semble-t-il, le risque au niveau du détecteur.

Force de frappe et armée conventionnelle

X. G. — Monsieur le président, dans quelques années, l'essentiel de notre force de dissuasion aura naturellement vieilli : les Mirage-IV seront des avions très démodés, il y aura probablement deux ou trois sous-marins nucléaires en carénage ou en révision pour l'installation de nouveaux engins, les fusées de plateau d'Albion seront de plus en plus vulnérables. Est-ce que la France va se lancer dans une nouvelle course aux armements ? Est-ce qu'elle va décider de construire des missiles de croisière ? Est-ce qu'elle va étudier le problème de la construction d'une bombe à neutrons ? Est-ce qu'elle en a les moyens ?

« Il se passe actuellement deux choses : d'une part, il y a l'accumulation quantitative des armements ; vous savez que dans

l'Europe actuelle se trouve le plus grand arsenal qui ait jamais existé dans l'histoire de l'humanité, et de loin. Il y a en même temps une recherche d'amélioration technique, je puis dire, que la bombe à neutrons.

« La France souhaite que l'on puisse à la fois réduire la quantité des armements et valider cette recherche qualitative de perfectionnement. Nous souhaitons les deux. Si nous y parvenons, cela nous dispensera, en ce qui nous concerne, de participer à cette course.

« Dans l'hypothèse où elle se poursuivrait — et ceci ne dépend pas de nous, mais de l'accord des

deux puissances nucléaires, — la France devrait assurer sa propre sécurité. Or il est vrai qu'à partir de 1980 elle ne pourra plus s'appuyer à partir de ses moyens actuels.

« Je dis d'un mot aux télé-spectateurs que, jusqu'en 1980, nos moyens de dissuasion vont augmenter très fortement grâce aux progrès techniques déjà engagés de nos équipements. Mais il est vrai que tout ceci va vieillir. Il faut donc que nous trouvions la question de savoir s'il faut prévoir quelque chose au-delà de 1980 et j'ai demandé que les études soient entreprises.

« Mais je souhaite que ce qui va se passer au cours des prochains mois sur le plan de la limitation des armements ou de la recherche du désarmement puisse nous dispenser de cet effort ou en tout cas renvoyer la décision à plus tard.

J. A. — Dans cette optique, où les armements conventionnels prennent une importance nouvelle, puisque effectivement le détecteur serait plutôt une crise locale, est-ce que vous estimez qu'il y a des éléments d'une armée conventionnelle suffisante ?

« Oui, en quantité, mais je crois qu'on peut encore l'améliorer au point de vue des moyens. Dans cette affaire d'armement conventionnel, il y a d'abord une question de présence de la France en Europe. Il faut bien voir qu'il y a un pays qui a des armements conventionnels considérables de très bonne qualité, c'est l'Allemagne fédérale, et c'est le seul. S'il n'y avait que l'Allemagne fédérale, nous aurions une situation, à la fois sur le plan politique et sur le plan de la défense en Europe, qui serait tout à fait déséquilibrée, où les décisions essentielles en temps de crise seraient prises pratiquement par l'Allemagne fédérale.

« Que le bon sens ne déserte pas la France »

A. D. — Il y a une question que, je suppose, beaucoup de Français, en tout cas qui, nous, nous avons envie de vous poser : il y a des élections dans un mois — est-ce que, si l'opposition l'emporte, vous aurez les moyens politiques et constitutionnels de poursuivre la politique étrangère que vous définites ?

« Je ne répondrai pas à votre question, ce n'est pas l'objet de notre débat ; je répondrai à une autre question voisine qui est la suivante : est-ce que le résultat d'une consultation électorale importante peut avoir des conséquences sur la politique étrangère de la France ?

« Je vous réponds évidemment : oui. Et ce que je souhaite dans cette période où nous entrons, c'est que le bon sens ne déserte pas la France, mais qu'il continue le bon sens s'y installe en force.

« Vous êtes des journalistes, de grands journalistes. Et bien, lorsqu'on annonce qu'il va y avoir dans tel ou tel pays du monde une consultation électorale, avec la possibilité d'un changement de

majorité ou d'un changement de la composition en profondeur de son gouvernement, ne se pose-t-on pas des questions sur l'orientation de sa politique étrangère ? Evidemment oui, et chaque fois on se dit : « Quelle va être la politique étrangère que va décrire le nouveau gouvernement ? »

« Pourquoi voulez-vous qu'on ne se pose pas cette question à propos de la France ? Donc à la question que vous posez, je dis qu'en effet le choix que feront les Français est un choix qui aura des conséquences importantes sur la poursuite de la politique étrangère et sur l'action de la France ; c'est pourquoi je souhaite que dans les éléments que les Français prendront en considération (et je les connais bien, et je les comprends bien, je sais que les éléments de leur vie quotidienne, de leur vie réelle, exercent un poids considérable), je souhaite qu'il y ait ces éléments de décision, ils aient une pensée pour un autre enjeu qui est un enjeu national. Car, comme je l'ai dit, il s'agit de la réputation et de l'action de la France.

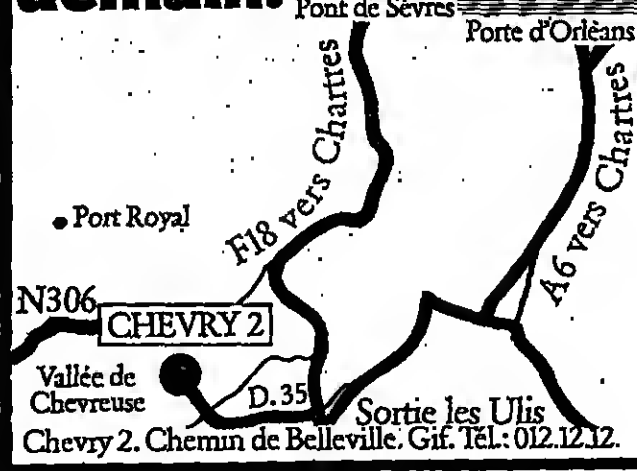
A Chevy 2, on peut écouter le silence.



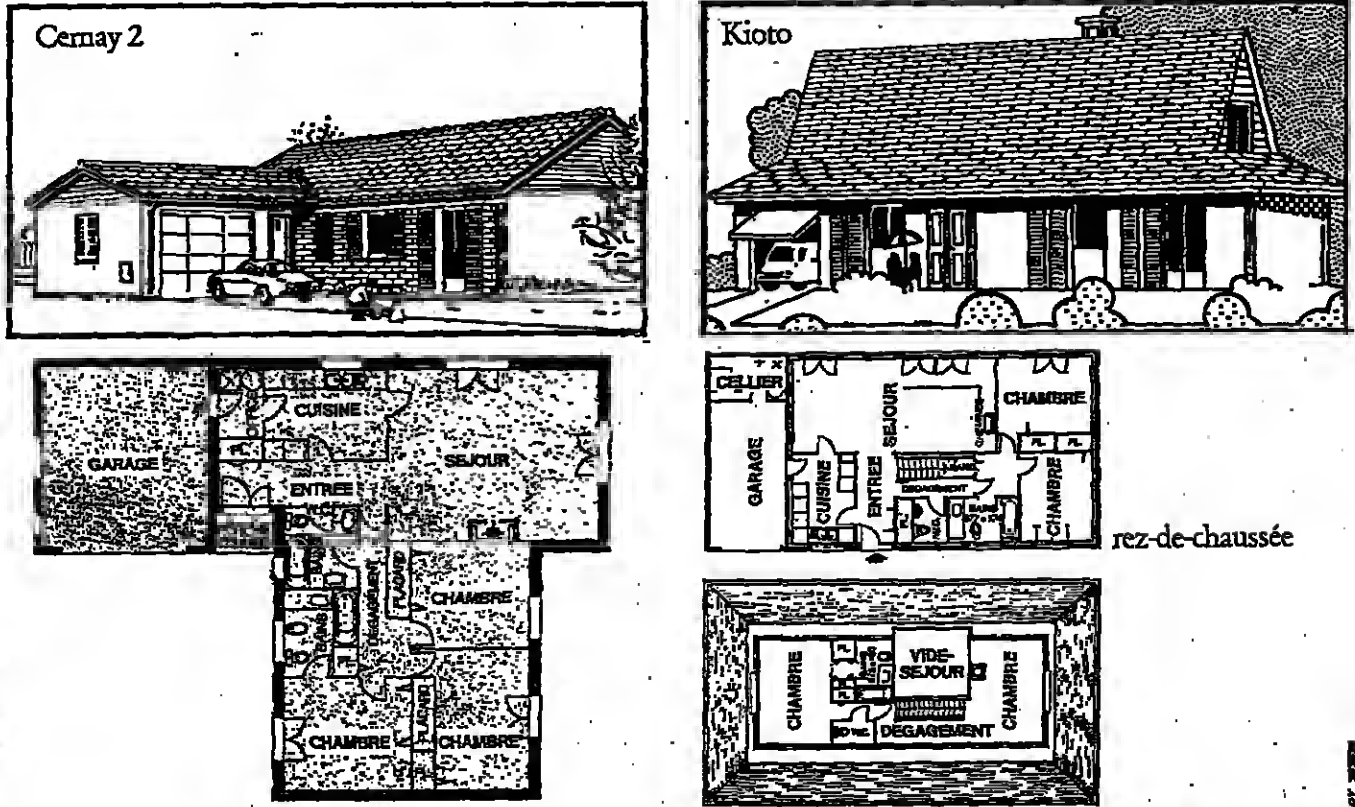
A Chevy 2 on bénéficie des nouveaux prêts.

- Prêts du Crédit Agricole à 11,35% sur 15 ans et 11,80% sur 20 ans (taux actuariels hors-assurance)
- Sans plafond de ressources
- Possibilités de bénéficier de l'Aide Personnalisée au Logement (A.P.L.).

A Chevy 2, allez y demain.



A Chevy 2, on peut habiter.



Exemples de financement avec les nouveaux prêts conventionnels du Crédit Agricole.

476 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 1 989 F par mois, les 12 premiers mois* avec 238 000 F d'apport personnel.

512 000 F prix ferme et définitif, terrain compris.
Exemple de financement : 2 139 F par mois, les 12 premiers mois* avec 256 000 F d'apport personnel.

* Ces mensualités de crédit sont extraites d'un barème d'une durée de 20 ans à mensualités progressives, hors assurance.

DEUX COMMENTAIRES

LE FIGARO : la relance du dialogue avec Alger.

« L'insistance de M. Giscard d'Estaing à revenir sur l'Algérie, dont il avait déjà longuement parlé il y a deux mois, répond bien l'importance réelle des relations à maintenir avec ce pays et le regret qu'il éprouve manifestement de les avoir laissés se détériorer après son voyage à Alger.

« Mais l'important est qu'il a proposé solennellement la relance du dialogue entre les deux États. L'accent mis sur la situation de la communauté algérienne en France devrait être considéré à Alger. Et la volonté de préciser des liens à la fois normaux et singuliers ne devrait pas rester sans réponse.

« Si, sur tant de points, M. Giscard d'Estaing a renoué avec une certaine orthodoxie, on ne peut que s'attendre à la même rigueur sur la politique de défense. De fait (...), il a marqué que la dissuasion nucléaire impliquerait toujours la liberté d'action du gouvernement français.

(PAUL-MARIE DE LA GORCE.)

« M. DOMINIQUE GAILLET, secrétaire général de l'Union des gauchistes de progrès, a déclaré : « Affirmer que la politique étrangère giscardienne est dans la continuité de celle du général de Gaulle est une pure et simple contre-vérité : la majorité de droite a livré la France aux intérêts germano-américains. Si la gauche devient majoritaire le 19 mars, elle devra rompre avec l'atlantisme du pouvoir giscardien et restaurer notre indépendance nationale en définissant une politique française de non-alignement, seule conforme à notre histoire et à nos intérêts. »

L'HUMANITE : des déclarations scandaleuses.

« Pas question de reconnaître que certains résultats non négatifs n'ont été atteints à Genève (...).

« Pas question non plus d'aller à Vienne, ne serait-ce que pour y transformer le caractère des pourparlers actuels de bloc à bloc.

« Pas question de s'associer, sous quelque forme que ce soit, aux accords déjà intervenus ou à ceux dont la conclusion apparaît proche.

« Pas question de prendre la moindre initiative contre le danger terrifiant que représente la mise au point de nouvelles armes, telles que la bombe à neutrons (...).

« Et que serait sa conférence européenne « de l'Atlantique à l'Oural » ? Formule d'allure gaullienne, mais qui, à y réfléchir tant soit peu, vise à préserver l'un des deux Super-Grands — celui d'outre-Atlantique — des mesures auxquelles l'autre devrait souscrire. Formule qui tend aussi à étouffer l'entrée particulière d'un désengagement en Europe centrale (...). Formule étrangement séduisante, par conséquent, pour la Bundeswehr ouest-allemande.

« Chère Bundeswehr, dont M. Giscard d'Estaing ne s'est pas contenté de louer la qualité, mais à la doctrine stratégique de laquelle il a ouvertement souscrit. En effet, il a dit en substance que la force nucléaire française pourrait être utilisée dans une éventuelle bataille de l'ouest », en dehors de notre sol. Il s'est refusé à donner d'autres précisions en invoquant la nécessité d'entourer cet emploi d'un certain « mystère ». Ces déclarations sont scandaleuses.

(YVES MORREAU.)

هكذا من الأرض

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

M. Raymond Barre, qui répondait jeudi soir à des questions de journalistes et des auditeurs de France-Inter, s'est présenté comme le « chef naturel » de la majorité, mais il a précisé qu'il ne s'intéresse pas « aux querelles entre les deux tendances » de cette majorité, c'est-à-dire le R.P.R. et l'U.D.F. (parti républicain, parti radical et C.D.S.). Confiant dans la

victoire électorale de ceux qui soutiennent l'action du président de la République, le premier ministre a souhaité que la majorité s'élargisse ultérieurement « sur le centre gauche et ceux qui ne sont pas dominés par l'idéologie du programme commun ».

M. Jacques Chirac a répliqué, dès vendredi

matin, au micro de France-Inter, qu'il faut effectivement procéder à un élargissement, mais avant, et non après la consultation.

A gauche, le P.C.F. poursuit son offensive contre la notion de « discipline républicaine » à laquelle se réfèrent les socialistes en matière de désistements pour le second tour, et M. Mar-

chais a affirmé jeudi soir qu'il ne s'agit que d'une « tentative d'usurper les voix des travailleurs ».

A moins de trente jours du premier tour de scrutin, le sondage de popularité « France-Soir » - IFOP réalisé entre le 30 janvier et le 2 février fait apparaître pour le troisième mois

M. Raymond Barre souhaite que la majorité s'élargisse vers le « centre gauche »

Répondant, jeudi soir 9 février, aux questions de la rédaction et des auditeurs de France-Inter, M. Raymond Barre a réaffirmé qu'il entend se tenir « à l'écart » des querelles de la majorité. Interrogé sur la création de l'Union pour la démocratie française — critiquée par M. Jacques Chirac (Le Monde du 10 février) — le premier ministre a notamment déclaré : « Il y a des formations de la majorité qui ont décidé de s'entendre et de se concerter et de ne pas aller en ordre dispersé au combat électoral. Qui peut faire grief à ces formations de cela ? Pourquoi leur prêter de mauvaises intentions ? Pourquoi ne pas y voir, au contraire, une volonté de s'organiser afin de mieux mener le combat électoral ? Pourquoi est-ce que le président de la République a appelé les deux tendances à se réunir ? Pourquoi est-ce que tout le monde a appelé à aller au combat l'une contre l'autre, alors que tout le monde a appelé à aller au combat l'une avec l'autre, ensemble, côte à côte ? »

« Je me demande pourquoi on continue à me poser des questions là-dessus, à ajouter le chef du gouvernement. Cela ne m'intéresse pas depuis longtemps parce que, comme premier ministre, mon seul souci est de faire en sorte que tous les Français s'unissent au-

tour des institutions de la République ».

Le premier ministre a néanmoins indiqué qu'il assumera pleinement son rôle « qui est celui d'être le chef naturel des formations qui affrontent le combat électoral » et il s'est étonné, à ce sujet, « que certains veulent donner le premier ministre ».

M. Barre a souligné à nouveau qu'il est « partisan d'un élargissement de la majorité » : « Il faut que tous ceux qui sont attachés au principe de la liberté, qui sont désireux de réaliser des progrès en matière de justice, puissent se rassembler, et donner au pays l'assise politique assez large pour faire face aux problèmes auxquels notre pays sera confronté dans les prochaines années, a-t-il déclaré.

« Je souhaite donc, pour ma part, un élargissement de la majorité. Je crois qu'il faut non pas qu'on substitue telle formation à telle autre dans la majorité, mais que des hommes de toutes tendances, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas dominés par l'idéologie du programme commun, apportent leur concours à une politique qui serait inspirée par les deux thèmes de la liberté et de la justice. »

Le premier ministre a précisé qu'il pensait essentiellement « aux formations politiques qui manifestent le désir de contribuer à un tel élargissement de la majorité, c'est-à-dire, pour parler clair, un élargissement sur le centre gauche, et vers la gauche », ainsi qu'« à tous ceux qui se trouvent à gauche de l'actuelle majorité ».

Commentant une nouvelle fois les déclarations de M. François Mitterrand sur le rôle du président de la République en cas de victoire de la gauche, M. Raymond Barre a souligné que celles-ci « ne laissent aucun doute sur le fait que les possibilités d'une crise constitutionnelle, mais aussi sur les risques d'une telle crise ».

RÉPONDANT A M. CHIRAC

M. Soisson : trop c'est trop

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a fait allusion jeudi 9 février en fin de matinée aux propos tenus la veille par M. Jacques Chirac, au micro d'Antenne 2, sur l'Union pour la démocratie française. Il a déclaré : « Trop, c'est trop. Nous

avons autre chose à faire qu'à commenter les commentaires des uns ou des autres. Ils devraient tous comprendre, enfin, que l'intérêt commun est que, sur la majorité, ils consacrent plus de temps à se faire qu'à dire n'importe quoi et qu'ils réservent leur talent et leur agressivité à combattre l'oppression et l'oppression de l'oppression. »

M. Soisson a aussi rendu public la déclaration suivante du bureau politique de son parti :

« Les Français aspirent, comme en 1974, au changement sans le risque. Il est chaque jour de plus en plus clair qu'un succès du parti socialiste constituerait un risque majeur. Il fallait donc qu'un courant s'organise pour offrir aux électeurs une voie moderne et novatrice qu'ils attendaient. »

« L'Union pour la démocratie française répond à cet objectif. Le P.R. a joué pleinement le rôle qu'il s'était assigné à Fréjus, en refusant toute querelle au sein de la majorité et en affirmant la personnalité d'un courant de soutien sans équivoque au président de la République. »

Après avoir ajouté que « le P.R. assurera l'animation de l'U.D.F. », M. Soisson a estimé : « La majorité doit s'élargir à tous les Français. Elle ne saurait a priori écarter personne ni aucune formation. »

Le général de Gaulle, reprochant à M. Chirac d'avoir déclaré à Antenne 2 que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber n'avait « jamais rendu aucun service à son pays », rappelle que celui-ci a servi sous ses ordres en Algérie et rempli « courageusement et brillamment des tâches particulièrement dangereuses ».

Foin des nuances !

« Quand on a confiance dans l'avenir, le monnaie est forte. Mais il est sûr que l'ombre du programme commun s'étend sur la France pour que, immédiatement, les détenteurs de francs se disent : pourquoi garder cette monnaie ? »

Ces propos de M. Barre à France-Inter illustrent bien le style qu'adopte de plus en plus fréquemment le premier ministre. Foin des nuances et des subtilités chères au professeur ! Parler cru et fort dans l'espoir d'être mieux entendu, même si c'est au risque de travestir la réalité : voilà le nouveau ton.

Il était particulièrement net jeudi. Avec les inconvénients du genre. Car c'est l'ombre du programme commun — qui provoque les annulations de la monnaie — qui est au centre de la crise de la semaine dernière. Ne serait-ce pas tout simplement parce que la « confiance » des détenteurs de capitaux (particuliers et surtout entreprises) est limitée envers l'économie d'un pays qui accumule 70 milliards de déficit budgétaire en trois ans, 31 % de hausse des prix dans le même temps, 32 milliards de déficit commercial en deux ans et qui augmente de moitié ses emprunts extérieurs à l'étranger ?

Les performances financières de plusieurs grandes entreprises, ayant été nettement meilleures, comment s'étonner que la « confiance » des cambistes et de leurs clients leur fasse préférer les monnaies de ces nations au franc ? Même quand le programme commun n'est ni en vue ni en cause. Pourquoi, dès lors, accuser tel adversaire politique de « diversion » quand il établit un lien entre la politique suivie et la chute du franc, même si, le sémaphore démonté, les éléments psychologiques ont joué le rôle d'amplificateurs ?

Affirmer aussi que si le S.M.I.C. n'a pas davantage augmenté, c'est parce que « ce n'était pas possible » — mériterait quelque démonstration. La France n'est pas le premier pays, dans l'histoire salariale, à se heurter au problème des bas salaires. D'autres l'ont résolu différemment, en augmentant les salaires — mais parfois aussi davantage — les petites rémunérations. Pourquoi n'aurait-on pas pu faire mieux en France, en cherchant à empêcher l'effet d'accroissement des salaires et des hauts salaires ?

Le président de la République a souhaité que la campagne électorale se tienne à un certain niveau. C'est peut-être impossible. En tout cas, le premier ministre ne donne guère l'exemple. — G. M.

Le P.S. et le parti social-démocrate allemand se prononcent en faveur d'une politique de relance

La résorption du chômage passe par une politique de relance et le développement des secteurs industriels et tertiaires, estime le groupe de travail mis en place entre le parti socialiste et le parti social-démocrate allemand (S.P.D.), dans un document rendu public jeudi 9 février. Ce texte a été mis au point le 22 janvier, à Paris, au cours d'une réunion du groupe de travail commun P.S. - S.P.D. « Économie et politique de société ».

« En France comme en République fédérale d'Allemagne, le chômage apparaît comme le sujet de préoccupation dominant, souligne le document. Le but du parti socialiste en France (P.S.) et du parti social-démocrate allemand (S.P.D.) est de mettre en œuvre une nouvelle forme de développement économique capable d'assurer un emploi à tous. »

Les auteurs du document insistent sur « l'attention particulière à accorder à l'essor du secteur tertiaire ». « Dans ce cadre, s'ajon-

tent-ils, le rôle joué par la planification économique, tant industrielle que tertiaire, est essentiel. Par une politique active, sectorielle et structurelle, il faut parvenir à ce que les disparités d'emplois, liées au déclin de certains secteurs et de certaines régions, soient compensées par des créations d'emplois dans des secteurs en développement. »

Autres remèdes préconisés par le document : une meilleure organisation et une réduction du temps de travail, « branche par branche, en tenant compte de la situation propre à certaines entreprises, notamment les P.M.E. », ainsi que l'abaissement de l'âge de la retraite.

Il suggère aussi l'élaboration de nouvelles règles de financement des entreprises, une nouvelle politique d'aménagement du territoire avec un réajustement des activités économiques entre les différentes régions ainsi que l'attribution de nouveaux droits pour les travailleurs, par exemple un droit de regard dans les investissements des grandes entreprises.

Enfin, le texte demande une réforme du droit de licenciement, sur la base suivante : « Tout licenciement doit être suivi d'une réinsertion dans l'économie, qui doit être à la charge des entreprises, de l'Etat, ou des deux. »

ERRATUM. — Dans l'article consacré à l'Alsace (Le Monde du 10 février), une coquille a déformé le sens d'une phrase. Il fallait lire qu'à Strasbourg, « l'entente conclue entre M. Pfimlin et M. André Borel, secrétaire d'Etat et chef du R.P.R. », n'a pas été reconduite, aux dernières élections municipales, sans provoquer quelques mécontentements.

CUIR CENTER toutes les marques

100 salons cuir en exposition

JEAN ROCHÉ, BURUV, FERO, NATEL, STEINER, JEAN PREVOST, COULON, CINNA, GUERMONPREZ, SUFFREN

CUIR CENTER tous les styles

Louis XIII, Louis XV, Régence, Régence, Contemporain, Châteaufort, Brésille, Scandinave, Rustique

CUIR CENTER est moins cher et le prouve

Cuir Center vous rembourse la différence si vous trouvez moins cher dans le mois qui suit votre achat.

Acapulco le canapé cuir 3 places 236.789.55 Prix Cuir Center 3.950 f.

176 à 182 bd de Charonne Paris Tél. 373.36.13 Métro Alexandre Dumas

Nocturnes : mardi, mercredi, jeudi, vendredi jusqu'à 22 h

GRIFFSOLDE DEGRIFFE LES GRANDS DU PRET-A-PORTER

POUR ELLE 3, rue de la Plaine / Nation 1, rue de la Plaine / Nation 2, rue du Renard / Hôtel de Ville

POUR LUI 3, rue de la Plaine / Nation 3, bd Montmartre / Montmartre

ouvert le lundi après-midi

Candidats aux élections: n'oubliez pas les familles.

chez tous les marchands de journaux. 4f

LEGISLATIVES

Marchais : La discipline n'est qu'une tentative d'usurper des travailleurs

« La discipline n'est qu'une tentative d'usurper des travailleurs », a déclaré M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 9 février. Il a souligné que la discipline n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés. Il a également souligné que la discipline n'est qu'une tentative d'usurper des travailleurs.

M. Marchais a souligné que la discipline n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés. Il a également souligné que la discipline n'est qu'une tentative d'usurper des travailleurs.

La force

On peut compter sur la force pour vaincre l'oppression, a déclaré M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 9 février. Il a souligné que la force n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés.

On peut compter sur la force pour vaincre l'oppression, a déclaré M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 9 février. Il a souligné que la force n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés.

On peut compter sur la force pour vaincre l'oppression, a déclaré M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 9 février. Il a souligné que la force n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés.

On peut compter sur la force pour vaincre l'oppression, a déclaré M. Marchais, secrétaire général du P.C.F., lors d'une conférence de presse à Paris, jeudi 9 février. Il a souligné que la force n'est qu'un moyen de maintenir l'ordre dans une société où les travailleurs sont opprimés.

مكتبة من الأصل

DES ÉLECTIONS

LÉGISLATIVES

consécutif un « affermissement » de la cote du président de la République : 58 % des personnes interrogées — au lieu de 55 % en janvier, 55 % en décembre et 51 % en novembre — se déclarent satisfaites de M. Giscard d'Estaing. Le pourcentage des mécontents est de 38, après avoir été de 37 en janvier, 38 en décembre et 35 en novembre.

L'indice de satisfaction de M. Barre est de 45 (44 en janvier, 39 en décembre, 40 en novembre), mais le premier ministre n'a toujours pas une cote positive : 48 % des personnes interrogées se déclarent mécontentes de lui, 46 % en janvier, 49 % en décembre et 45 % en novembre.

M. Marchais : La « discipline républicaine » n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs

Saint-Brieuc. — Devant près de treize mille personnes, M. Georges Marchais, qui était jeudi 9 février à Saint-Brieuc, a répondu à la fois à M. Edmond Maire et au comité directeur du parti socialiste.

Évoquant les négociations qui devaient s'ouvrir entre un gouvernement de gauche et les organisations syndicales, le secrétaire général du P.C.F. a déclaré :

« Edmond Maire a parfaitement raison de dire qu'il ne faut pas que demain les syndicats se transforment en assistances sociales d'un gouvernement de gauche. Nous considérons au contraire que les travailleurs doivent être au courant du changement et qu'il faut pour cela l'intervention directe et permanente des salariés

sur les conditions de travail, sur le contenu du travail, sur la gestion à tous les niveaux. »

M. Marchais a ajouté : « Pour quel programme, pour quel gouvernement voter pour que cela change vraiment ? C'est cela la seule question. A l'inverse, l'évocation par François Mitterrand de la « discipline républicaine » n'est qu'une tentative d'usurper les voix des travailleurs et de détourner leur volonté de changement à d'autres fins. C'est ce qui est arrivé trop souvent dans le passé. Avec cette discipline-là, avec cet automatisme-là, les travailleurs se sont régulièrement retrouvés avec des gouvernements qui s'étaient fait élire à gauche et qui, au lendemain des élections, pratiquaient la politique de la droite. » — (Correspondance.)

L'APPEL DE M. SÉGUY EN FAVEUR DU P.C. SUSCITE DES RÉACTIONS

Les déclarations de M. Georges Séguy, le 7 février, à un meeting du parti communiste, à Gennevilliers, appelant les travailleurs à « concentrer leurs suffrages sur le P.C.F. », continuent à susciter des commentaires. La mise au point publiée le 9 février par M. Séguy (Le Monde du 10 février), selon laquelle il a parlé en tant que membre du bureau politique du P.C.F. et non en qualité de secrétaire général de la C.G.T., semble même relancer les critiques.

C'est ainsi que M. Claude Geron, membre de la commission exécutive de la C.G.T. et rédacteur en chef du bi-mensuel confédéral Le Peuple, a déclaré à Europe 1 : « Georges Séguy a bien précisé qu'il intervenait en tant que communiste. Il n'empêche que c'est de ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. qu'il tire son autorité sur les travailleurs. » Et M. Geron fait observer que, pour sa part, il a demandé à être relevé de ses responsabilités confédérales en s'engageant dans la campagne électorale. En effet, M. Geron, membre du comité directeur du parti socialiste et maire de Massy (Essonne) est candidat socialiste dans la troisième circonscription de ce département.

Le bureau de Force ouvrière, de son côté, déclare que les propos de M. Séguy menacent ceux de la C.G.T. et la masse. Le secrétaire général de la C.G.T., poursuit F.O., « en appelant carrément les travailleurs à voter communiste... confirme que la C.G.T. n'est qu'une courroie de transmission pour le parti communiste. »

● M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note dans l'éditorial de l'Unité daté 10-18 février, à propos du programme commun : « Des divergences demeurent sur certains points ? En bien ! c'est précisément aux Français et aux Français de trancher, le 12 mars, entre les propositions d'actualisation du P.S. et celles du P.C.F. Après quoi, la victoire sera à l'heure des partisans est prêt à appliquer la règle démocratique, il sera oisé de s'entendre et de mettre en œuvre immédiatement les mesures économiques et sociales qui concrétiseront le changement pour lequel il affirme vouloir une majorité des électeurs. Etant entendu qu'on obtiendra d'autant mieux cet objectif que le parti communiste aura mis un terme au procès qu'il instruit... »

● M. Jean-Pierre Chevènement, député de Beaufort, membre du bureau exécutif du P.S. et chef de file du C.E.R.E.S., a déclaré, jeudi 9 février à Bayange : « Les désistements à gauche s'effectueront consciencieusement. La dynamique de la gauche et le rejet des gouvernements actuels ont atteint un point de non-retour. Au comité directeur du P.S., l'objectif de la constitution d'un gouvernement de la gauche a été réaffirmé. Simplement, l'ouverture de la négociation a été reportée au deuxième tour. Je conseillerai à ceux qui nous gouvernent de ne pas prendre leurs rêves pour des réalités quant à la participation éventuelle de socialistes à un gouvernement de troisième force. Les militants socialistes n'ont pas la mémoire courte, ils n'oublient pas que le P.S. s'est reconstruit sur la perspective de la gauche... »

La force des choses

(Suite de la première page.)

On n'empêchera pas plus le déplacement mondial de certaines industries, qui obligent les nations avancées à reconstruire tout leur système de production. Le textile et la sidérurgie, notamment, vont peu à peu les quitter pour émigrer vers les pays en voie de développement qui ont atteint le niveau de technologie nécessaire, tout en conservant une main-d'œuvre moins coûteuse. D'autres branches suivront la même évolution.

Dans les années qui viennent, la situation générale de l'économie imposera à tout gouvernement français, quelle que soit sa couleur politique, trois contraintes fondamentales :

1) Une dépendance extérieure considérable. Quand un pays doit importer les trois quarts des ressources énergétiques dont il a besoin, et qu'elles sont beaucoup plus coûteuses, il doit accroître ses exportations en conséquence. Aucune aide d'un tiers ne peut permettre de combler longtemps un tel déficit structurel. Toute idée d'antarcisme est absurde dans une situation qui oblige à produire à tout prix des marchandises vendables hors de nos frontières.

2) La nécessité d'une reconversion industrielle (on dit aujourd'hui d'un « redéploiement »). On peut admettre que des productions nationales condamnées par l'évolution du tiers-monde soient provisoirement maintenues par des aides publiques, afin de rendre les mutations plus supportables.

On peut concevoir que des raisons politiques justifient un sauvetage à plus long terme de quelques secteurs. Mais il est impossible de tout conserver sans condamner notre économie à l'enlèvement. Il devient donc nécessaire de favoriser le développement d'industries de technologie avancée dans le cadre du travail.

3) Une croissance ralentie. L'activité économique n'est pas seulement freinée par les politiques déflationnistes pratiquées par des gouvernements conservateurs. Le coût de l'énergie implique des restrictions inévitables. Même quand le système occidental aura reconstruit un certain équilibre, il semble que son niveau de croissance ne pourra pas atteindre celui d'avant la « crise ».

Dans son remarquable rapport à l'ONU, Léonidoff évalue à 4,5 % par an le taux de progression annuelle des nations industrialisées au cours des deux prochaines décennies, dans le cadre d'un scénario passif, laissant jouer les facteurs naturels. Il montre que si l'on veut réduire l'écart entre elles et le tiers-monde, ce taux devrait s'abaisser d'un point. Bien entendu, ce chiffre ne donne qu'une indication. Il faut douter, néanmoins, qu'on puisse retrouver prochainement le taux de 6 % que nous avons connu entre 1960 et 1974, d'autant que toute croissance intérieure devra s'accompagner d'une croissance des exportations pour faire face à l'augmentation de la facture énergétique.

Aucun des programmes actuels des partis politiques ne répond suffisamment à ces contraintes nées de la force des choses. Les objectifs de M. Barre demeurent très en deçà des transformations nécessaires : outre que l'initiative privée est incapable de faire face aux investissements exigés par le redéploiement de l'industrie, les sacrifices imposés par ce redéploiement, par l'augmentation nécessaire des exportations et par le ralentissement de la croissance impliquent un effort considérable pour réduire les injustices sociales.

Sur ces deux points, les projets de la gauche sont plus en accord avec les exigences de la situation : les nationalisations peuvent donner les moyens d'une reconversion industrielle, et elle assurera un réajustement de l'éventail des revenus. Mais la rivalité entre communistes et socialistes risque de conduire à une compétition dans la démagogie qui sera aussi dangereuse que l'immobilisme.

La situation est suffisamment grave pour qu'on leur dise qu'ils vont devoir affronter des années dures et qu'ils ne pourront pas le faire si la droite n'a pas plus d'audace et d'équité, et la gauche plus de rigueur. Il n'est pas sûr que nos concitoyens soient si légers et si peu conscients qu'on le prétend, et qu'ils ne soient pas prêts à entendre un langage plus sévère et plus réaliste que celui auquel ils sont habitués.

MAURICE DUVERGER.

Familles, défendez-vous. Signez la lettre de La Vie

chez tous les marchands de journaux. 4F



SAMEDI 11 FEVRIER et jours suivants*

les Soldes

FOURRURES DU NORD

Soldes Prestige

Manteaux longs et capes du soir en : Zibeline, Chinchilla Vison black diamond, emba, saga, majestic, pastel, koh.i.noor, blanc, lunarine, etc...

ESCOMPTE : jusqu'à 40 %

Manteaux	
Vison millénaire	2.750 F 5 150 F
Vison du Canada pastel pleines peaux	2.850 F 5 750 F
Vison ranch pleines peaux	10.750 F 8 350 F
Vison pastel	10.250 F 8 450 F
Vison saphir	15.850 F 11 750 F
Vison dark allongé	14.750 F 11 250 F
Vison Blackglama	23.000 F 17 250 F

Soldes

Manteaux	
Astrakan pleines peaux	3.850 F 2 750 F
Astrakan pleines peaux Swakara noir ou marron	6.750 F 4 650 F
Flanc de Rat d'Amérique	4.850 F 3 450 F
Rat d'Amérique ranch pastel dark	8.250 F 4 350 F
Lapin naturel	1.350 F 850 F
Lapin couleur	1.650 F 1 250 F
Flanc de Marmotte	2.450 F 1 650 F
Agneau Borégo	1.250 F 550 F
Mouton couleur	2.450 F 1 750 F
Patte d'Astrakan	2.650 F 1 850 F
Patte de Kalgan	2.650 F 1 850 F
Renard morceaux	3.250 F 2 350 F
Opossum d'Australie	4.250 F 2 900 F
Ragondin	4.850 F 3 450 F
Opossum d'Amérique	4.750 F 3 650 F
Skungs	5.850 F 4 350 F
Phami	5.250 F 4 150 F
Rat naturel	6.250 F 4 550 F
Marmotte	8.250 F 6 450 F
Ouëve de Vison	8.250 F 4 750 F

Vestes	
Lapin Nankin	1.250 F 780 F
Mouton doré	1.650 F 950 F
Flanc de Marmotte	1.850 F 950 F
Patchwork de Renard	1.650 F 1 150 F
Tête de Phami	1.650 F 1 250 F
Agneau de Toscane	2.350 F 1 650 F
Opossum d'Australie	3.150 F 1 950 F
Astrakan marron	4.750 F 3 250 F

* JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

• Service après vente
• Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
• Les plus larges facilités de paiement

115, 117, 119, rue La Fayette PARIS 10^e PRES GARE du NORD
100, Av. Paul Doumer PARIS 16^e ANGLE RUE de la POMPE
Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche



idats aux : n'oubliez pas familles.

POLITIQUE

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Après Paris (trente et une circonscriptions), le département du Nord est celui qui possède, avec vingt-trois députés, la représentation parlementaire la plus importante. Elle devrait l'être davantage encore, car le plus peuplé des départements français (deux millions et demi d'habitants) dépasse la capitale de plus de deux cent mille âmes. Cet état de fait ne constitue que l'un

La division du département en « pays » nettement différenciés a conduit à jouer un mauvais tour à M. André Diligent, secrétaire général du Centre des démocrates-sociaux. Il avait obtenu l'investiture de l'ensemble de la majorité dans la treizième circonscription (Bailleul, Hazebrouck), dont le député sortant, M. Auguste Damsie (R.P.R.), solitaire-quarante ans, élu depuis 1968, ne se représente pas. Au cœur de la Flandre intérieure, la position des partisans de l'exécutif demeure solide. Dans la douzième circonscription (Bourbourg), M. Maurice Cornette, vétérinaire et député sortant R.P.R., reste solidement implanté même si la candidature d'un jeune radical vaioisien, M. Charles de Clermont-Tonnerre, qui, au nom du Mouvement réformateur, avait recueilli 9,5 % des suffrages en 1973, et celle de M. Marc Vandenberghe (Alliance républicaine, indépendante et libérale) le contraindront fort probablement à un second tour face à M. Michel Nicolet, maire socialiste de Bourbourg.

Dans la treizième circonscription, en dépit de la menace que fait peser M. Armand Mories, maire socialiste d'Hazebrouck, et de l'incommodité introduite par la candidature de M. Marc Lissac (écologiste), trésorier de l'association Valée de la Lys nature, la majorité demeure, là encore, relativement à l'aise. L'arrivée de M. Diligent, originaire de Roubaix, a toutefois provoqué une réaction de rejet et une campagne s'est localement développée contre le « parachutage ».

C'est le Centre national des indépendants et paysans qui a déclenché la fronde. Il est vrai que la circonscription est l'une des seules qui puissent permettre au CNIP d'espérer une représentation à l'Assemblée nationale. Aussi a-t-il décidé de soutenir M. Maurice Serghier, conseiller général et conseiller municipal

pal d'Hazebrouck. Avec, semble-t-il, le feu vert de M. Maurice Schumann, sénateur R.P.R., la section locale du mouvement gaulliste se rallie à son tour à cette candidature. M. Diligent a été l'un des principaux porte-parole, dans le Nord, de l'opposition centriste et les militants gaullistes ne l'ont pas oublié.

Déjà concurrencé au sein de la majorité, M. Diligent a dû, en outre, affronter le puissant quotidien régional, le *Voix du Nord*. Le responsable de l'édition d'Hazebrouck de ce journal est, en effet, M. Jean Houcke, fils du fondateur du quotidien à la libération. La

Flandre intérieure est la terre d'origine de cette famille. Or, M. Diligent a été l'avocat d'un groupe de résistants issus du réseau Voix du Nord contre la direction du quotidien. En, au terme de trente années de procédure, après délibération en Conseil d'Etat, les clients de M. Diligent ont obtenu gain de cause. Ainsi M. Jean Houcke n'a-t-il jamais caché son intention de faire battre le secrétaire général du C.D.S., en boycottant ses déclarations, allant même jusqu'à publier un conte de Noël sur le thème de « l'étranger bien payé qui vient porter la stérilité au village ».

« municipalisme » qui a sévi à la S.F.I.O., comme au P.C.F. : la vie associative est canalisée par la mairie et le parti est l'instrument du dialogue avec les élus. Une pratique que l'on rencontre également à Lomme, fief incontesté de M. Arthur Cornette, député socialiste de la cinquième circonscription (Hainaut) et président de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing.

Ce style contraste avec celui qui est mis en œuvre dans des communes comme Mons-en-Barœul (le *Monde* du 30 novembre) et Villeneuve-d'Ascq par les équipes à direction socialiste élues en mars dernier. Le maire de la ville nouvelle, M. Gérard Caudron, se présente dans la septième circonscription (Lannoy, Roubaix-Est) comme suppléant du candidat socialiste, M. Pierre Fromont, nouveau maire de Roubaix. Le député sortant, M. André Desmoulin, n'a pas, lui non plus, été réinvesti par les sections locales du P.S., et cette situation, comme dans la huitième circonscription, a suscité quelques remous au sein du parti. La composition de l'électorat de cette septième circonscription connaît des modifications sensibles du fait de la croissance de Villeneuve-d'Ascq. En outre, les heurts entre socialistes et communistes au sein du conseil municipal de cette ville peuvent peser sur le scrutin. D'une part, en raison de la présence de M. Caudron, d'autre part parce que le candidat communiste est M. Ivan Benar, porte-parole du groupe communiste au sein de la municipalité de Villeneuve-d'Ascq. L'électorat de gauche est en outre sollicité par Mme André Colme (Front autogestionnaire).

M. Joseph Frya, ancien député U.D.R. de la circonscription de 1968 à 1973, tente une nouvelle fois sa chance comme « gaulliste indépendant ».

Les écologistes soutiennent M. Jean-Marie Glanzien, secrétaire général du mouvement écologiste du Nord. Outre M. Guy Fromont (R.P.R.), les électeurs modérés sont sollicités par MM. Xavier Delorme (P.R.), Jean-Philippe Vilquin (CNIP), Philippeau (A.R.I.), et Michel Nys (Front national).

Le P.S. s'est attaché à opérer une relève de génération dans d'autres secteurs. On peut, par exemple, relever l'apparition, comme suppléant de M. Jean-Raymond Degreve, technicien âgé de vingt-neuf ans, et au R.P.R., avec M. Christian Conlon, jeune chargé

de mission au cabinet de M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications.

M. Henri-Julien Delbecq, conseiller municipal de Lambert, député R.P.R. sortant, élu en 1973 comme suppléant de M. Pierre Billecoq, ancien ministre. Son chef de file ayant renoncé à toute activité politique, il lui a déjà succédé à la mairie de La Madeleine la cohabitation entre gaullistes et centristes est, ici encore, malaisée. M. Claude Vouters (C.D.S.) a refusé d'être le suppléant de M. Damsie et les écologistes, de provoquer une « primaire ». A cette concurrence s'ajoute celle de MM. Jacques Delahousse au nom du Mouvement des démocrates et Jean-Claude Bocoquet (A.R.I.), mais le véritable danger vient de la gauche. L'équilibre démographique de la circonscription s'est, en effet, trouvé modifié par le développement de la Z.U.P. de Mons-en-Barœul. La perspective d'un possible succès rend particulièrement vive la concurrence entre M. Michel Doulier (P.C.F.), adjoint au maire

de la Flandre, rurale et catholique, qui demeure le bastion des modérés; la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, gérée par les socialistes; entre Douai et Valenciennes s'étendent les bandes minière et métallurgique, fief des communistes; le Hainaut-Cambrésis, d'une part, et l'Avesnois, d'autre part, sont des zones plus rurales, encore que les implantations industrielles demeurent

laquies d'un suppléant radical. Le combat est beaucoup plus difficile dans la troisième circonscription (Lille-Nord et Nord-Est) pour M. Claude Dhinnin, député R.P.R. sortant, élu en 1973 comme suppléant de M. Pierre Billecoq, ancien ministre. Son chef de file ayant renoncé à toute activité politique, il lui a déjà succédé à la mairie de La Madeleine la cohabitation entre gaullistes et centristes est, ici encore, malaisée. M. Claude Vouters (C.D.S.) a refusé d'être le suppléant de M. Damsie et les écologistes, de provoquer une « primaire ». A cette concurrence s'ajoute celle de MM. Jacques Delahousse au nom du Mouvement des démocrates et Jean-Claude Bocoquet (A.R.I.), mais le véritable danger vient de la gauche. L'équilibre démographique de la circonscription s'est, en effet, trouvé modifié par le développement de la Z.U.P. de Mons-en-Barœul. La perspective d'un possible succès rend particulièrement vive la concurrence entre M. Michel Doulier (P.C.F.), adjoint au maire

M. Biary lors des élections municipales à Tourcoing. Il est vrai que la présence d'une liste centriste avait les rivalités au sein de la majorité et que l'électorat modéré n'était pas parvenu à refaire son unité lors du second tour permettant ainsi à la gauche d'enlever la victoire. Le même phénomène se reproduira-t-il à l'occasion des élections législatives ? On a d'autant plus de raisons de se le demander que le Mouvement des démocrates, avec M. Théodore Ginch, l'A.R.I., avec M. Albert Ruc et les écologistes, avec M. Michel Callens, viennent compliquer le jeu.

Il est vrai que la gauche n'offre plus en contrepartie, en front aussi uni. Le nouveau maire, M. Guy Châtillier, candidat socialiste, a fort à faire avec ses partenaires communistes qui présentent un de ses adjoints, M. Jacques Coru.

Dans la dixième circonscription (Armentières), le succès de M. Gérard Hasselbroeck, député

XVI. — NORD : double assaut contre le

par THIERRY PFISTER

des exemples du sous-développement administratif d'un département confronté à une difficile reconversion et sans unité.

Divers « pays » composent le département : la zone littorale marquée par la prodigieuse croissance du port de Dunkerque;

la Flandre, rurale et catholique, qui demeure le bastion des modérés; la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing, gérée par les socialistes; entre Douai et Valenciennes s'étendent les bandes minière et métallurgique, fief des communistes; le Hainaut-Cambrésis, d'une part, et l'Avesnois, d'autre part, sont des zones plus rurales, encore que les implantations industrielles demeurent

La métropole Lille-Roubaix-Tourcoing

Découragé, M. Diligent s'est replié sur sa circonscription d'origine, la huitième (Roubaix), dont il fut l'élu, au nom du M.R.P., de 1968 à 1969. Il a réalisé à Roubaix un excellent score lors des élections municipales, sa liste ayant obtenu 47 % des suffrages, mais localement on ne l'a pas attendu. Au nom de la majorité se présentent déjà MM. Francis Lagache (CNIP) et Albert Mollié (R.P.R.), qui ne paraissent pas disposés à se fâcher. Le R.P.R. n'a pas oublié que, en 1973, M. Pierre Herman, député U.D.R. sortant, avait été battu par le candidat socialiste, M. Léonce Clérambeux, en raison du maintien, au second tour de scrutin, du candidat réformateur. Une situation du même type a entraîné l'échec, lors des élections municipales, de M. Herman, maire sortant de Wasquehal.

Le député socialiste sortant ne se représente pas. Les sections du P.S. lui ont préféré M. Alain Faugaret, maire de Wattrelos, où il a succédé à Jean Delvaingnière, député socialiste de la circonscription de 1967 à 1968. M. Faugaret est l'héritier du

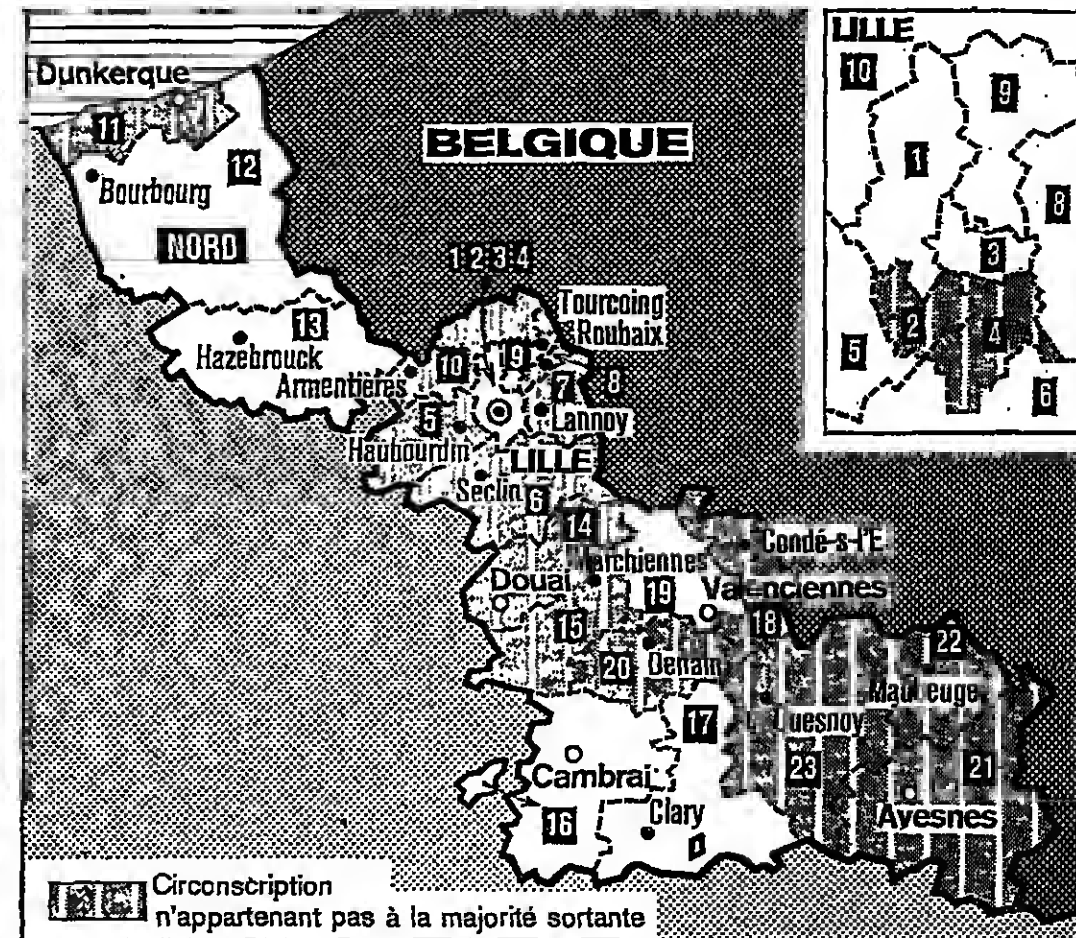
« municipalisme » qui a sévi à la S.F.I.O., comme au P.C.F. : la vie associative est canalisée par la mairie et le parti est l'instrument du dialogue avec les élus. Une pratique que l'on rencontre également à Lomme, fief incontesté de M. Arthur Cornette, député socialiste de la cinquième circonscription (Hainaut) et président de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing.

Ce style contraste avec celui qui est mis en œuvre dans des communes comme Mons-en-Barœul (le *Monde* du 30 novembre) et Villeneuve-d'Ascq par les équipes à direction socialiste élues en mars dernier. Le maire de la ville nouvelle, M. Gérard Caudron, se présente dans la septième circonscription (Lannoy, Roubaix-Est) comme suppléant du candidat socialiste, M. Pierre Fromont, nouveau maire de Roubaix. Le député sortant, M. André Desmoulin, n'a pas, lui non plus, été réinvesti par les sections locales du P.S., et cette situation, comme dans la huitième circonscription, a suscité quelques remous au sein du parti. La composition de l'électorat de cette septième circonscription connaît des modifications sensibles du fait de la croissance de Villeneuve-d'Ascq. En outre, les heurts entre socialistes et communistes au sein du conseil municipal de cette ville peuvent peser sur le scrutin. D'une part, en raison de la présence de M. Caudron, d'autre part parce que le candidat communiste est M. Ivan Benar, porte-parole du groupe communiste au sein de la municipalité de Villeneuve-d'Ascq. L'électorat de gauche est en outre sollicité par Mme André Colme (Front autogestionnaire).

M. Joseph Frya, ancien député U.D.R. de la circonscription de 1968 à 1973, tente une nouvelle fois sa chance comme « gaulliste indépendant ».

Les écologistes soutiennent M. Jean-Marie Glanzien, secrétaire général du mouvement écologiste du Nord. Outre M. Guy Fromont (R.P.R.), les électeurs modérés sont sollicités par MM. Xavier Delorme (P.R.), Jean-Philippe Vilquin (CNIP), Philippeau (A.R.I.), et Michel Nys (Front national).

Le P.S. s'est attaché à opérer une relève de génération dans d'autres secteurs. On peut, par exemple, relever l'apparition, comme suppléant de M. Jean-Raymond Degreve, technicien âgé de vingt-neuf ans, et au R.P.R., avec M. Christian Conlon, jeune chargé



chaque scrutin, le secrétaire d'Etat dans un curieux ballet d'apparitions à la fois comme gaulliste et giscardien et d'être soutenu par tous en évitant de donner trop de gages. Il a pourtant dû céder à la demande des maires des communes « qui — outre Lille — forment sa circonscription et accepter l'un d'eux comme suppléant. M. Georges Delbosse (C.D.S.), maire de Lambert, en contrepartie, M. Ségard s'apparente, à l'Assemblée nationale, au groupe R.P.R.

Le secrétaire d'Etat, tout comme le maire de Lille, se voit opposer des candidats écologistes — M. Christian Lapère dans la première circonscription.

De plus, dans la deuxième circonscription, la majorité doit assurer la succession de M. Henri Biary, député sortant R.P.R. La liste est particulièrement vive entre les gaullistes qui présentent M. Serge Chausse, maire de Marqu'en-Barœul, suppléant du député sortant, et les giscardiens groupés derrière M. Stéphane Derraux, conseiller général (P.R.). Le R.P.R. reproche notamment à M. Derraux de n'avoir pas soutenu la liste conduite par

socialiste sortant, dépend du bon vouloir du parti communiste. Le maire d'Armentières a refusé d'ouvrir son conseil municipal au P.C.F. et les communistes, qui ont élevé le maire de Comines, ne paraissent pas décidés à l'oublier.

Ils présentent M. Pierre-Denis, conseiller de la communauté urbaine Lille-Roubaix-Tourcoing. Si le report à gauche se faisait mal, la majorité pourrait regagner ce siège qui, en 1973, n'avait échappé à M. Maurice Schumann (R.P.R.) que de 358 voix sur 65 308 suffrages exprimés. L'échec de l'ancien ministre avait été notamment provoqué par la candidature de M. Jacques Roussin, maire de Verlinghem, qui, bien que s'étant présenté sans étiquette, avait obtenu 7,5 % des suffrages.

M. Roussin, conseiller général actif, a rejoint les rangs gaullistes au lendemain de la fondation du R.P.R. Il a, localement, le soutien de toutes les formations de la majorité et ne devrait guère être handicapé par les candidatures de MM. Michel Vancichelen

LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE POUR UNE ÉCOLOGIE SOCIALISTE

- Si vous voulez que soient affirmés les choix pour :
- Une nouvelle croissance réorientée selon les besoins des personnes et des collectivités;
 - Un arrêt du programme électronucléaire et d'autres formes de gaspillage et de pollution;
 - Une mise en œuvre des énergies nouvelles;
 - Un développement économique décentralisé sous le contrôle des travailleurs et de la population;
 - Du temps pour vivre et un emploi pour tous grâce à la réduction du temps de travail;
 - De nouveaux échanges internationaux établissant des relations d'égalité avec le Tiers-Monde.

REJOIGNEZ LE FRONT AUTOGESTIONNAIRE

Pour des détails affirmer ces objectifs 40 mesures immédiates pour l'écologie socialiste seront présentées prochainement à la France.

Le Front Autogestionnaire, présent dans 280 circonscriptions aux législatives n'a d'autres ressources que celles que vous lui donnez. Il rendra publics ses comptes électoraux.

Front Autogestionnaire - R.P. 89 - 75722 PARIS - CEDEX 15

Demandez le texte de l'Appel

Souscrivez C.G.P. : Jean RUELL, 68743 N PARIS

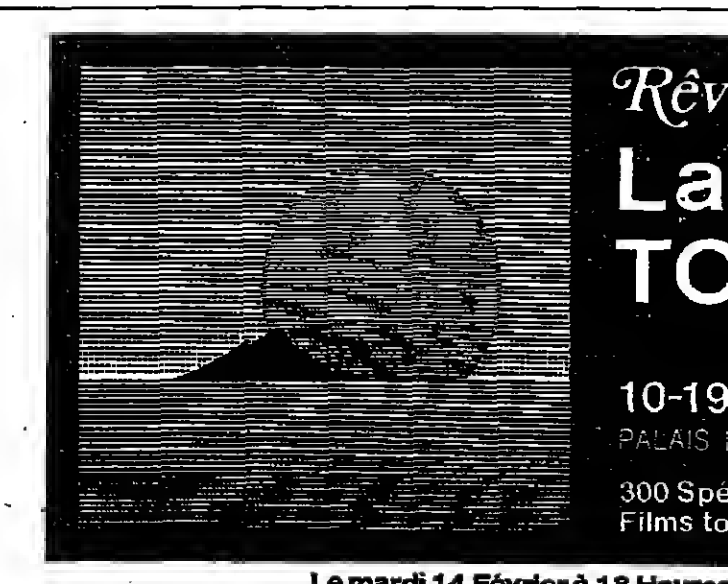
FRONT AUTOGESTIONNAIRE

A. Brusella, J. Catant, A. Dussay, G. Fournier, J.-P. Gonin, G. Granel, J. Lajoinie, J.-M. Laroche, M. Louis, G. Minnaert, N. Monier, R. Nicolas, J.-P. Nury, A. Pageaud, Ch. Plagat, J. Raguenet, R. Toutain, R. Vittot.

Responsables syndicaux (syndicats ouvriers, enseignants, du cadre de vie, de la médecine générale).

M. Barthe, N. Bourgeois, R. Bouchard, C. Bourdet, G. Casalis, O. Catant, P.-E. Chombar, de Lave, J. E. Cruse, Ch. Coy, R. Davaize, P. Delors, E. Depreux, H. Duc, J. Duvinet, J.-P. Fay, D. Gerot, A. Granou, P. Jalle, A. Jone, H. Laborit, A. Landouze, E. Lefebvre, A. Lefebvre, A. Maitre, M. Maitre, J.-J. Mayoux, M. Nédau, P. Naville, B. Rémy, B. Rémy, G. Serrau, G. Soulier, E. Tassier, G.-M. Vadrot.

J.-M. Muller, J. Paris de Bollandiers, J. Semelin, O. Vial — pour le Mouvement pour une alternative non violente — F. Collat, V. Ledun, M. Mousel, G. Petit, pour le P.S.U.



Rêvez de vacances...

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS

PALAIS DES CONGRES • PORTE MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme

Films touristiques • Danses folkloriques

ENTREE : 10 F

NOCTURNES jusqu'à 22 h les vendredis 10 et 17 Février

Attention !

Le mardi 14 Février à 18 Heures : sur France Inter, Jeu des 1000 Francs animé par Lucien JEUNESSE - Salle 52 AB -

contre le

Le duel de Maubeuge

Le duel de Maubeuge, entre M. Georges Lemaire, député sortant U.D.R., et M. Jean de la Haye, député sortant P.C.F., est l'un des plus serrés de la région. M. Lemaire, 52 ans, ingénieur, a été élu député en 1973. M. de la Haye, 45 ans, ingénieur, a été élu député en 1973. Les deux candidats se sont affrontés lors des élections municipales de 1975. M. Lemaire a été élu maire de Maubeuge, tandis que M. de la Haye a été élu adjoint au maire. Les deux candidats se sont donc affrontés à nouveau lors des élections législatives de 1978.

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro

LE MAL BRITANNIQUE DU LA PE

LA GAUCHE FRANÇAISE A-T-ELLE UNE POLITIQUE ?

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DE DANEMARK MOYENNES ET L'AGGRAVATION

LE ROLE ET LA FONCTION



سكز من الاصل

POLITIQUE

contre le parti socialiste

nombreuses, notamment dans la vallée de la Sambre. Dans ce secteur, le parti socialiste, vieillissant, a perdu beaucoup de terrain, laissant notamment lui échapper les maires de Cambrai et de Maubeuge.

Le P.S., qui est au niveau du département comme de la région la force politique dominante, connaît depuis plusieurs

décennies la situation qui est actuellement celle des socialistes au niveau national : il suscite, en raison de sa position privilégiée, le double assaut de la majorité et du parti communiste. Entre les deux partis de gauche, la concurrence est d'autant plus vive qu'elle se nourrit d'une longue tradition de conflits, à qua socialistes et communistes avaient en 1973 un poids électoral à peu près équivalent.

(radical), Sylvain Pruynst (P.S.D.), Roger Dhilil (A.R.I.L.) et Philippe Caron (écologiste).

Une autre inconnue est constituée par l'attitude de la municipalité d'Halvin, qui se situe plus dans l'opposition, mais se montre hostile à l'alliance entre le P.C.F. et le P.S.

Dans la sixième circonscription (Seclin), M. Robert Vandelande (R.P.R.), maire de Templeuve, tente de récupérer, au profit de la majorité, le siège qu'il n'occupait de 1968 à 1973 et que M. André Laurent (P.S.) entend bien conserver. Le député sortant socialiste est devenu maire de Wahagnies, commune de famille. M. André Laurent est en effet le fils de Marcel Laurent, député socialiste de la circonscription de 1962 à 1968 et le neveu de M. Augustin Laurent, ancien maire de Lille.

Dans cette circonscription, on n'est pas éloigné du bassin minier, ce qui contribue à aviver la compétition en sein de la gauche. Hier que les positions du P.C.F., qui présente M. René Carlier, soient importantes (il dirige la mairie de Seclin) et que son influence semble s'être renforcée, son retard vis-à-vis du P.S. demeure grand. Il était, en 1973, de 3 775 voix sur 52 525 suffrages exprimés. Du côté de la majorité, les voix modérées devraient se répartir entre MM. Jean-Paul Lemaire (P.R.), Alain Gieles (Démocratie chrétienne) et Bernard Vanzantye (A.R.I.L.).

Le bassin minier est et demeurera le fief du parti communiste. Les quatorzième (Douai), quinzième (Douai-Sud, Marchiennes), dix-huitième (Valenciennes-Est), vingtième (Denain) et vingt-troisième (Berlaimont, Le Quesnoy) circonscriptions sont détenues par des députés communistes, respectivement MM. Emile Roger, Georges Hage, Georges Bustin, Gustave Ansart, membre du bureau politique, et Jean Jarosz, qui se représentent.

Dans ce vaste secteur, qui dé-

borde les limites géographiques du bassin minier, les grands centres urbains échappent pourtant au P.C.F. et compliquent le jeu électoral. C'est le cas notamment de Duell, ville dont le maire, M. Charles Fennin, ancien socialiste en rupture de parti, a été réélu en mars dernier à la tête de la liste de la majorité. Il peut, si le report des voix socialistes est imparfait, concurrencer victorieusement au second tour le représentant du P.C.F. M. Fennin, qui n'a toujours pas officiellement annoncé sa candidature, s'est déjà présenté en 1967 dans la quinzième circonscription et en 1973 dans la quatorzième. Il est fort probable qu'il sera de nouveau candidat dans la quatorzième.

Le R.P.R. a déjà lancé dans ce secteur un bon candidat, M. Robert Capron, qui est l'un des responsables locaux de l'habitat social. En dépit de quelques initiatives de M. Maury, les socialistes restent réduits, dans le bassin minier, au rôle de seconde pas toujours brillant. Ils peuvent toutefois espérer accrocher le P.C.F. dans la vingt-troisième circonscription grâce à M. Arthur André, ancien inspecteur des lois sociales dans l'agriculture, qui n'avait pu se présenter en 1973 en raison de sa profession.

Le P.C.F., quant à lui, se soude de préparer la relève et, dans toutes ces circonscriptions, il a flanqué les députés sortants, à l'exception de M. Ansart, de nouveaux suppléants.

Les communistes concentrent leurs principaux efforts sur le dix-neuvième circonscription (Valenciennes-Nord, Saint-Amé), qui leur avait échappé en 1973. Pour tenter de la reconquérir, ils y ont dépêché M. Alain Bocquet, adjoint au maire de Lille, secrétaire régional et membre du comité central. Il a comme suppléant Mme Elise Lefebvre-Musmeaux, candidate en 1973, fille d'Arthur Musmeaux, ancien député communiste.

Dans la septième circonscription (Cambrai), l'affranchissement du P.S. a été tel que la mairie lui a échappé, et que M. Raymond Gernès a été battu en 1973 par M. Jacques Legendre (R.P.R.).

Le littoral en attente

La circonscription du littoral, la onzième (Dunkerque), est l'une des plus peuplées. Les responsables locaux de la majorité ont longtemps espéré qu'elle serait scindée en deux : le nord leur est sans doute permis d'avoir un élu, le sud étant abandonné à la gauche. Ce vote n'ayant pas été assuré, M. Claude Prouvreur, maire de Dunkerque, tente de nouveau, sans grand espoir, de ravir le siège que M. Albert Denvers (P.S.), président du conseil général, détient depuis 1968. Se présentant comme gaulliste et se réclamant de M. Jean Royer, ancien ministre, M. Prouvreur a surtout pour objectif de rester le maître dans sa ville en montrant qu'il y possède une majorité. Le chef de file local du P.R., M. Louis Dewerd, premier adjoint au maire de Dunkerque, qui espérait être son suppléant, a dû renoncer à son projet en raison de l'hostilité du R.P.R.

C'est surtout le choix du nouveau suppléant de M. Denvers qui retient l'attention. Le député sortant, étant âgé de soixante-trois ans, la question qui se pose est de savoir s'il intronise son successeur, à l'Assemblée nationale sans doute mais surtout à la présidence de la communauté urbaine de Dunkerque. Or ce suppléant n'est pas d'importance qui : M. Gaston Tirmarche, maire de Saint-Pol-sur-Mer, aujourd'hui socialiste après avoir été communiste en 1966 et indépendant de gauche en 1971.

Le P.C.F., qui présente M. Maurice Pierron, adjoint au maire de Bourbourg, affecte d'avoir oublié l'épisode de 1966 et préfère mettre l'accent sur le fait que ni M. Denvers dans son conseil municipal de Gravelines, ni M. Tirmarche à Saint-Pol-sur-Mer, n'ont accepté de membres du P.C.F. sur leur liste.

LES ÉLUS DE 1958 A 1977

Dans ce tableau les élus gaullistes avaient l'étiquette U.N.R. en 1958 et 1962, U.D. V. en 1967 et U.D.R. en 1968 et 1973 ; les élus modérés étaient indépendants en 1958 et républicains indépendants depuis 1962 ; les élus centristes sont ceux du M.R.F. en 1958, du Centre démocratique en 1962, du P.D.M. en 1967 et 1968, du Mouvement réformateur en 1973.

	1958	1962	1967	1968	1973
Gaullistes	13	10	8	14	5 (a)
Modérés	2	—	—	1	1
Centristes	5	1 (b)	—	—	—
Socialistes	5	7	8	3	9
Communistes	—	5	7	5	6

a) Dont M. Norbert Ségard, majorité présidentielle, apparenté au groupe U.D.R.
b) M. Maurice Schumann, ex-M.R.F., ensuite apparenté à l'U.D.R.

LEON BLUM par Jean Lacouture

Pierre Mendès France : "Un ouvrage qui honore à la fois celui auquel il est consacré et l'auteur, qui a écrit un beau portrait, avec tact, avec sensibilité et avec une rare connaissance d'un demi-siècle d'histoire de la politique et de la culture française."

Le Monde : "Un grand livre..."

Le Nouvel Observateur : "C'est le grand mérite de Jean Lacouture d'avoir retrouvé l'unité de cet homme contradictoire qui fut, d'une seule voix, dire non à la fois au capitalisme et au collectivisme. Un livre passionnant."

Politique Hebdo : "Aucun socialiste, aucun communiste, aucun homme de gauche, aucun syndicaliste ne peut faire l'économie d'une lecture attentive (et passionnée) du Léon Blum de Jean Lacouture."

Le Point : "Une magistrale biographie..."

L'Humanité : "C'est avec efficacité et habileté que Lacouture compose les tableaux successifs de la vie de Léon Blum."

600 pages, illustrations, 59 F

Seul Qualitel précise techniquement la qualité de votre futur logement.

Vous êtes à la recherche d'un logement neuf ? Qualitel est un organisme qui, au-delà des apparences, vous permet de faire la différence entre un logement ou un autre. La méthode d'examen Qualitel, employée par des techniciens strictement habilités, aboutit à l'établissement d'un profil qui vous donne, dès le stade du projet, des indications précises et précieuses.

Avec le profil Qualitel vous serez renseigné sur des éléments importants de votre futur logement : confort acoustique et thermique, installation électrique, plomberie sanitaire, etc., et aussi sur l'environnement.

Le profil Qualitel est sollicité par les constructeurs, promoteurs, etc. Certains, qui réalisent des opérations avec l'aide de l'Etat sont obligés de le mettre gratuitement à votre disposition, d'autres peuvent aussi vous en faire profiter. Demandez-le.

La méthode Qualitel est propriété de l'Etat. Le profil Qualitel est exclusivement établi par l'Association Qualitel. Renseignez-vous auprès de Qualitel : 136, Bd St-Germain, 75006 Paris. Tél. 329.00.60.

LE MONDE diplomatique

Au sommaire du numéro de février

LE MAL BRITANNIQUE OU LA PEUR DE L'AVENIR (Reportage de BERNARD CASSEN)

LA GAUCHE FRANÇAISE A-T-ELLE UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ? (THIERRY FUSTER)

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DEVANT LES CLASSES MOYENNES ET L'AGGRAVATION DE LA CRISE (CÉCILE GULL)

LE RÔLE ET LA FONCTION DE L'ÉTAT (FRANÇOIS CHATELET)

Le numéro : 6 F (en vente dans tous les kiosques)

Abonnement et vente au numéro : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

le numéro 2 de la mensuelle des femmes en mouvements est paru. en vente dans tous les kiosques et les libraires 6F

L'APPLICATION DE LA « CARTE SCOLAIRE »

Les grèves se multiplient dans l'académie de Versailles

A l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T., les agents de service et personnels administratifs des lycées et collèges de l'académie de Versailles se sont mis en grève, le 9 février, pour protester contre les suppressions ou transferts de postes. Bien que, lors du comité technique paritaire tenu la veille, le recteur de Versailles ait annoncé le déblocage de deux cent cinquante postes par le ministère de l'éducation nationale, les agents du Syndicat général des personnels de l'éducation nationale (C.G.T.) et de la C.F.D.T., ont manifesté dans les rues de Versailles le 9 février, et se sont rendus en délégation au rectorat. Ils réclament la création « dans l'immédiat », de six cent quatre-

vingts postes d'agents pour les quatre départements de l'académie (Val-d'Oise, Hauts-de-Seine, Yvelines et Essonne).

D'autre part, la quasi-totalité des lycées des Hauts-de-Seine continuent à être perturbés par des mouvements de grève d'enseignants et d'élèves, qui protestent contre les suppressions de postes — et donc de classes — envisagées à la prochaine rentrée. Au lycée Joliot-Curie de Nanterre, les enseignants en sont à leur deuxième jour de grève. A l'appel des sections départementales du S.N.E.S., du S.N.I., du S.N.E.P. et des parents d'élèves de la Fédération Cornet, une manifestation est prévue le 11 février devant la préfecture de Nanterre.

Joliot-Curie, douzième jour...

Douzième jour de grève à Joliot-Curie. « Je ne puis plus rien faire, reconnaît le proviseur, M. Jean-Pierre Aboussouan. Sur le millier d'élèves que compte le lycée proprement dit (1), une petite centaine seulement s'obstine à venir aux cours — et surtout ceux des sections techniques ». Les autres vont et viennent dans l'établissement, sous l'œil vigilant — mais impuissant — du conseiller d'éducation.

LA GRÈVE CONTINUE A L'Y.E.D.S.

La grève continue à l'Institut d'études du développement économique et social (I.E.D.S.), qui dépend de l'université Paris-I (le Monde du 24 janvier). Ce mouvement, commencé le 19 janvier, vise à obtenir des moyens matériels accrus et une « politique cohérente de recherche ». En dehors de la centaine de collaborateurs extérieurs, l'enseignement est assuré par des « vacataires à temps plein » hors statut qui n'ont pas pour l'instant l'espoir d'être intégrés. Les vingt-cinq chercheurs de l'Institut, dont cinq sont en voie d'intégration, se plaignent d'être obligés de se détourner de la recherche fondamentale pour honorer des contrats temporaires « comme dans un bureau d'études ». Ayant déjà obtenu des promesses verbales de rattrapage budgétaire de la part du ministère des universités, et la reconnaissance du bien-fondé de leurs revendications pour le conseil de l'université de Paris-I, les grévistes demandent la création d'un conseil scientifique qui définirait la politique globale de recherche de l'Institut, l'intégration et l'accroissement du personnel administratif et enseignant.

La majorité des élèves (« six à sept cents », dit le proviseur) préfèrent généralement retourner chez eux, non sans avoir fait purifier une longue escale au café de la cité commerciale en face. Ceux que l'on y rencontre ne sont pas des grévistes actifs, c'est le moins qu'on puisse dire. « On attend que ça se passe », dit un garson débarrassé qui regarde ses camarades jouer au flipper. « Ils sont fous, dit une fille de terminale, ils vont jusqu'à proposer de démissionner le proviseur pour une histoire de postes ».

Les élèves grévistes, qui se déclarent « solidaires des professeurs en lutte », préfèrent rester dans l'établissement. Certains organisent des « cours sauvages » d'histoire ou d'espagnol. D'autres forment des groupes de discussion en attendant que l'assemblée générale des professeurs prenne une décision. Car les professeurs en grève — au moins 15 % des enseignants — ont repris les représentants de syndicats modérés, — se réunissent chaque jour pour décider ou non la reconduction de la grève.

« Nous sommes l'établissement des Hauts-de-Seine le plus durablement frappé par la carte scolaire », affirme le proviseur. De fait, alors que trois postes avaient été supprimés l'an dernier, l'inspection académique en a proposé neuf cette année. Neuf déjà obtenus des promesses verbales de rattrapage budgétaire de la part du ministère des universités, et la reconnaissance du bien-fondé de leurs revendications pour le conseil de l'université de Paris-I, les grévistes demandent la création d'un conseil scientifique qui définirait la politique globale de recherche de l'Institut, l'intégration et l'accroissement du personnel administratif et enseignant.

techniques (terminales F ou G) aux sections générales.

M. Aboussouan ne cache pas sa préférence, mais il soutient que les jeux ne sont pas encore faits. « Si les conseils de classe aboutissent à orienter les élèves en B, on maintiendra la terminale B. » Mais il estime que ce serait « une erreur », étant donné l'environnement économique de Nanterre. Les professeurs, accompagnés par des parents (essentiellement de la Fédération Cornet), se sont présentés le 11 février au rectorat de Versailles, transportés par trois cars de la municipalité communiste de Nanterre. Mais ils n'ont pas été reçus. « Ils venaient de l'être par l'inspection académique, qui leur a tout expliqué », dit-on au rectorat. Expliqué quoi ? Que le département des Hauts-de-Seine tend à se dépeupler au profit des Yvelines et de l'Essonne, ce qui oblige à un « redéploiement des moyens ». « De toute façon, il ne s'agit que de mesures conservatoires. Le rectorat ne va pas annuler des décisions qu'il n'a pas prises encore ».

Ces « mesures conservatoires », les enseignants tentent de remplir leur demande de mutation les résistent comme une décision ferme. Et discriminatoire. « Comme par hasard », dit Nanterre qui l'on vise et pas Nanterre. D'autres accusent le proviseur de « faire du pélo » en proposant de faire partir les élèves de l'Y.E.D.S. de certaines suppressions de postes. « Certaines suppressions sont justifiées à mes yeux », reconnaît M. Aboussouan. Trois postes peuvent disparaître de son domaine. « Pas sans dommage », en tout cas, pour la réputation d'un établissement qui entame sa douzième journée de grève.

ROGER CANS.

(1) Le lycée Joliot-Curie abrite également un collège d'environ sept cents élèves, et dont certains se sont joints à la grève.

DIFFICULTÉS FINANCIÈRES DANS LES UNIVERSITÉS DE TOULOUSE

(De notre corresp. régional.)

Toulouse. — Comme il y a deux ans à la même époque, les universités toulousaines doivent faire face à des difficultés financières. A Toulouse-I (université des sciences sociales), les cours ont été suspendus jeudi 9 février pour vingt-quatre heures. Cette décision a été prise après que le conseil de l'université eut pris connaissance des dotations attribuées pour l'année universitaire 1977-1978. M. Clusseau, vice-président, a expliqué : « Nous avons créé des filières originales au plan régional. Elles ne sont pas prises en charge par le budget proposé, qui ne reconnaît que les filières traditionnelles aux diplômes nationaux. Or, seules nos filières peuvent assurer un emploi aux étudiants de la région. » Les enseignants se plaignent également du sous-équipement, notamment pour les personnels administratifs et les techniciens.

A l'université des sciences Paul Sabatier, les syndicats d'enseignants et de personnels considèrent que la situation est devenue intolérable. Au cours d'une conférence de presse, les porte-parole syndicaux se sont inquiétés de l'autoritarisme et de l'insécurité qui leur sont imposés. « Le ministre, disent-ils, conteste les garanties fondamentales de l'emploi. Les droits syndicaux ne sont pas respectés, les carrières sont menacées et l'atmosphère financière nous guette. Le blocage des carrières s'aggrave : cent quarante assistants sur deux cent trente-quatre sont inscrits sur la liste d'attente d'un fonctionnaire maître-assistant. L'ancienneté moyenne est de huit ans et certains dépassent les dix ans. » — L. P.

● Trois cents jeunes Français à l'Elysee. — M. Giscard d'Estaing recevra trois cents jeunes Français dimanche matin 12 février à l'Elysee. Ceux-ci lui présenteront les résultats de la consultation nationale organisée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports pour recueillir l'avis des jeunes sur les cinquante-huit « directions de recherche » arrêtées par M. Paul Dijoud au mois de septembre (le Monde du 28 septembre). Un déjeuner clôturera cette manifestation au cours de laquelle le président de la République prononcera un discours sur la jeunesse.

M. Haby face aux jeunes giscardiens

De la difficulté d'être « Autrement »

Autrement, le mouvement qui veut prouver « qu'il n'y a pas de honte à être jeune et giscardien », avait convoqué, mercredi 8 février, à Paris, cent quatre-vingts lycéens à dialoguer avec M. René Haby. Le ministre de l'éducation, curieusement, a déclaré, sous une affiche proclamant « Autrement, le mouvement des jeunes giscardiens », que sa présence se justifiait par le caractère « apolitique » de cette manifestation.

Cette journée clôturait une campagne de deux semaines qui a permis aux quinze mille lycéens revendiqués par Autrement de diffuser auprès de leurs camarades « 480 000 exam-

plaires » d'un questionnaire proclamant : « Nous avons enfin la parole » (le Monde du 27 janvier). Bien que leurs dirigeants aient toujours affirmé que le rôle au point du questionnaire avait été confié à un petit groupe de lycéens sans attache avec le mouvement, l'orientation de certaines questions avait paru assez surprenante : « Les professeurs sont souvent absents », « les professeurs font de la politique pendant les cours », « le gros problème dans l'enseignement c'est qu'il y a beaucoup de profs qui ne sont pas motivés », « il faut restituer (sic) une discipline plus rigoureuse au lycée ».

Espoirs déçus

Centralement à ce qui était suggéré, ils n'ont été qu'une petite minorité à charger les professeurs de tous les maux, même si l'on a pu entendre certains réclamer des sanctions pour « les profs qui font de la propagande marxiste ». Quant au renforcement de la discipline, c'est la question qui, de toutes, a recueilli la moins d'approbation. Des préoccupations très concrètes sont, en revanche, apparues sur la vie au lycée et le contenu des études. Quarante « ateliers » avaient été chargés, mercredi matin, d'en faire une synthèse pour M. Haby. Une atmosphère studieuse, une application réelle et beaucoup d'espoir dans la venue du ministre.

Hélas ! à peine arrivé, M. Haby se révèle surtout habile à éluder les questions. Premier rapporteur : « Monsieur le ministre, nos horaires sont mal répartis. Est-ce qu'il n'y aurait pas moyen d'instituer, comme en Grande-Bretagne, la journée continue ? Cela nous permettrait de faire davantage de sport. » M. Haby : « Votre suggestion est d'un très grand intérêt. Mais il faudrait obtenir l'accord des professeurs et des parents. Ce n'est pas forcément facile. Et puis, il y a un problème de crédits. On ne peut faire les choses que progressivement. En tous cas, c'est une idée que je note ».

Deuxième rapporteur : « Monsieur le ministre, certains lycéens se plaignent de la discipline. Il y a encore des élèves qui, à dix-huit ans, sont envoyés au piquet ou à qui l'on donne 100 lignes. Nous voudrions être davantage écoutés. » Autant d'idées jugées « intéressantes » mais difficilement

applicables, « au moins dans l'immédiat », par M. Haby. Le président de séance : « Nous sommes au quatrième rapporteur sur quarante. Nous interrompons la séance quelques minutes pour permettre à M. Haby de répondre aux questions de la télévision. »

Entouré des dirigeants d'Autrement, le ministre donne une interview à TF1, une autre à FR3, une troisième à France-Inter, puis à Radio-Montecarlo. Entouré des mêmes dirigeants, il recommande pour TF1 d'ouvrir le moment d'« une petite phrase ». Léger flottement dans la salle : « Tu ne trouves pas qu'il est chéri ? On a des choses à dire, nous. »

Bertrand LE GENDRE.

● Le deuxième gala des grandes écoles aura lieu les 16 et 17 février, à 20 h. 30, à l'hippodrome de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

● Le travail des enfants au dix-neuvième siècle est le thème d'une exposition actuelle-

meat présentée par les Archives nationales. C'est également celui du vingt-huitième concours de la porte de Pantin à Paris. Les élèves de quinze grandes écoles se sont associés pour réaliser « un spectacle inédit de cirque et de music-hall ». Deux innovations cette année : la participation des élèves de l'Ecole nationale d'administration (ENA) et une course — avec tiercé — disputée « sur les ans du jardin du Luxembourg ». * Prix de places : étudiants, 30 F ; autres, 50 F, 80 F et 110 F. Renseignements : 103, rue de la Paillarderie, 75116 Paris, tél. 904-97-87, de 10 h. à 18 h.

VACANCES de QUALITÉ en TOSCANE

UN MAGNIFIQUE DOMAINE DU XVII^e SIECLE, transformé en une Résidence de vacances de GRANDE CLASSE, au cœur du CHIANTI, entre Florence et Sienne, offre aux amateurs de cette belle région deux possibilités :

● « VACANCES PAR ACTIONS » Une solution nouvelle et d'actualité qui vous donne pour toujours la jouissance d'un appartement pour la seule durée de vos vacances, et qui transforme vos frais de vacances à tout perdu en un modeste investissement, ou

● LOCATION D'APPARTEMENTS pour vous permettre un « essai » de la Résidence.

SAN LUIGI RÉSIDENCE

44 luxueux studios et deux pièces de grand confort (bains, coin cuisine avec frigo, lave-vaisselle, etc.), TV, chauffage central) richement meublés et entièrement équipés. Parc de 6000 m², piscine chauffée, tennis illuminés, sauna, golf driving-range, terrain de basket et volleyball, manège, restaurant, bar, conciergerie, kindergarten, salons et salles de lecture avec importante documentation sur la Toscane historique, folklorique et touristique, programme culturel...

SAN LUIGI : Le charme italien. La beauté toscane. La qualité suisse. Une réalisation de l'un des premiers groupes financiers suisses.

Pour information, écrire ou téléphoner à : CUENDET S.p.A. - I-53038 Strove 2 (Sienne). Tél. 0535/77.90.41.23.

AMÉRIQUEZ!

FOREIGN STUDY IN LIVING PROPOSE.

ÉTÉ 78 : JUILLET-AOÛT

● Séjours en familles américaines 14-20 ans : Boston, Washington, San Francisco, Los Angeles.

● Cours intensifs en universités : Berkeley, San Diego, Boston.

TOUTE L'ANNÉE : en universités (+ de 18 ans), par sessions de 4 semaines : anglais intensif suivant thèmes spécifiques.

NASC/ECOM : hébergement économique en hôtels et résidences universitaires.

FSL FSL 14, rue des Poissonniers 92200 NEUILLY-SUR-SEINE 6371623

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX L'U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

● Pour un monde plus ouvert

(association loi de 1901, membre de l'UNESCO (B), agréée par le Comité National de l'UNESCO n° 69 (16) 85, rue de Turin, 75003 Paris - Tél. 278-50-03)

Le futur monde sera dominé par les jeunes.

Les catalogues-voyages 78 Brittany Ferries sont parus.

Des idées de voyage, de week-ends, d'excursions, des idées d'itinéraires tout nouveaux, des idées de dates privilégiées - vacances scolaires de février et de Pâques, ponts des 1^{er} mai, Ascension et Pentecôte - des flots d'images qui vous aideront à découvrir et à aimer l'Ecosse, la Cornouaille, le Devon, l'Angleterre, Londres, le Pays de Galles et l'Irlande.

En voiture, en autocar ou à pied.

Tout cela vous le trouverez gratuitement chez votre agent de voyages. Ou en nous retournant ce bon.

brittany ferries

48 pages illustrées et colorées sur les plus belles régions de Grande-Bretagne et d'Irlande. Tous les horaires. Toutes les tarifs.

GRATUITEMENT

À retourner à : Brittany Ferries, 10, rue de la Paillarderie, 75116 Paris.

Nom _____ Adresse _____

Prénom _____ Age _____

Adresse _____

SPORTS ASSISES NATIONALES

Entre

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

M. Chirac : des champions ou...

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif : définir une politique commune de l'entreprise et du sport. Les participants ont discuté de la nécessité d'une meilleure coordination entre les efforts des entreprises et des associations sportives. Ils ont également abordé les questions de financement, de formation et de sécurité. Les Assises Nationales de l'Entre ont été organisées par le Comité National de l'Entre et le Comité National du Sport. Elles ont été présidées par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur. Les participants ont été accueillis par M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, ministre de l'Intérieur.

Le 10 février, à Paris, les Assises Nationales de l'Entre ont réuni, pour la première fois, les représentants des entreprises et des associations sportives. L'objectif

Le Monde

des loisirs
et du tourisme

LE SECRÉTARIAT D'ÉTAT EN LIGNE DIRECTE AVEC LES P.T.T.

La téléinformatique pour des vacances plus souples

M. JACQUES MEDEGIN, secrétaire d'Etat au tourisme, devait annoncer ce vendredi 10 février, la création d'un service de téléinformatique touristique (S.T.T.) géré par les P.T.T., et destiné à relier des terminaux à plusieurs systèmes d'information et de réservation. Ce service, qui fonctionnera à la fin de l'année 1978 ou au début de l'année 1979, devrait permettre, par exemple, à un agent de voyages d'indiquer à un client la région de France où celui-ci pourra pêcher, visiter des cathédrales romanes et suivre une cure... et de réserver, séance tenante, la chambre d'hôtel, le billet de train et la voiture de location.

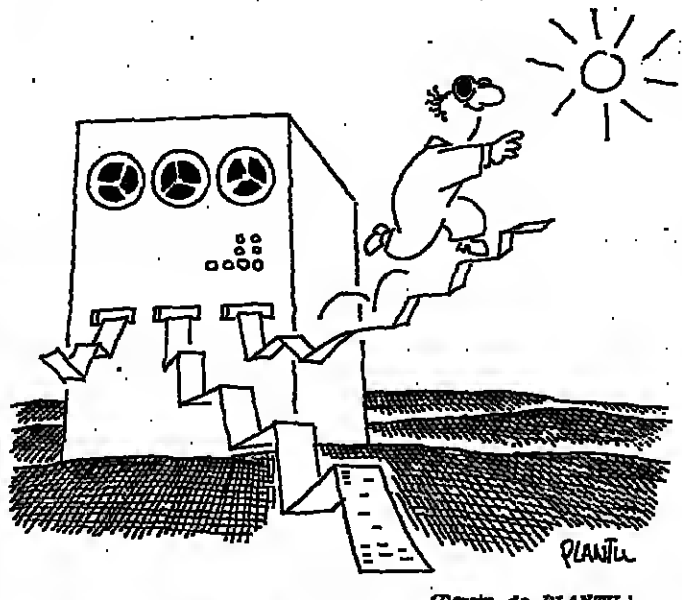
Depuis plusieurs années, les ministères de transport et les entreprises de tourisme ont développé l'automatisation de leurs systèmes de réservation. Air France, Air Inter ou la S.N.C.F. ont créé des réseaux spécialisés entre terminaux et ordinateurs. Chacun de ces réseaux traditionnels diffère par ses structures et

par la manière d'établir les conversations entre le système de réservation et les agents. Une expérience de « banalisation » a été menée de 1974 à 1976, par Air France, Air Inter, la S.N.C.F., la S.N.C.M., U.T.A., les ministères de l'économie et des finances et les secrétariats d'Etat aux transports, au tourisme et aux P.T.T. Elle a eu pour résultat la programmation d'un automate qui donnera à tous les terminaux la possibilité de converser, par l'intermédiaire du réseau Transpac, avec tous les ordinateurs de réservation des sociétés privées, auxquelles pourront s'ajouter le Club Méditerranée, les sociétés Avis et Hertz, les Gîtes ruraux, des chaînes d'hôtels et, peut-être un jour, la Météorologie nationale. Au total, seize systèmes de réservation seront connectés.

La S.N.C.F. va modifier le format de son billet pour le rendre conforme aux normes IATA, car les machines imprimantes des terminaux délivreront indifféremment les billets de train,

d'avion ou d'hôtel. Un appel d'offres a été lancé auprès des constructeurs français pour qu'ils proposent aux P.T.T. un terminal (écran de visualisation, imprimante) répondant aux désirs formulés par le Syndicat national des agents de voyages (SNAV) et par les sociétés de transport. On évalue le prix de location du terminal banalisé à deux fois le coût d'un terminal privé. Les modalités de commercialisation du nouveau service ne sont pas encore définies. S.T.T. devrait devenir rentable à partir de cinq cents terminaux placés chez les agents de voyages et les touristes.

Ceux-ci seront intéressés par les avantages du nouveau système géré par les P.T.T. : l'utilisation du terminal diminue les frais de téléphone et les charges de personnel ; son coût est réparti sur plusieurs compagnies ; les délais d'attente sont réduits ; l'utilisation d'un seul terminal économise l'espace ; un centre de gestion comptable pourrait, en



(Dessin de PLANTU.)

fin de journée, récapituler les factures de chaque agence. Les pouvoirs publics attendent de S.T.T. deux avantages supplémentaires. Tout d'abord, ils espèrent qu'il aidera au développement de la location saisonnière à la semaine. La gestion des meublés par les agences en sera grandement facilitée et la certitude d'un remplissage devrait lever les préventions des propriétaires.

D'autre part, le secrétariat d'Etat aux P.T.T. espère exporter le système S.T.T. et son matériel afin de concurrencer les systèmes TRAVICOM anglo-saxon et START allemand. Pour obtenir des contrats à l'exportation, le secrétariat d'Etat au tourisme a décidé d'effectuer des démonstrations du nouveau service à l'occasion de la Semaine mondiale du tourisme.

Al. F.

HISTOIRE VRAIE

Un pédalier sur le tour du monde

UNE déception sentimentale, un « ras-le-bol » du travail à la chaîne, et voilà Joël Lotté, vingt-quatre ans, lancé dans un tour du monde à vélo. Le 18 janvier 1978, il s'élance d'un coup de pédale hésitant. Un vélo lesté de 100 kilos est difficile à contrôler ! Ses parents vont le suivre en voiture deux jours durant, escomptant le voir renoncer à sa fureur entrepreneuriale. Bref, Joël s'enfuit. Cinq sacs, une valise, contenant pièces de rechange, matériel de réparation, médicaments, bidons d'eau, vêtements été-hiver, tente, sac de couchage, appareil de photo, télex, cartes routières... La poignée se compose de fruits secs, lait concentré, potages déshydratés, conserves.

Nantes-Strasbourg sont absorbés en neuf jours ! Double d'entente, le maigre budget : à Phalsbourg, la prison héberge gratis ; en Allemagne, une caserne française prête gîte et couvert. L'Autriche jette un froid : moins 15 degrés, trois rayons de cassés dans une descente, et la chute, douloureuse. En Yougoslavie, le chef de gare le voyant photographier une locomotive à l'arrêt, ferme les barrières et la fera manœuvrer spécialement. A Belgrade, le fonctionnaire de l'ambassade l'invite à déjeuner ; Joël campe dans un jardin public. A Sofia, l'ambassade lui remet son courrier et de quoi payer hôtel et restaurant : le « vagabondage » est interdit, et le visa lui laisse quarante-huit heures pour traverser le pays, filé par une voiture de police. Photographiant un village, il est saisi par son appareil, soviétique, lui.

Boas et fourmis rouges

Joël pénètre en Turquie au moment où la France livre des Mirage à la Grèce. A Ankara, le ministre du tourisme est plus accueillant, plus que ce mardi jaloux, furieux qu'un photographe son épouse volée. Les dangers guettent partout : chiens sauvages, canicule, rébellion kurde, sauterie par embarquement dans un train, enlèvement du compétiteur par de jeunes trinitaires, déraillement du train, égaré, inébranlable.

L'Afghanistan, c'est 80 kilomètres par jour, 62 degrés, des varans sous les roues, des confessions au lycée français. Plus loin, c'est l'embuscade tendue par une tribu « incontrôlée » et notre homme laissé pour mort sur la piste. Une autre fois, il s'en tire en menaçant un rôdeur avec sa pompe ! En Inde, il croise un cycliste pédalant avec son lit sur la tête. Plus loin, c'est la tempête de sable, l'invitation à un mariage indien qui durera trois jours, et à Calcutta, la mort présente dans la rue, vautours et corbeaux assurant le nettoyage de la voirie.

MICHEL DELORE.

(Lire la suite page 16.)

LA POLITIQUE DES LOISIRS DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

LE P.C. : « NOUS PROPOSONS LA CRÉATION DE 300 000 LITS DANS LES VILLAGES DE VACANCES »

Toutes les grandes formations politiques ont abordé dans leur programme le thème des loisirs et du tourisme. Nous commençons aujourd'hui une série d'interviews dans laquelle les principaux partis préciseront leurs orientations.

Mme Andrée Lefèvre, membre du comité central du parti communiste français, chargée du secteur cadre de vie, conseiller de Paris, ouvre le feu.

Comment le parti communiste juge-t-il l'actuelle politique des loisirs et des vacances ?

— Pour la masse des travailleurs, la vie devient de plus en plus difficile. Elle est devenue une course éternelle. L'amplitude de la journée de travail, que l'INSEE estime à onze heures, tend à grandir. Un lien seul-

ment des ouvriers bénéficie de la semaine en cinq jours, et nombreux sont ceux qui travaillent selon le système du poste. Les cadences se sont accélérées de façon effrayante et il est de plus en plus difficile d'avoir des relations personnelles dans l'entreprise. Tout est minuté : le temps du déjeuner comme la « pause-télévisée ».

La vie de famille des femmes qui travaillent est handicapée par le manque d'équipements collectifs. Les plus pauvres des citadins sont chassés du centre des villes par la spéculation foncière. Le temps de transport allongé démesurément devient une épreuve.

Assés n'est-il pas étonnant de voir le besoin de récupération placé au rang de priorité ? 89 % des ouvriers et des employés estiment que la privation de loisirs est moins supportable que la privation sur l'alimentation ou le logement.

La grève des « Michelin » du mois dernier pour déteindre leur samedi en témoigne, mais souvenez-vous aussi des luttes de 1936 pour obtenir les congés payés et la semaine de quarante heures. Le travailleur a besoin de temps pour lui et pour sa famille. Or 80 % des ouvriers ne partent pas en week-end ; 50 % des Français ne partent pas en vacances. On peut considérer que dix-sept millions d'entre eux ne partent pas pour des raisons économiques. Comme être du dix-huitième arrondissement de Paris, je peux vous dire que les enfants sont nombreux à n'avoir jamais vu ni la mer ni la montagne. La misère, ce n'est pas du roman.

Vos chiffres sont très éloignés des statistiques officielles, qui évaluent à quatre millions seulement le nombre des

personnes dans l'impossibilité de partir une fois dans l'année en raison d'un manque d'argent.

Le secrétariat d'Etat au tourisme déclare en effet que la plupart de ceux qui ne partent pas ne le veulent pas. C'est scandaleux. Les gens qui en ont les moyens partent tous, et même

Décisions arbitraires

Comment expliquez-vous cette dégradation ?

— Le pouvoir et le patronat ont dû céder au monstre de vacances. Mais ils l'ont fait d'une main, tandis que, de l'autre, ils les récupèrent en les transformant en marchandises, accentuant l'inégalité devant les loisirs. Tout sert à faire du profit : le soleil, la neige, la mer, la montagne.

An moment où le budget du tourisme social représente environ 1 franc par habitant, chaque Français donne plusieurs dizaines de francs par an, sous forme de primes et de subventions, pour les hôtels de luxe. Les banques Paribas ou Le Havre se seraient-elles intéressées à l'hôtellerie, à la construction des stations et aux agences de voyages si le gain n'avait été garanti ?

Le problème est de mettre fin à cette subordination permanente au profit et de transformer la France en un pays où le tourisme et des vacances pour tous.

Pourquoi le programme commun de gouvernement des partis de gauche ne s'est-il pas « élargi » sur le chapitre des vacances ?

— Le programme commun est un tout. Il donne aux gens les moyens de partir, car tant qu'ils rentrent le soir chez eux en disant : « Je suis trop fatigué pour lire ou pour sortir », il n'y aura pas de vrais loisirs pour eux.

C'est pourquoi nous voulons aller vers la semaine de trente-cinq heures et une autre politique d'urbanisme et d'équipements collectifs ; la généralisation des

cinq semaines de congés payés prises en deux fois (deux billets S.N.C.F. à tarif réduit étant accordés et des réductions consenties aux péages autoroutiers).

Nous proposons la réalisation d'un million et demi de places de camping-caravaning, de trois cent mille lits dans les villages de vacances et les gîtes communaux, de cent cinquante mille lits d'hôtels ou de deux étoiles et de cent cinquante mille lits dans les locations saisonnières et dans les gîtes ruraux.

Le P.C. est-il favorable à une aide à la personne sous la forme de chèques-vacances par exemple ?

— Nous ne sommes pas contre, mais nous pensons que ce n'est pas une solution miracle. Elle est insuffisante pour résoudre le problème le plus grave, celui de la moitié des Français qui ne partent pas. Elle n'aidera pas non plus cette partie du tourisme social qui est majoritaire : les vacances passées chez les amis, les parents et au camping. La grande question reste l'augmentation du pouvoir d'achat — objectif majeur du programme commun — et une politique d'équipement touristique du pays.

Les travailleurs font preuve d'un solide conservatisme quand il s'agit de mettre en œuvre l'établissement des vacances. Cette attitude vous semble-t-elle justifiée ?

— C'est vrai : les travailleurs s'insurgent lorsque l'on veut modifier les dates de leurs vacances. Mais ce n'est pas du conservatisme. Ils réagissent au caractère arbitraire de décisions qui souvent conduisent à la division de la famille et à l'impossibilité de partir. Cela prouve que l'instauration autoritaire de l'établissement ne serait ni comprise ni tolérée, même s'il est vrai qu'elle permettrait une meilleure utilisation des équipements et des prix plus bas. C'est un problème d'ensemble qui ne peut être résolu que dans et par la démocratie, la région étant probablement le cadre le mieux adapté à son organisation.

Peut-on chiffrer l'appropriation du programme commun en matière de loisirs ?

paris new york 1500

Départ Paris A-R

ATHÈNES	700 F
ALGER	830 F
TUNIS*	830 F
MONTREAL	1 500 F
BOMBAY	2 250 F
BANGKOK	2 250 F

Départ Marseille A-R

DELHI	2 250 F
-------	---------

Départ Genève aller-retour

LIMA	2 480 F
------	---------

avec prestations A voir VALLA.

kenya 3600

Circuit 2 semaines du 3-3 au 19-3 du 31-3 au 16-4 du 16-4 au 23-4

NOUVELLES FRONTIÈRES

TOURAVENTURE

66, boulevard Saint-Michel
75005 PARIS
Tél. 329.12.14
34, rue Franklin
69002 LYON
Tél. 37.16.47
13, rue Aumont-Viel
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. 26.47.22

Pour vos vacances aux 4 coins du monde

Jet tours à Montparnasse

Gemini Voyages
80, av. du Maine 75014 Paris
centre Gail-Montparnasse - Tél. 260.66.07

à Boulogne

Semhat Tourisme
1, av. André Morlet 92100 Boulogne
métro Marcel Sembat - Tél. 609.91.96

sur vols **AIR FRANCE** Lb. A870-634

Voyage Culturel L'EGYPTE MILLENAIRE

du 27 AVRIL au 11 MAI 78

avec Madame Claudine DELBIENNE, ancienne élève de l'École du Louvre, diplômée de l'École des Langues Orientales Anciennes de l'Institut Catholique de Paris.

Renseignements et inscriptions : **FRANCE VOYAGES**

79, rue Olivier de Serres 75015 PARIS
Tél. 828.40.00 - Poste 485

Mer de Java

Croisière de 7.400 F à 12.600 F

• Bali • Java • Malaisie • Singapour

de Paris à Paris avion + croisière + séjour 18 ou 25 jours

Jet tours à Montparnasse

Gemini Voyages
80, av. du Maine 75014 Paris
centre Gail-Montparnasse
Tél. 260.66.07

à Boulogne

Semhat Tourisme
1, av. André Morlet 92100 Boulogne
métro Marcel Sembat
Tél. 609.91.96

sur vols **AIR FRANCE**

JAPON

Un autre monde à découvrir



Pour toute documentation, envoyez ce bon à
L'OFFICE NATIONAL DU TOURISME JAPONAIS
4-8, rue Sainte-Anne (angle de l'avenue de l'Opéra)
75001 PARIS - Tél. : 296.20.29

Nom : _____
Adresse : _____

JURA SKI DE FOND

Séjours et Raids d'1 semaine
Guide Européenne du Raid
15, Quai de Conti, Paris 6e

033 52 53

ASIE

Centre d'Information
Touristique

L'ASIE A LA CARTE

Exemples de prix

BANGKOK... 3.250 F

HONGKONG... 4.850 F

BALI... 4.150 F

DELHI... 3.250 F

COLOMBO... 2.950 F

TOKYO... 4.915 F

PACIFIC HOLIDAYS

163, avenue du Maréchal

Tél. : 539.37.36

75014 PARIS

Veillez m'adresser la brochure

L'ASIE à la carte

à M. _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Joindre 3 francs en timbres pour

trains d'envoi

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

CANNES (06400)

LE SAINT-YVES... NN, 48, bd d'Al-

pesse, jard., part., prox. tennis club,

pièces et croisées. Tél. : 38-65-20

MENTON (06500)

HOTEL DU PARC... NN, Près mer et

casino, plein centre. Park. Gr. parc

Montagne

MEGEVE

L'ADRETT... NN

Hôtel-Restaurant. Une petite maison

confortable et chaleureuse. Proprié-

taire : Nicole COZZI. Tél. : (50) 21-16-35

Allemagne

FRANKFURT

PARHOTEL 1^{re} classe, centre, près

gare centrale. 47 Wiesendammplatz

28 a. Tél. : 1932/11/22371 TX 04-12804

Suisse

AROSA

HOTEL VALSANA, 1^{re} caté. Piscine

couverte. Offre la certitude de skier

jusqu'à fin avril. Tél. 7422.

CH 1938 CHAMPEX LAC Valais

Portail ski de fond « avec le patron »

8000 du Glacier, tél. 1941/29/4 12 07

Pension complète 7 jours 500 F, p.p.

selon 800 F.P. (accompagnement ski

demi-journées compris).

Trois cents millions de touristes et quelques chiffres

M EME les banquiers qui ont l'habitude de jongler avec les chiffres, les ratios et les pourcentages ont du mal à cerner le phénomène économique du tourisme. A preuve, un article paru dans le numéro 19 de la revue « Eurocoopération », éditée conjointement par Banco di Roma, Banco Hispano Americano, Cominterbank et Crédit lyonnais.

Rédigé par M. Gianfranco Girella et intitulé « L'importance du phénomène touristique en tant que facteur économique en Europe », cette étude constate, bien évidemment, l'importance du phénomène puisque 220 millions de touristes étrangers ont séjourné en 1976, dans les pays de l'O.C.D.E., des revenus approchant 37 milliards de dollars, dont plus de 28 milliards pour la seule Europe occidentale.

Avec 4,8 milliards de dollars, les Etats-Unis sont arrivés, en 1976, en tête des pays recevant des ressources touristiques, devant la France (3,44 milliards) et l'Espagne (3,40 milliards). En revanche, la République fédérale d'Allemagne est le premier pays dépenser en matière de tourisme (8,5 milliards de dollars), devant les Etats-Unis (6,4 milliards) et la France (3,08 milliards).

Parmi les nombreux chiffres cités dans l'article, certains retiendront plus particulièrement l'attention et notamment ceux qui concernent le taux d'utilisation des différents modes de transports par les vacanciers : 82,7 % ont emprunté l'auto ou le car ; 10,1 % le chemin de fer ; 4,7 % l'avion ; 1,6 % le bateau ; 0,9 % d'autres moyens. C'est la Grande-Bretagne qui enregistre le séjour le plus long (quatorze jours) et l'Italie le plus court (six jours).

Quelle sera l'évolution du tourisme ? « Il apparaît nécessaire aujourd'hui de réviser certains pronostics très optimistes qui avaient été avancés, écrit l'auteur. On peut se demander si la croissance des revenus, particulièrement dans les pays industrialisés, continuera à être aussi rapide que dans le passé. On ne sait pas non plus quelle sera l'évolution ultérieure des coûts des transports. »

Une seule chose est certaine : le tourisme international se développera. Dans quelles proportions ? L'Association internationale des organismes de tourisme prévoyait une croissance de la dépense annuelle de 7,2 %. L'Institut Economist Intelligence Unit est arrivé à la conclusion que, d'ici à 1980, le tourisme international connaîtra vraisemblablement une croissance supérieure à celle qu'il a connue entre 1965 et 1975 et s'accroîtra légèrement au cours des cinq années suivantes.

Pour faire face à cet essor, faudra-t-il créer, dans le monde entier, vingt à trente millions d'emplois nouveaux au cours des dix prochaines années, comme le pense l'Organisation internationale du travail ? M. Girella reste prudent, car les méthodes prévisionnelles en vigueur ne sont pas assez « fines ». Elles se basent « sur des données globales, revenu national, nombre de postes de téléphones, d'automobiles, de téléphones dans chaque pays ». Même avec des données complémentaires, les résultats ne peuvent pas être scientifiques : trois cents millions de touristes constituent un groupe trop important pour être homogène.

La Fédération estime, dans un communiqué, qu'elle a obtenu satisfaction sur deux points : les tarifs de l'année 1978 feront l'objet d'une concertation avec le ministre de l'Economie et des Finances, et l'application des nouvelles normes est reportée à une date ultérieure.

Dans ce contexte morose, la publication par l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie d'un compte rendu sur la gestion d'un terrain de camping semble particulièrement bien venue (1).

Le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) publie un rapport sur le camping-caravaning. Il représente 23,5 % des journées de vacances des Français et concerne 6 100 terrains totalisant

Vent de fronde dans les camps de toile

UNE délégation de la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air vient de se plaindre auprès du secrétariat d'Etat au tourisme des tarifs trop peu rémunérateurs qui sont imposés aux propriétaires et aux gestionnaires des campings-caravanings.

Is ont notamment fait valoir que l'augmentation annuelle de leurs prix n'a pas dépassé 7 % depuis 1972, alors que leurs charges d'exploitation croissent, selon eux, de 10 % à 12 % chaque année. Ils ont affirmé que ce déséquilibre budgétaire les empêchait de réaliser les investissements nécessaires pour rendre leurs terrains conformes aux nouvelles normes de classement décidées en juin 1976.

La Fédération estime, dans un communiqué, qu'elle a obtenu satisfaction sur deux points : les tarifs de l'année 1978 feront l'objet d'une concertation avec le ministre de l'Economie et des Finances, et l'application des nouvelles normes est reportée à une date ultérieure.

Dans ce contexte morose, la publication par l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie d'un compte rendu sur la gestion d'un terrain de camping semble particulièrement bien venue (1).

Le Centre d'étude du commerce et de la distribution (CECOD) publie un rapport sur le camping-caravaning. Il représente 23,5 % des journées de vacances des Français et concerne 6 100 terrains totalisant

1 620 000 places ; pour 55 % des terrains appartenant à des personnes privées ; pour 35 % à des municipalités, et pour 10 % à des associations. Le VII^e Plan a prévu de construire 750 000 places supplémentaires, effort qui requiert une superficie de 2 500 hectares.

Chiffres, exemples et études de cas — parfois contradictoires, puisqu'il s'agit du compte rendu d'un débat — abondent tout au long de cette brochure dont voici les titres de chapitre : le marché actuel et les orientations du camping-caravaning ; le financement et la gestion d'un terrain ; les aménagements et leur coût ; les commerces et services annexes ; facteurs de rentabilité ; l'animation et l'accueil ; facteurs de coût ou de rentabilité ?

De ces journées du CECOD, on peut tirer trois conclusions : l'exploitation de commerces annexes accroît la rentabilité des terrains ; indirectement et à long terme, l'animation des camps s'avère profitable ; le camping-caravaning reste un secteur trop peu étudié. — A. F.

(1) 136 pages, 19 F. CECOD, Service hôtelier - tourisme, 2, place de la Bourse, 75003 Paris. Tél. : 223-21-21.

● L'Amérique sur des îles isolées. — La compagnie islandaise Loftleidir Icelandic vient de publier les tarifs qu'elle compte appliquer sur ses lignes transatlantiques, du 15 juin au 14 septembre : l'aller et retour Luxembourg-New-York pour 2 195 F ; l'aller et retour Luxembourg-Chicago pour 2 395 F. Ces tarifs « haute saison » sont d'environ 10 % inférieurs à ceux pratiqués par Loftleidir Icelandic, l'été dernier. La compagnie islandaise donne l'assurance aux passagers qui auront acheté leur billet avant le 1^{er} avril qu'aucune augmentation éventuelle ne leur sera appliquée pour la période de « haute saison ».

Un pédalier sur le tour du monde

(Suite de la page 15.)

Avec son dernier sou, il achète le billet d'avion pour Papéete. A l'arrivée, pas de collier de fleurs, mais confiscation du passeport : il n'a ni billet de retour ni caution. Alors on lance un appel par Radio-Tahiti : Hachette-Pacifique lui procure le travail pour un an. Le 9 juillet 1976, il fait ses adieux et prend la direction de Los Angeles.

C'est la ville anonyme, l'absence de pitons, l'impossibilité de demander son chemin. La TV américaine s'intéresse à lui ; on a en projet un feuilleton sur le vélo. En attendant, il est invité à déjeuner par le Club des aventuriers avant de réussir — exploit unique — la traversée en solitaire du désert de la Mort. Et ce n'est pas fini ! Il y a encore le grand canyon du Colorado et le Painted Desert : 12 litres d'eau par jour, des épines de cactus, des crevaissons, des réparations.

Au Mexique, ça débute mal : éclatement d'un pneu, dépannage à condition d'accorder un entretien au quotidien local. L'Amérique s'intéresse à lui ; on a en projet un feuilleton sur le vélo. En attendant, il est invité à déjeuner par le Club des aventuriers avant de réussir — exploit unique — la traversée en solitaire du désert de la Mort. Et ce n'est pas fini ! Il y a encore le grand canyon du Colorado et le Painted Desert : 12 litres d'eau par jour, des épines de cactus, des crevaissons, des réparations.

Au Mexique, ça débute mal : éclatement d'un pneu, dépannage à condition d'accorder un entretien au quotidien local. L'Amérique s'intéresse à lui ; on a en projet un feuilleton sur le vélo. En attendant, il est invité à déjeuner par le Club des aventuriers avant de réussir — exploit unique — la traversée en solitaire du désert de la Mort. Et ce n'est pas fini ! Il y a encore le grand canyon du Colorado et le Painted Desert : 12 litres d'eau par jour, des épines de cactus, des crevaissons, des réparations.

francise lui demande dix-sept conférences en attendant que puent neufs expédiés de Paris. Il faut grimper 24 kilomètres en posant le vélo. Plus tard, il a droit à un cyclone, des boas des deux côtés de la route, au réveil, la nuit, par des fourmis rouges sur tout le corps. Une autre fois, Joël dormira chez une famille de paysans pauvres, à même le sol, au milieu de trois jeunes filles. Au San-Salvador, il aura droit pour de bon à un début d'aventure...

Sur les doigts de la main

Risques politiques, douaniers et policiers soupçonneux, animaux sauvages, brigands, intempéries, pistes impraticables, panées, dysenterie, soit, nuits de veille la machette sur le ventre, insuffisance d'entraînement physique, manque d'argent... On comprend que les Français qui ont réussi le tour du monde à vélo se comptent sur les doigts de la main. Aujourd'hui, notre héros est retourné à son usine, sans chercher à exploiter, avec une firme de cyclisme, un magazine, un périple de 67 618 kilomètres, dont 24 715 kilomètres à vélo et 1 506 kilomètres à pied.

Et dire que dans le brouhaha de l'actualité on avait failli oublier Joël !

MICHEL DELORE.

LOCATION CHAINES A NEIGE

AUTO ACCESSOIRES

1978 L'ANNÉE CORBIÈRES

Née d'une région privilégiée par son soleil, les crus Corbières de la table. Un privilège à la portée de tous puisque Corbières, tous les jours et Corbières des grands jours supportent facilement la porte quel autre grand vin. C'est normal, ici on ne facture pas les heures de soleil, pourtant seule grande réserve des grands vins de France, si recherchée ailleurs, fait partie du quotidien des Corbières. Aujourd'hui, les derniers l'ont fait le plus naturellement du monde dans chaque de leurs bouteilles, avec, en plus, un arrière-goût de vins de France, d'un passé prestigieux. Les Corbières, pays de grands vins, offrent ainsi un cadre idéal de vacances où quel que soit le climat, les plus belles plages les plus belles.

SYNDICAT DU CRU CORBIÈRES
11200 LEXIGNAN CORBIÈRES
Tél. : (65) 27-44-34.

VACANCES D'AVENTURES POUR LES JEUNES DE 9 A 18 ANS

De nouvelles et passionnantes aventures attendent les jeunes vacanciers au centre AVENTURES PLEIN AIR dans le climat méditerranéen de l'Ardèche et de la Côte d'Azur.

Pour brochure, adresses à : AVENTURES PLEIN AIR, Dept IG, Domaine de Segrais, 07 VAGNAN (Ardèche, FRANCE). Tél. : Vagnan 17.

en toute saison, la ROUMANIE vous attend.

Pour vos vacances, vous avez le choix. A tout âge et pour tous les budgets, individuellement ou en groupe, partez à la rencontre d'un peuple latin gai et hospitalier.

- Plages enssoleillées de la Mer Noire : 1 semaine, à partir de... 1280 F ; 2 semaines + la 3^e gratuite, à partir de... 1760 F
- Séjours-santé à Bucarest, à la mer ou à la montagne : 14 jours (cure de géothermie comprise), à partir de... 2780 F
- Circuits dans des sites enchanteurs (Delta du Danube, Carpates, Monastères, etc.), à la découverte d'un folklore authentique : 1 semaine (voyage non compris), à partir de... 635 F
- Linéaires au volant de votre voiture, avec 5 litres d'essence gratuits : coupons-tour, à partir de... 67 F
- Coupons-camping-caravaning, à partir de... 37 F

Vol direct au départ de Paris et des principales villes de province. Inscriptions dans toutes les agences de voyages. Renseignements : OFFICE DU TOURISME ROUMAIN et Cie Aérienne JAPON, 38, avenue de l'Opéra - 75002 PARIS. Tél. : 073.79.08.

DOCUMENTATION "Vacances en Roumanie" à adresser à M. _____ Adresse : _____

7 jours des Fr. 850.-

Accordez-vous 7 jours de neige et de plaisir

Changement de décor tout compris dans le paradis d'hiver-entre-blanche. Séjour au Park Hotel, l'hôtel des possibilités qu'on aime.

PARK HOTEL WALDHAUS
Films
CH-7018 Films-Waldhaus
Tél. 1941/61/39.11.81

AMÉRIQUE

VOYAGES
Centre d'Information
Touristique

Exemples de charters
Aller-retour, à partir de

NEW YORK... 1.500 F
MONTREAL... 1.500 F
LOS ANGELES... 2.680 F
MEXICO... 2.850 F
LIMA... 2.575 F

PACIFIC HOLIDAYS

Galerie marchande

28, av. Gai-Lecterc

Tél. : 539.46.71

75014 PARIS

Veillez m'envoyer vos brochures

Chartes Amérique

Voyages à la carte

U.S.A.-Canada

Amérique latine

à M. _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

GENÈVE • Centre de Tourisme, de Congrès et d'Études

HOTEL
INTERCONTINENTAL
GENÈVE

l'Hôtel de prestige

international

Tél. : 1941/22/346091

adler
joailliers

GENÈVE

19, passage Malbuisson

et Galerie Centrale, 62, r. du Rhône

Tél. 1941/22/71821

ATRENIEN ISTANBUL

CREDIT LYONNAIS

GENÈVE et ZURICH

depuis 100 ans

en Suisse

Toutes opérations

de commerce international

PRÉPARATION AU
BACCALAURÉAT FRANÇAIS
BACCALAURÉAT INTERNATIONAL
(Excellents résultats aux examens)

FONDATION DE L'ÉCOLE
INTERNATIONALE DE GENÈVE

Informations : _____

Secrétariat aux admissions

62, route de Chêne, 1205 GENÈVE

Tél. 1941/22/67139

مكتبة الأصل

Animaux

Vie de chien pour l'éléphant

PARMI les espèces animales en voie de disparition, l'éléphant d'Afrique constitue un cas particulier, dont les spécialistes et les organismes internationaux se préoccupent de plus en plus.

L'effectif total des sujets — d'un demi-million à un million et demi selon les estimations — est encore important, et l'éléphant est même trop abondant en certains endroits. Pourtant, son avenir est sombre.

Au cours des dernières décennies, l'éléphant a été traqué par les chasseurs, les braconniers, les trafiquants d'ivoire, les cultivateurs, dont il dévaste les récoltes. Son milieu naturel a rasé devant les constructions et les cultures.

Le résultat est que la majeure partie des éléphants ont trouvé refuge dans les parcs nationaux et les réserves. Malheureusement, aucun des parcs n'est assez vaste pour supporter les exigences alimentaires des éléphants, et leurs limites ne coïncident pas avec les migrations traditionnelles de ceux-ci.

Si les éléphants restent dans

les parcs, ils les dévastent, d'autant plus qu'ils gaspillent beaucoup. S'ils en sortent, ils se font tuer.

Alors, où est la solution ? Dans certaines régions d'Afrique ont été entreprises des opérations de « démination » des éléphants : jusqu'à deux mille ont été abattus dans un seul parc. Au Rwanda, les éléphants furent accablés un par un à des hélicoptères qui les transportaient dans un endroit où ils étaient plus rares. Parfois, des battues à blanc peuvent suffire pour les disperser. Il arrive que la réintroduction des éléphants diminue naturellement, sous l'effet de l'instabilité psychologique due à la surpopulation.

Le trafic de l'ivoire

Mais surtout, des zoologistes (1) pensent aujourd'hui que la meilleure solution peut être de laisser les éléphants détruire arbres et broussailles. Quand ceux-ci ont disparu, laissant la place à une savane à pâturages, ils s'en vont. Buffles, zèbres, antilopes, bétail domestique, occupent alors la région.

Les pâturages brûlent tous les ans, ce qui empêche la repousse des arbres. Cependant, les herbivores, à force de brouter, provoquent l'apparition de plaques de terre nue, où le feu ne prend plus mais où les arbres peuvent pousser. Le milieu redevient favorable aux éléphants qui y reviennent. Un tel cycle s'étale sur des dizaines d'années.

Le problème des éléphants est rendu encore plus dramatique par l'accroissement du trafic de l'ivoire, dont le prix a décollé au

cours des dernières années. De cent mille à quatre cent mille éléphants africains seraient tués chaque année pour leur ivoire.

L'importateur le plus important est Hongkong : en 1976, l'Asie y a consommé 710 tonnes d'ivoire, ce qui correspond à plus de cinquante mille éléphants. Les autres gros importateurs sont le Japon, la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Europe et les Etats-Unis. Et déjà dans les aéroports africains sont en vente des milliers de bibelots en ivoire.

En Sénégal, des caravanes de braconniers équipés d'armes de guerre tentent de pénétrer dans les parcs nationaux pour tuer les éléphants. Les gardes leur livrent bataille au cours d'affrontements qui font parfois des morts.

Au Kenya, où toute chasse est désormais interdite, les autorités sont désemparées à lutter contre le trafic de l'ivoire et des autres trophées, y compris les trophées en poils d'éléphant.

Quant à l'éléphant d'Asie, sa situation devient également précaire, en raison de la pression humaine et de la destruction des forêts du Sud-Est asiatique.

JEAN-JACQUES BARLOY.

• Pire, le « journal » des jeunes et de la nature, vient de devenir hebdomadaire. Il fait une grande place aux animaux. Après une plaquette bien documentée sur les phoques, il publie cette semaine une bande dessinée sur la rage et un article sur les origines du chien.

• Une très curieuse concentration d'écureuils vient d'être signalée dans les forêts de l'Oise. Ils sont rassemblés près d'une route, certains paraissent affaiblis. Un tel phénomène avait déjà été observé les années passées ; très rare dans nos régions, il n'a pas reçu d'explication satisfaisante.

(1) Voir le livre de J. et C. Douglas-Hamilton les éléphants et nous (Stock).

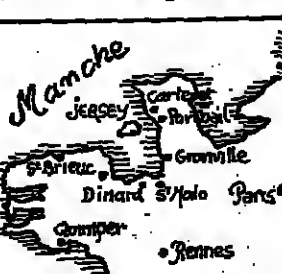
J'aime Jersey... Comme nous, vous n'échapperez pas au « coup de cœur » pour cette petite île de 20 km sur 10 km, petit Etat indépendant rattaché à la Couronne d'Angleterre et arboré à 20 km seulement des côtes de France. Ensoleillement remarquable, fleurs à profusion, immenses plages de sable fin, hautes falaises couvertes de bruyère, campagne ravissante, petits ports de pêche... Les hôtels de très grande classe voisinent avec de charmantes petites pensions... Et dans la capitale Saint-Hélier un shopping « free of taxes » à faire rêver. Jersey vous attend dès demain. Tout y est doux : la nature, les gens... et les prix.

au printemps



Jersey est présent, stand 1129, à la 3^e Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages. 10-19 février Centre International de Paris. Porte Maillot.

Consultez votre Agence de Voyages.



Jersey par avion : Paris, grandes villes de l'Ouest. Par bateau : par hydrogénérateur : Saint-Malo, Cherbourg, Portbail, Granville.

Pour recevoir une documentation en couleur, avec la gentillesse de retourner ce coupon à l'Office National du Tourisme, Service France L.M.I. Jersey (115 Anglo-Normandes).

NOM _____
ADRESSE _____
L.M.I.

Une carte à la hausse

UN de ces décrets à couper l'appétit, moderne et moderne, un service à la mode (vous savez bien, « l'île » disent « la chinoise » parce que le repas consiste en une succession de bouchées d'un peu de tout, échantillonnage des élucubrations du cuisinier). Bon ! Le premier plat, de Jougnot, était excellent, au dîner. Le second, des nouilles d'agneau, particulièrement raté. Mes compagnons, eux, pignolaient les mignardises, tout heureux de cette cuisine nouvelle qui sentait à M. Pangand un 15 sur 20 et deux toques rouges au Gault-Millau. Cuisine d'apparat, qu'on a vu, des relents mal digérés de celle des Troisgros, mais, surtout, la malsaine toujours ressentie dans les restaurants qui refusent d'être des salles à manger.

Alors je me suis allé me reposer dans une vraie salle à manger, celle du Petit Coin de la Bourne.

avec son escalier obsolète (comme celui, naguère, et admirablement démolé de la Chope Danton), ses tables banales, ses gâteaux en rondins. Et la cuisine de Girard ! Trépidant, inquiet, hirsute même, ce petit homme étonnant prend la cuisine à bras le corps et, comme Dumas à l'histoire, il lui fait de beaux enfants. Après quoi, modeste, il apparaît furtivement dans la salle.

Remarque que lui aussi a 15 sur 20 et deux toques rouges. Et qu'il sait préparer le poisson en terrine ou en trufte (pour l'heure, sinon la vie et arbitrairement) les potages et la truffe. Mais il m'impose aussi une bouillabaisse de lapin, propose l'andouillette à l'ail et le choucroute de la plus agréable et casuelle façon la gelée de garniture.

Les « bourgeois » aiment y retourner, à la carte, les bonhommes, viandes rouges de l'appétit, la

Plaisirs de la table

côte de bœuf qui ose dire son nom et le choucroute qui annonce sa couleur. Mais Girard, qui a les pieds sur le terreau, n'en a pas pour cela l'enchâssant périgourdin, la choucroute nantaise (au beurre blanc) qui n'est pas de la nouvelle cuisine, mais une retrouvaille, et le gâteau de foies blanches.

Deux styles ? Peut-être... Et je laisse à chacun le goût de son choix. Mais, de grâce, qu'on ne me parle pas de la querelle des Anciens et des Modernes. Car il n'y a rien d'ancien dans l'enthousiasme de Girard et l'éternel de sa cuisine. Alors que le « genre » Pangand est, déjà, vieux !

LA REYNIERE.

* Gérard Pangand : 154, rue Montmartre (2^e), tél. : 261-30-07. Le Petit Coin de la Bourne : 16, rue Feytaud (2^e), tél. : 508-00-08.

Cette rubrique est libre de toute publicité.

« MES » GRANDS LE RÉGENCE-PLAZA : quel cadre !

F AUT-IL d'abord préciser le sens, ici, du mot « grand » ? Un des restaurants les plus élégants, dans un cadre des plus riches (avec ce patio peut-être encore plus beau l'hiver, Minami et d'été, décor panaméricain inégalable), de Paris. Cela compte.

Le Michelin fut, donne cinq fourchettes rouges, le Kibbe un coq rouge catégorie trois. C'est tout dire. Mais Michelin ajoute « deux étoiles » et Gault et Millau, particulièrement incompétents, une toque noire et 15/20. Avec ce, le titre d'accompagnement cette phrase curieuse : « En fait, dans le patio, la cuisine n'a guère d'importance ! »

Pour moi, elle en a. Et si certes, la carte est trop encombrée de plats dépeçés (filets de sole Caprice, suprême de barbe d'égout, homard Thermidor, coque d'œuf, etc.), que l'imagination d'ailleurs, hélas ! cela tient sans doute à la climatisation cosmopolite du lieu.

Mais de moins cette carte (trop chargée de plats, certes, mais peut-être pour les mêmes raisons) a-t-elle de séduisants traits, des promesses savoureuses,

comme le soufflé de homard, ou le vol-au-vent de saint-jacques au cresson, le canard sauvage au citron, la sauté d'agneau à l'indienne, des filets de turbot traités aux concombrs. Sans compter les bûches de saumon (les agnes à cheval des Britanniques, rare sur nos cartes parisiennes et non négligeables), la classique mais intéressante mince grill, un bœuf froid que je ne trouve qu'ici et au « Fourquet », un beau choix de légumes. La carte des vins est évidemment remarquable. Le service parvenu au sommet de Roland, le directeur, à la fois discret, distingué, amical et spirituel.

Alors, pourquoi ne « Régence Plaza », parce qu'il est restaurant d'hôtel, ne compterait-il pas dans les grands ? Il y manque, soyons francs, un peu de panache. Mais ce dépaysement lui-même n'est pas sans charme ; on ne vient pas ici pour être vu et de rester la magnifique décoration, florale, les lambris dorés, le patio enchâssé au milieu des palmiers. — L. R.

* Régence Plaza, 25, Avenue Montaigne, 8. Tél. : 390-05-33.

Le Monde
Service des Abonnements
2 rue des Italiens
75001 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 215 F 305 F 405 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
265 F 365 F 515 F 705 F

ÉTRANGER
(par mandat)
I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
165 F 265 F 365 F 515 F

II. - TUNISIE
185 F 285 F 385 F 535 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) recevront bien sûr leur journal à leur domicile.

Changement d'adresse, notification au service des abonnements (à l'adresse ci-dessus) ou au service client (à l'adresse ci-dessus) sont « invités » à remplir leur demande de changement au moins avant leur départ.

Joindre, la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les mandats en espèces d'indemnité.

Rive gauche

LE PETIT ZINC
SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTES LES JOURS
25, rue de Valenciennes - Paris 6

LE FURSTENBERG
SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTES LES JOURS
25, rue de Valenciennes - Paris 6

Le Miniche
SAINT-GERMAIN DES PRÉS TOUTES LES JOURS
25, rue de Valenciennes - Paris 6

Restaurant LA MARMITE
130, r. du Théâtre 75015 Paris
Viandes grillées au feu de bois
Brochettes de Charolais
Paré aux cèpes
Paré grillé au Roquefort
Brochettes de gigot
515-15-02

VAGENENDE
A la Belle Époque
jusqu'à 2 heures de nuit
Cuisine française à l'ancienne
tours, rôtis, légumes, salades, desserts
chocolats, pot au feu
les soupers dans
le cadre original 1900
le plus beau de Paris
12, M. SAINT-GERMAIN 1^{er} - 202-40-41
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

Rive droite

MARIUS et JANETTE
TOUTS LES FRUITS DE MER
et toutes les spécialités provençales
4, r. de la Vierge - ELY. 71-15, BAL. 34-37

Dessirier
MAÎTRE-ÉCILLER RESTAURATEUR
7, place Fauriel - Paris 17^e - 754-14-14

BRASSERIE DE L'EST (FACE GARE DE L'EST)
Sa FABULEUSE CHOUCROUTE
La DÉLICIEUSE JARRET DE PORC - CONFIT D'ŒUF POMMES SAUTÉES
CHAMPIGNONS FAITES PAR LA MAISON - VINS D'ALSACE
KANTERBRAU
2 rue de la Harpe 1045 - 10^e - 697.80.34 - 95.50 du MATIN à 23h du MATIN

FLUBERGE DU CLOU
faucilles d'huîtres
au beurre de homard
dégustation chaudière du côté
croquet de viande aux oignons
38, AV. TROUVARRE (Tél. 876.22.48)
Fermé samedi midi et dimanche

YVONNE 13, rue Bassano 720-98-13
La vieille cuisine française
Cœur de la cuisine - Cuisine d'inspiration
En Vins d'Alsace
Fermé mardi, jeudi et samedi - Div. d'été

Les 5 de la Village
du 92 au 92 bis rue Jean Jaurès
AU PETIT NORMAND
208 MONTMARTRE - 2^e arr. - Paris
FERME DE LA VILLETTE
607.50.17, dimanche
AU Bœuf Couronné
607.50.17, dimanche
DAGORNO
607.50.17, dimanche
AU COCHON D'OR
607.50.17, dimanche
LA MER
607.50.17, dimanche
PARIS 12^e arr. - 12^e arr. - Paris

Julien
16, rue de la Fg-Saint-Denis Paris 10^e
Réservation 770 12 06
tous les jours jusqu'à 1h30, fermé le dimanche

TERMINUS NORD
824.48.72

SON BANC D'HUÎTRES
23, rue de Valenciennes
face Gare du Nord
tous les jours

LEBISTRO
3, rue de Castiglione - Paris 1^{er}
Tél. : 260.37.00 poste 309

SON BANC D'HUÎTRES
52, rue de la Fg-Saint-Denis - 770-13-09 (r. d'été)

Environs de Paris

92100 BOULOGNE
LA PETITE
AUBERGE
FRANC COMTOISE
30000 TROUVARRE
"Couronne Gourmande"
68, Av. J. CLOUET - Tél. 805.6719
Porte de la Chapelle - 10^e arr. - Paris

LE COQ DE LA MAISON BLANCHE
OUVERT TOUTE LA SEMAINE
Salons de 10 à 120 personnes

37, boulevard Jean-Jaures
93100 SAINT-OUEN
Tél. : 354-01-23 et 078-67-53

Jeux

échecs N° 748

DANS
LA GUEULE
DU LOUPBlancs : L. VADAS
Noirs : F. LUKACS
(Tournoi de Budapest,
décembre 1977).
Début anglais.

1. c4 Cxh5 Cx7+ (1) R47
2. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
3. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
4. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
5. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
6. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
7. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
8. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
9. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
10. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
11. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
12. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
13. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
14. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
15. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
16. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
17. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
18. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
19. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
20. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
21. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
22. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
23. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
24. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
25. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
26. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
27. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
28. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
29. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
30. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
31. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
32. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
33. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
34. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
35. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
36. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
37. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
38. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
39. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
40. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
41. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
42. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
43. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
44. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
45. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
46. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
47. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
48. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
49. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
50. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
51. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
52. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
53. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
54. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
55. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
56. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
57. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
58. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
59. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
60. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
61. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
62. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
63. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
64. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
65. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
66. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
67. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
68. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
69. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
70. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
71. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
72. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
73. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
74. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
75. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
76. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
77. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
78. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
79. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
80. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
81. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
82. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
83. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
84. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
85. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
86. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
87. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
88. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
89. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
90. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
91. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
92. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
93. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
94. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
95. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
96. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
97. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
98. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
99. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+
100. Cc3 Cxh5 Cx4+ h5+

NOTES
c) On bien s. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847. 848. 849. 850. 851. 852. 853. 854. 855. 856. 857. 858. 859. 860. 861. 862. 863. 864. 865. 866. 867. 868. 869. 870. 871. 872. 873. 874. 875. 876. 877. 878. 879. 880. 881. 882. 883. 884. 885. 886. 887. 888. 889. 890. 891. 892. 893. 894. 895. 896. 897. 898. 899. 900. 901. 902. 903. 904. 905. 906. 907. 908. 909. 910. 911. 912. 913. 914. 915. 916. 917. 918. 919. 920. 921. 922. 923. 924. 925. 926. 927. 928. 929. 930. 931. 932. 933. 934. 935. 936. 937. 938. 939. 940. 941. 942. 943. 944. 945. 946. 947. 948. 949. 950. 951. 952. 953. 954. 955. 956. 957. 958. 959. 960. 961. 962. 963. 964. 965. 966. 967. 968. 969. 970. 971. 972. 973. 974. 975. 976. 977. 978. 979. 980. 981. 982. 983. 984. 985. 986. 987. 988. 989. 990. 991. 992. 993. 994. 995. 996. 997. 998. 999. 1000. 1001. 1002. 1003. 1004. 1005. 1006. 1007. 1008. 1009. 1010. 1011. 1012. 1013. 1014. 1015. 1016. 1017. 1018. 1019. 1020. 1021. 1022. 1023. 1024. 1025. 1026. 1027. 1028. 1029. 1030. 1031. 1032. 1033. 1034. 1035. 1036. 1037. 1038. 1039. 1040. 1041. 1042. 1043. 1044. 1045. 1046. 1047. 1048. 1049. 1050. 1051. 1052. 1053. 1054. 1055. 1056. 1057. 1058. 1059. 1060. 1061. 1062. 1063. 1064. 1065. 1066. 1067. 1068. 1069. 1070. 1071. 1072. 1073. 1074. 1075. 1076. 1077. 1078. 1079. 1080. 1081. 1082. 1083. 1084. 1085. 1086. 1087. 1088. 1089. 1090. 1091. 1092. 1093. 1094. 1095. 1096. 1097. 1098. 1099. 1100. 1101. 1102. 1103. 1104. 1105. 1106. 1107. 1108. 1109. 1110. 1111. 1112. 1113. 1114. 1115. 1116. 1117. 1118. 1119. 1120. 1121. 1122. 1123. 1124. 1125. 1126. 1127. 1128. 1129. 1130. 1131. 1132. 1133. 1134. 1135. 1136. 1137. 1138. 1139. 1140. 1141. 1142. 1143. 1144. 1145. 1146. 1147. 1148. 1149. 1150. 1151. 1152. 1153. 1154. 1155. 1156. 1157. 1158. 1159. 1160. 1161. 1162. 1163. 1164. 1165. 1166. 1167. 1168. 1169. 1170. 1171. 1172. 1173. 1174. 1175. 1176. 1177. 1178. 1179. 1180. 1181. 1182. 1183. 1184. 1185. 1186. 1187. 1188. 1189. 1190. 1191. 1192. 1193. 1194. 1195. 1196. 1197. 1198. 1199. 1200. 1201. 1202. 1203. 1204. 1205. 1206. 1207. 1208. 1209. 1210. 1211. 1212. 1213. 1214. 1215. 1216. 1217. 1218. 1219. 1220. 1221. 1222. 1223. 1224. 1225. 1226. 1227. 1228. 1229. 1230. 1231. 1232. 1233. 1234. 1235. 1236. 1237. 1238. 1239. 1240. 1241. 1242. 1243. 1244. 1245. 1246. 1247. 1248. 1249. 1250. 1251. 1252. 1253. 1254. 1255. 1256. 1257. 1258. 1259. 1260. 1261. 1262. 1263. 1264. 1265. 1266. 1267. 1268. 1269. 1270. 1271. 1272. 1273. 1274. 1275. 1276. 1277. 1278. 1279. 1280. 1281. 1282. 1283. 1284. 1285. 1286. 1287. 1288. 1289. 1290. 1291. 1292. 1293. 1294. 1295. 1296. 1297. 1298. 1299. 1300. 1301. 1302. 1303. 1304. 1305. 1306. 1307. 1308. 1309. 1310. 1311. 1312. 1313. 1314. 1315. 1316. 1317. 1318. 1319. 1320. 1321. 1322. 1323. 1324. 1325. 1326. 1327. 1328. 1329. 1330. 1331. 1332. 1333. 1334. 1335. 1336. 1337. 1338. 1339. 1340. 1341. 1342. 1343. 1344. 1345. 1346. 1347. 1348. 1349. 1350. 1351. 1352. 1353. 1354. 1355. 1356. 1357. 1358. 1359. 1360. 1361. 1362. 1363. 1364. 1365. 1366. 1367. 1368. 1369. 1370. 1371. 1372. 1373. 1374. 1375. 1376. 1377. 1378. 1379. 1380. 1381. 1382. 1383. 1384. 1385. 1386. 1387. 1388. 1389. 1390. 1391. 1392. 1393. 1394. 1395. 1396. 1397. 1398. 1399. 1400. 1401. 1402. 1403. 1404. 1405. 1406. 1407. 1408. 1409. 1410. 1411. 1412. 1413. 1414. 1415. 1416. 1417. 1418. 1419. 1420. 1421. 1422. 1423. 1424. 1425. 1426. 1427. 1428. 1429. 1430. 1431. 1432. 1433. 1434. 1435. 1436. 1437. 1438. 1439. 1440. 1441. 1442. 1443. 1444. 1445. 1446. 1447. 1448. 1449. 1450. 1451. 1452. 1453. 1454. 1455. 1456. 1457. 1458. 1459. 1460. 1461. 1462. 1463. 1464. 1465. 1466. 1467. 1468. 1469. 1470. 1471. 1472. 1473. 1474. 1475. 1476. 1477. 1478. 1479. 1480. 1481. 1482. 1483. 1484. 1485. 1486. 1487. 1488. 1489. 1490. 1491. 1492. 1493. 1494. 1495. 1496. 1497. 1498. 1499. 1500. 1501. 1502. 1503. 1504. 1505. 1506. 1507. 1508. 1509. 1510. 1511. 1512. 1513. 1514. 1515. 1516. 1517. 1518. 1519. 1520. 1521. 1522. 1523. 1524. 1525. 1526. 1527. 1528. 1529. 1530. 1531. 1532. 1533. 1534. 1535. 1536. 1537. 1538. 1539. 1540. 1541. 1542. 1543. 1544. 1545. 1546. 1547. 1548. 1549. 1550. 1551. 1552. 1553. 1554. 1555. 1556. 1557. 1558. 1559. 1560. 1561. 1562. 1563. 1564. 1565. 1566. 1567. 1568. 1569. 1570. 1571. 1572. 1573. 1574. 1575. 1576. 1577. 1578. 1579. 1580. 1581. 1582. 1583. 1584. 1585. 1586. 1587. 1588. 1589. 1590. 1591. 1592. 1593. 1594. 1595. 1596. 1597. 1598. 1599. 1600. 1601. 1602. 1603. 1604. 1605. 1606. 1607. 1608. 1609. 1610. 1611. 1612. 1613. 1614. 1615. 1616. 1617. 1618. 1619. 1620. 1621. 1622. 1623. 1624. 1625. 1626. 1627. 1628. 1629. 1630. 1631. 1632. 1633. 1634. 1635. 1636. 1637. 1638. 1639. 1640. 1641. 1642. 1643. 1644. 1645. 1646. 1647. 1648. 1649. 1650. 1651. 1652. 1653. 1654. 1655. 1656. 1657. 1658. 1659. 1660. 1661. 1662. 1663. 1664. 1665. 1666. 1667. 1668. 1669. 1670. 1671. 1672. 1673. 1674. 1675. 1676. 1677. 1678. 1679. 1680. 1681. 1682. 1683. 1684. 1685. 1686. 1687. 1688. 1689. 1690. 1691. 1692. 1693. 1694. 1695. 1696. 1697. 1698. 1699. 1700. 1701. 1702. 1703. 1704. 1705. 1706. 1707. 1708. 1709. 1710. 1711. 1712. 1713. 1714. 1715. 1716. 1717. 1718. 1719. 1720. 1721. 1722. 1723. 1724. 1725. 1726. 1727. 1728. 1729. 1730. 1731. 1732. 1733. 1734. 1735. 1736. 1737. 1738. 1739. 1740. 1741. 1742. 1743. 1744. 1745. 1746. 1747. 1748. 1749. 1750. 1751. 1752. 1753. 1754. 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. 1760. 1761. 1762. 1763. 1764. 1765. 1766. 1767. 1768. 1769. 1770. 1771. 1772. 1773. 1774. 1775. 1776. 1777. 1778. 1779. 1780. 1781. 1782. 1783. 1784. 1785. 1786. 1787. 1788. 1789. 1790. 1791. 1792. 1793. 1794. 1795. 1796. 1797. 1798. 1799. 1800. 1801. 1802. 1803. 1804. 1805. 1806. 1807. 1808. 1809. 1810. 1811. 1812. 1813. 1814. 1815. 1816. 1817. 1818. 1819. 1820. 1821. 1822. 1823. 1824. 1825. 1826. 1827. 1828. 1829. 1830. 1831. 1832. 1833. 1834. 1835. 1836. 1837. 1838. 1839. 1840. 1841. 1842. 1843. 1844. 1845. 1846. 1847. 1848. 1849. 1850. 1851. 1852. 1853. 1854. 1855. 1856. 1857. 1858. 1859. 1860. 1861. 1862. 1863. 1864. 1865. 1866. 1867. 1868. 186

culture

Le Cinéma

Positif : un numéro spécial.

Positif, revue de cinéma, vient d'avoir vingt-cinq ans et célèbre cet anniversaire par la parution d'un numéro très spécial. Il est composé, en effet, de textes, de dessins, de notes, de croquis de cinéastes qui se succèdent dans l'ordre alphabétique. A la lettre « B », une surprise : Louis Brooks, l'actrice jamaïcaine de Positif (la seule femme au sommaire), explique, dans deux pages d'annexes inédites, pourquoi elle n'écrit jamais ses mémoires.

On regrettera que Luis Buñuel n'ait pas tourné le film conçu d'après La-bas, de Huysmans, et la lecture de l'important extrait du scénario écrit avec Jean-Claude Carrière. Et si l'ensemble du numéro éclaire les méthodes de tournage de Luis Buñuel, Vittorio Gassman, Elio Kazan, Joseph Losey, André Michalov, Konstantin, Marcel Ophüls, Sydney Pollack, Claude Sautet, Jerry Schatzberg, Michel Soutter, Bertrand Tavernier et autres, il faut accorder une importance particulière à l'extrait du journal d'Abraham Polonsky sur le manichisme, « Nuits blanches pendant la liste noire ».

Les photos de repérages pour Providence d'Alain Resnais sont les plus belles d'une illustration très soignée.

* Nos 200, 201, 202, 42 P.

Les « Cahiers » : un tournant.

Rien ne va plus, on repart de zéro, on repart : après la « grande » époque, celle des Cahiers à couverture jaunie, puis la période Filippacchi, la cinématèque croissante, l'après-Filippacchi, surmontée l'hypnose maïst, débouche aujourd'hui sur une nouvelle forme de méditation, par et pour exclusivement le cinéma, ou plutôt le cinématographe dans ses extensions multiples, et d'abord vidéo, télévision, cinéma, Jean-Pierre Boudria, l'animateur et constructeur de cinéma, entre au comité de direction de la revue et parle, dans une série d'interviews, des possibilités d'avenir. Armand Gatti évoque poétiquement son expérience de la vidéo vidéo. Sidney Sokolov, par delà son propre travail, remet en jeu le cinéma africain.

Un tournant qui s'annonce décisif, avec une équipe renforcée. La cinémathèque de la plus sévère la théorie de la pratique, comme déjà plusieurs réalisateurs de la revue dans leur enseignement, c'est en Jean-Pierre Boudria à Grenoble et à Paris.

* Le numéro : 15 F.

Court-métrage : une pétition.

Les réalisateurs de courts métrages attirent, dans un communiqué, l'attention sur les difficultés de production et de diffusion qu'ils connaissent, au sein du cinéma français. Ils réclament le rétablissement progressif, dans toutes les salles de cinéma, d'un court-métrage programme comprenant un court-métrage. Ils veulent obtenir des chaînes de télévision qu'elles créent une émission hebdomadaire consacrée au court-métrage à un horaire lui assurant une audience favorable. Il en existe une sur FR 3 qui a été supprimée. Une lettre demandant son rétablissement. Soumis à l'approbation des professionnels, il a déjà été signé par une centaine de personnalités du cinéma.

... Pour pleurer de rire

ROBERT CHAZAL FRANCE SOIR

PREPAREZ VOS MOUCHOIRS

Cinéma

LE DERNIER FILM DE MARTA MESZAROS

« ELLES DEUX », côte à côte

Ce sont les individus qui importent à la réalisatrice hongroise Marta Meszaros, ce qu'ils ont en eux et ce que l'on peut leur faire paraître. Ses premiers films étaient des documentaires ; aujourd'hui elle dit : « Je ne me sens pas le droit d'entrer dans la vie privée des gens, parce que je ne peux pas le changer. » Elle raconte donc des histoires, ordonne de travailler avec des comédiens, pour ce qu'elle appelle « un document, un message psychologique ».

Après Adoption, et Neuf mois, sort dans les salles Elles deux (qui est passé comme en vade-mecum au Festival de Paris). C'est un film controversé, notamment parce que certains trouvent que les hommes y sont détestables et que Marta Meszaros pourrait parler d'autre chose. Pourtant, il n'y a aucun manichisme dans Elles deux. Il n'y a pas deux femmes entièrement positives en face de deux méchants complétement négatifs. Tout dépend, il est vrai, de la façon dont le spectateur réagit à l'autoportrait, puisque l'un d'eux voit, ce qui le rend fou. C'est cependant le seul homme que la réalisatrice ait voulu sympathique.

Marta Meszaros même ses récits avec logique et calme. Dans chaque film, elle construit une évolution, sans jamais le brouiller : chaque fin éclaira les situations du début, mais il n'y a pas de dénouement. Au contraire, une complète liberté est laissée au spectateur pour l'interprétation d'une existence qui commence quand le personnage disparaît de l'écran. C'est comme si Marta Meszaros préparait les conditions de cette existence, en fournissant à la fois les armes et les faiblesses. Evolution d'un personnage, d'un autre avec ou contre lui, évolution d'une relation : Elles deux est plus complexe que Adoption ou Neuf mois, car l'évolution est double — les femmes entre elles, les femmes vis-à-vis des hommes.

Marta Meszaros même ses récits avec logique et calme.

CLAIRE DEVARIEUX.

* Voir les films nouveaux.

Notes

Expositions

LE DÉLIRE FROID DE PONTICELLI

Claude Ponticelli commence tous ses dessins de la même façon : au bord de la feuille, il laisse proliférer les images, lentement, au fur et à mesure que son esprit les découvre et que sa main les trace. Il poursuit et achève son dessin, sans avoir jamais vu où il allait. L'œuvre guide : elle se fait dans l'instinct même.

Ce jeune dessinateur, aquarelliste et peintre, s'est constitué son musée imaginaire fait de petites choses recueillies « au hasard » — à moins que ce ne soit exprès. Un bout de loup ou d'herbe, une feuille, un trait séché, un os...

Sa mémoire se repaît de ce bric-à-brac, qu'il fait mine de dessiner tel quel. Puis, invinciblement, il finit par tout transformer. Les images reprennent les uns dans les autres, les formes transmutent leur allure, évoluent et changent de nature : les branches en ossements, et les ossements en personnages articulés à la Behmer. Il a le sens du télecinéma et de l'animation.

Claude Ponticelli signe son monde comme un miniatriste, avec un trait qui parvient tout à la fois

à exprimer l'angoisse et l'angoisse, le dur et le mou, le soutien et le défilé. Un délire de précision.

JACQUES MICHEL.

* Galerie Pierre Belfond, 3 bis, passage de la Petite-Boucherie.

Variétés

L'ANGOISSE D'AHMED BEN DHIAB

Ahmed Ben Dhiab est un poète, un peintre, un metteur en scène, un musicien. Un animateur aussi. En 1969, dans le cadre du tiers temps pédagogique, il a commencé lui-même un extraordinaire travail avec les enfants. Transmis par la brutalement de l'émigration, par la menace de destruction, il a fait surgir des doigts des écoliers, des centaines de ces centaines de masques, de peintures qui disent « ce qui ne peut être dit ailleurs ».

Ahmed Ben Dhiab donne un concert de chant arabe. Il est difficile pour le public français de saisir la poésie angoulême des textes. Mais de petits livres sont donnés, qui permettent ensuite de lire la « Lettre aux boulangers », « Destin », « Ma sœur », « Ekl », Ahmed Ben Dhiab chante la main tendue en avant comme quelqu'un qui cherche ce qui peut bien lui faire mal depuis si longtemps. Agacé par sa propre douleur, dont il découvre

sans cesse des surfaces nouvelles, stimulé par les paroliers (Claude Lelouch), il cria, étouffa, s'exalta, arriva à un chant brutalement épuisé. En partant, il ne laissait pas la porte, mais en un à l'impression.

CATHERINE HUMA OT.

* Théâtre Marie-Stuart, 18 h. 30, jusqu'au 15 février.

RUFUS

Rufus débarque sur la scène du Palais des arts en habit noir, avec une valise, un bâton d'essence et des allumettes et attaque une petite symphonie fragile, tout en naviguant, coupé d'abord de « Ah ! le Dieu », puis de quelques phrases, d'essence, et Rufus déjà est aux prises avec les objets, dialogue et joue avec eux, mène leur mouvement sans de pouvoir en contrôler les manipulations. On voit alors sur la piste d'un cirque. On ne sait pas encore qu'instinctivement il va nous y conduire à travers d'autres malheurs, digressions, des adresses au public, des situations absurdes et quelques folles.

C'est un spectacle fin et sensible que présente Rufus avec de jolies trouvailles, d'étonnantes histoires de peloton d'extinction où il mène d'instinct à la réalité.

CLAUDE FLEOUTER.

* Au Palais des arts, 20 h. 45. Une semaine de spectacle de Bernard Haller.

LE GRAVEUR PIERRE-YVES TRÉMOIS ÉLU À L'ACADÉMIE DES BEAUX-ARTS

L'Académie des beaux-arts a élu, mercredi, M. Pierre-Yves Trémols dans la section de gravure, en remplacement de Paul Lamagny, décédé.

Né le 8 janvier 1921 à Paris, M. Pierre-Yves Trémols avait obtenu en 1953 le premier Grand Prix de Rome de peinture. Française précédente, candidat au prix de Rome de gravure, il avait vu son envoi mis hors concours pour « attitude des deux mains ». Il est l'auteur d'un très grand nombre de gravures et a illustré maints ouvrages, dont l'après-midi d'un faune, de Mallarmé, l'Année faite à Marie, de Claudel, Festin et le Carnaval d'Espagne, de Montherlant, Sestier d'amour, de Jean Bostand, Sienna, d'André Breton, Naissance de l'Égypte et En marge du périple d'Ulisse, de Gluck, les Mythologies, de Michel Tournier, etc. En 1971, il est mis à la sculpture : il est l'auteur de la pièce monumentale pour la nouvelle station chalet de S.E.R. La patrie des peintres-graveurs de Jacques Trélat a été une importante monographie qui lui est consacrée.

■ Le chanteur algérien Loulou Ali Menguellat donne un concert unique le samedi 11 février, à 14 h. 15, à l'Odéon.

■ Les prix de la Jeune Chanson 78 ont été décernés le jeudi 9 février à l'Hôtel de Ville de Paris. Prix du premier ministre : M. Beaussollet-Brossard (Canada) ; prix du ministre de la culture et de l'éducation : M. Jean-Michel Casadeo (France) ; prix de la SACEM : M. André-Marie Thalia (Canada) ; prix 78 1 et 80 : M. France Marie Tote Blumstein (France).

« LE VOYAGE A TOKYO » de Yasujiro Ozu

(Suite de la première page.)

Soucieux d'atteindre la perfection dans le dépouillement absolu, le cinéaste évite ou minimise les mouvements d'appareil et adopte un angle de prises de vues quasi immobile (dans toutes les scènes rapprochées, la caméra est placée à la hauteur des yeux d'un homme accroupi sur son « tatami »). Signalons enfin qu'Ozu a toujours travaillé avec le même scénariste (Kogo Noda), le même réalisateur et les mêmes comédiens (Chishu Ryu qui incarne le vieux père dans « Voyage à Tokyo » a joué dans presque tous ses films depuis 1928).

Par ses refus, ses exigences, la haute conception qu'il avait de l'art cinématographique, Yasujiro Ozu n'est pas sans rappeler un réalisateur qu'il n'a sans doute pas connu, mais qui a plus d'un trait commun avec lui : Robert Bresson. Chez l'un et chez l'autre, on retrouve la même obsession de la vérité, le même goût de la quintessence. Vérité et quintessence qu'Ozu poursuit naturellement par des voies qui lui sont propres et qui rejoignent les traditions du théâtre nô et de la philosophie zen. Double influence aisément décelable dans « Voyage à Tokyo » (1953), l'un des plus caractéristiques de ses films.

Deux vieux époux rendent visite à leurs enfants qui habitent Tokyo. Bien que gentiment reçus, ils comprennent vite que leur présence provoque plus de gêne que de joie. Très occupés, le fils et la fille ne savent que faire de leurs parents. La seule, finalement, à manifester aux voyageurs une tendresse véritable est leur bru, une jeune veuve dont la situation matérielle est difficile.

Après avoir été expédiés quelques jours dans une station thermale, les deux vieux décident de rentrer chez eux. La mère tombe malade et meurt presque aussitôt. Valait la peine de retourner à Tokyo. Les enfants pleurent la disparue, mais les effusions terminées, chacun manifeste de nouveau son égoïsme.

Rien de plus simple que cette histoire. Rien de plus bonal que ce qu'elle montre. On se fait mille

sourires, mille courbettes, on papote autour d'un bol de riz, on s'évante interminablement, on ne s'embrasse jamais, à peine si l'on s'effleure. Pudeur, discrétion, convenances. Même lorsqu'ils sont entre eux, les deux époux évitent de se plaindre et plus encore de juger leurs enfants. Ce qu'ils pensent ou ressentent — et qu'ils ne disent pas — c'est la caméra d'Ozu qui l'exprime. Regard du réalisateur lentement, patiemment posé sur les individus et les objets. Investigation silencieuse qui touche à la contemplation et qui transforme certaines images en idéogrammes.

Il y a quelque chose de fascinant dans la rigueur et la pureté de cette mise en scène. Comment ne pas penser en voyant ce film aux grands calligraphes japonais ou à la mystérieuse poésie de l'art zen. Tout ici est suggestion, approche intérieure de la réalité. La calme absolu, mais sous ce calme les frémissements de la sensibilité. A la fin du film, le lendemain de la mort de sa femme, le vieux va dans son jardin, taille un arbuste, regarde au pied de la colline des barques de pêcheurs qui rentrent du port. La journée sera chaude, dit-il. Et l'on est bouleversé.

Admirable récit, dans les lentes sinuosités nous enveloppant. Sur l'usage des sentiments, sur la solitude de la vieillesse, sur l'attente de la mort, rarement furent filmées des images plus poignantes.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir Les films nouveaux.

■ L'association Bondy-Culture présente, du 17 au 23 février, son troisième Festival de cinéma. Organisée avec le concours du Musée archéologique de la ville, la manifestation est consacrée à la propagande et contre-propagande par le film, 1933-1945.

■ La Fédération française des ciné-clubs organise, les 11 et 12 février, à l'INPE de Marly-le-Roi, une rétrospective des films de Théophile Gautier, en présence du réalisateur.

ÉLYSÉES LINCOLN v.o. - QUINTETTE v.o. 14 JUILLET PARNASSE v.o.

LE BOIS DE BOULEAUX

Chef-d'œuvre de Andrzej Wajda

MARIGNAN ST-GERMAIN STUDIO GAUMONT RIVE GAUCHE IMPÉRIAL PATHE LES NATIONS GAUMONT CONVENTION

Cacoyannis a fait le plus beau film que j'aie jamais vu.

Eugène IONESCO

UN FILM DE MICHAEL CACOYANNIS



IRENE PAPAS COSTA KAZANOS-COSTA CHIRAS

THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA

MUSIQUE DE MERS THÉODORAKIS - SCÉNARIO PAR MICHAEL CACOYANNIS - RÉALISATION DE MICHAEL CACOYANNIS

UNE PRODUCTION GREEK FILM CENTRE - DISTRIBUTION LES ARTISTES ASSOCIÉS

U.C. GIARRITZ VO / CAMEO VF / CLUCHY-PATHE VF

CONVENTION ST-CHARLES VF / BIENVENUE MONT-PARNASSE VF

ST-MICHEL VO

PARLY 2 / CRETEIL Artel / PANTIN Carrefour / ARGENTEUIL Alpha

ROSNY Artel / ORSAY Uis / MONTREUIL Mielles / BOUSSY ST-ANTOINE Buxy

Violée et fécondée par un ordinateur machiavélique

Sélection officielle AVORIAZ 78

JULIE CHRISTIE

GENERATION PROTEUS

JULIE CHRISTIE - "GENERATION PROTEUS" - FRITZ WEAVER

THÉÂTRE FONTAINE
LE ROI DES CONS
DE WOLINSKI
MISE EN SCÈNE ET ADAPTATION
SCÉNARIO DE CLAUDE CONFORTE
SPECIAL
JE VITE
RUE 101
Avec
BERNARD MENET
JACQUES GRIPPEL
MICHEL MULLER
SOPHIE AGACINSKI
LOCATION THEATRE 101 74 40

espaces 781
Perte de la Suisse
Du 15 au 23 février à 20h30
"semaine" de jazz
8 Groupes et 1 Opéra-gouffre
Du FREE du PUNK du ROCK
PRO HELVETIA 073.00.29

cie morin-timmerman
barouffe à chioggia
goldoni
Des hommes et des femmes vrais
comme le rire et les larmes le mé-
ritent. (La Croix) « Tout ici est in-
telligent, chaleureux, miraculeuse-
ment captivé... » (Quot. de Paris) « Un
des meilleurs spectacles de Paris »
(Valeurs Actuelles).
théâtre 13
du 18 janvier au 23 février
24 rue David Paris 13e - 569.05.99

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Giselle.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le
Pensé et la Grenouille. Dolt-on
le dire ?
Chailot, grande salle, 20 h. 30 :
Meurtre dans la cathédrale.
Gémier, 20 h. 30 : Candide.
Odéon, 20 h. 30 : L'Oncle Vania.
Fénelon, 18 h. 30 : Les Inquié-
tudes de M. Dollmieu.
T.E.P., 20 h. 30 : Nekrassov.
Centre Pompidou, 20 h. 30 : Fan-
tastic Miss Madona.

Les salles municipales

Nouveaux Carrés, 22 h. 30 : Le Dernier
Éden.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Hen-
ryk Sienkiewicz. 20 h. 30 : Jacky
Farady.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Raymond Deros.
Aradémie, 21 h. 30 : Procureur.
Aria-Hébert, 20 h. 45 : Si l'es beau,
l'es bon.
Atelier, 21 h. 30 : La Mouette.
Athénée, 21 h. 30 : L'Aigle à deux têtes.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : Ubu.
Bouffes-Parisiens, 20 h. 45 : Le Petit-
Fils du ebeik.
Cartonnière, Théâtre du Soleil.
20 h. 30 : David Copperfield.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 :
Dom Juan.
Centre culturel du X, 20 h. 30 :
L'Épave perdue.
Centre culturel soviétique, 20 h. 30 :
Charles M. Dostoyevski : Amour
maternel.
Centre Mandate, 21 h. 30 : Augustine.
Cité internationale, la Galérie.
20 h. 30 : La Comtesse d'Essex-
bague. Les Femmes savantes.
La Bessière, 21 h. 30 : Britannicus.
Grande salle, 21 h. 30 : Les Plagues de
New-York.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 :
Boeing-Boeing.

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 10 février

Comédie des Champs-Élysées,
20 h. 45 : Le Bateau pour Lipari.
Dames, 21 h. 30 : Les Coucoues.
Espace Cardin, 20 h. 30 : Cripura.
Fontaine, 21 h. 30 : Le Roi des Cons.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Elles...
Stefy, Pomme, Jage et Vini.
Galerie 55, 21 h. 30 : Colette Bonard.
Gymnase, 21 h. 30 : Coluche.
Hochet, 20 h. 45 : La Cantatrice
chaude. La Lucie.
Théâtre, 20 h. 30 : Louise la
Pétroleuse.
Le Lœstre, Théâtre noir, 18 h. 30 :
La Belle Vie. 20 h. 30 : Les Émis-
sions de Laura.
Théâtre rouge, 20 h. 30 : Boite
Nao boîte et Zoo Story.
Madelaine, 20 h. 30 : Peau de vache.
Marigny, 21 h. 30 : Miam-Miam.
Maurin, 20 h. 45 : La Ville dont
le prince est un enfant.
Michel, 20 h. 30 : Lundi la fête.
Michoudière, 20 h. 30 : Les Rustres.
Montparnasse, 21 h. 30 : Trois lit pour
buit.
Mouffetard, 20 h. 30 : Le Pou et la
Kouze.
Nonreutis, 21 h. 30 : Apprends-moi
Céline.
Orsay, grande salle, 20 h. 30 : Le
Rhinocéros. Petite salle, 20 h. 30 :
Albert Nobbs.
Palais des arts, 18 h. 30 : Les Joannes.
Palais des Champs-Élysées, 21 h. 15 :
Palais-Royal, 20 h. 30 : La Cage aux
folles.
Piaf, 20 h. 45 : Adieu Supermac.
Porte-Saint-Martin, 21 h. 30 : Pas
d'argent pour Miss Blandine.
Renaissance, 21 h. 30 : Quartet Cedron.
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.
Studio des Champs-Élysées, 21 h. 15 :
Les Dernières Clientes.
Studio-Théâtre 14, 20 h. 30 : Ilvo
et Pello, mures.
Théâtre Campagne-Première, 1.
21 h. 30 : Par-delà les maronniers.
Théâtre d'Essai, 20 h. 45 : Sylvie
Joly. 22 h. 30 : Un petit bruit qui
court.
Théâtre-en-Rond, 21 h. 30 : Marie
et Juliette.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : Tsuru
sans pages.

Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 45 :
Gloche. 22 h. 30 : Juste Ban-
Théâtre Oblique, 21 h. 30 : Le Li-
Théâtre la Pénière, 20 h. 30 : Que-
luna donne la comédie. 22 h. 30 :
Le Psychopompe.
Théâtre de la Plaine, 20 h. 30 :
Mauréli et la révé d'Alphonse.
Théâtre Hébent, 20 h. 45 : C'est
neuf perdu de Katharine Tegen.
Théâtre Saint-Médard, 19 h. 30 : On
drille.
Théâtre 13, 20 h. 45 : Second
Chioggia.
Théâtre 147, 20 h. 30 : La Manger
de verre.
Tristan-Bernard, 21 h. 30 : O'Pappin
Variétés, 20 h. 30 : Pâtes de Brander.

Les comédies musicales

Châtelet, 20 h. 30 : Vois-
Mogador, 20 h. 30 : Valse de Vienne.
Palais des congrès, 20 h. 30 : Por-
and Beas.

Les concerts

Le Lœstre, 19 h. 30 : A. F. M.
M. Bally et M. Scharyan (Gaye-
Beethoven, Brahms).
Théâtre des Champs-Élysées,
20 h. 30 : Orchestre de Paris, M.
M. Marnier, sol. R. Puyana (Bach
de Falla, Stravinsky).
Concert de la Borbone, 18 h. 30 :
20 h. 45 : Groupe vocal G. R.
(chansons populaires méditerranéennes).
Galerie Saint-Sauveur, 19 h. 30 : M.
piano.
Hôtel Berotet, 20 h. 15 : R. R.
(Bach).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, 21 h.
Ensemble Pro Musica de Paris
(Bach, Schütz, Telemann, Vivaldi).
Salle Pleyel, 21 h. 30 : P. Fournier
J. Ponda (Schubert, Brahms, Liszt).

La danse

Palais des sports, 20 h. 15 : Bon-
et Juliette.
Centre culturel du Marais, 20 h. 30 :
Carolyn Carlson (Cypher).

DERNIERS JOURS

1 h 30 d'ÉCLATS DE RIRE AU STUDIO DES URSLINES
JE SUIS UN AUTARCIQUE!
un film de NANNI MORETTI

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - OLYMPIC ENTREPOT

VOYAGE A TOKYO
La évidence de tous les
cinéastes japonais. Ozawa
le plus grand

CAHIERS DU CINEMA 285

Un livre de cinéma gratuit pour chaque nouvel abonné.
NOM PRENOM
ADRESSE
VILLE CODE POSTAL
S'abonne pour un an (12 numéros) au prix de 150 F (150 F pour
les étudiants et les membres de ciné-clubs).
Désire recevoir le livre :
« LE REGARD ET LA VOIX » ☐ « UNE CRITIQUE DISPERSÉE » ☐
(Pascal Bonitzer) (Louis Seguin)
« METTRE EN SCÈNE » ☐ (Séverine)
A retourner aux CAHIERS DU CINEMA
2, passage de la Boule-Blanche, 75012 PARIS.

CHÊNE NOIR d'Avignon
14 représentations exceptionnelles
FANTASTIC MISS MADONA
Centre Georges Pompidou
218-79-85 Grande Salle 6

CUARTETO CEDRON Nouveau
récital
THEATRE DE LA RENAISSANCE
20 Boulevard Saint-Martin 101 M. Strasbourg St Denis
Location: 208.18.50

T.B.B.
THEATRE DE BOULOGNE-BILLANCOURT : 603 60 44
DIRECTION: JEAN-PIERRE GAENIER
Du 10 au 24 Février 1978
NOUVEAU RECITAL
LENY ESCUDERO
INVITEES
EVELYNE DANDRY - JOSIANE LEVÊQUE
60 RUE DE LA BELLE FEUILLE (à l'angle de Metro Mairie SÉBAST)
LOCATION THEATRE: P.N.A.G. - CLUYS - TOUTES LES AGENCES

SAMEDI 11 février
20 h. 30, 4 litres 12 en concerto
22 h. « Le Psychopompe », de
Guendal Azerthlope.
23 h. Bal masqué popu, am-
biance, bouffe, pinard.
LA PÉNICHE
26, quai de la Mome, 19°
Métro : Ourcq ou Laumière
Réservation : 205-40-39.

15 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES 7-21 FÉVRIER A 21 H
QUATRE A QUATRE
Pièce québécoise de
Michel Gernau - mise en
scène de Gabriel Gerra
Inhabituel, très attachant,
scénario québécois exaltant.
Michel Cournot "Le Monde"
Une soirée rare.
Caroline Alexander "L'Express"
Grave, sensible et générique.
Jean-Pierre Bonardini "L'Humanité"
Gorgé d'humour.
Michel Gray "L'Aurora"
Tout à fait remarquable.
Jean-Jacques Gervier
de l'Académie Française "Le Figaro"
Une réussite.
Matthieu Galey "Le Quotidien de Paris"
théâtre de la commune d'Aubervilliers - 833.16.16
Square Stalingrad (avenue de la République), 93300 Aubervilliers
le vendredi 17 février
BEAU DOMMAGE
grande soirée québécoise
20 h Quatre à quatre de Michel Gernau
mise en scène Gabriel Gerra
21 h 30 Beau Dommage
Nom Adresse
Réservation par correspondance, DATE
Quatre à quatre (20 F) Nbres x 20 F =
Beau Dommage (25 F) Nbres x 25 F =
Tarif couplé (35 F) Nbres x 35 F =
Règlement par chèque à retourner au T.C.A. Total

UN FILM DE ROBERT ALDRICH

RAIDE
DE FLICSI

avec
CHARLES BURET, LOU COBERT, J.
PERRY KING, CLODE MURKIN
STEPHEN WING, TIMOTHY
BARRY CLAND, CHUCK SACCI,
DON STROUD, JAMES WOODS,
BURT YOUNG
MURRAY CLOSE, MICHAEL
CHRISTOPHER KNOPF
JOSEPH WYNDHAM
THOMAS DE LA CROIX
MONTY R. FRYER

14 JUILLET BASTILLE

Un film sur l'école expérimentale de Bonnoil
(hôpital de jour),
animé par Maud Maron et son équipe
Secrète enfance
Un film de GUY SELIGMANN

MARIGNAN PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ - MONT-PARNASSE 83 - QUINTETTE - GAUMONT GAMBETTA - GAUMONT
CONVENTION - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - PARLY 2 - PATHÉ Champigny - ARIEL Rueil - GAMMA Argenteuil - GAUMONT Evry - ÉPICENTRE
Epinay - PARINOR Aulnay-sous-Bois.

LES PETITS CALINS

Jean-Marie Poiré avec "Les petits calins" nous prouve
qu'on peut faire du cinéma Grand Public qui soit aussi du Grand Cinéma.
Ne manquez pas "Les petits calins". C'est un régal.
R.I.L. Remo Forlani.

Pérempteur et tendre, comédie de caractère et comédie de mœurs,
le film de Jean-Marie Poiré séduit par sa jeunesse,
son pittoresque, sa manière de dire drolément des choses vraies.
LE MONDE Jean de Baroncelli.

Ce film, plein d'entrain et de vie,
donne une image authentique des filles d'aujourd'hui
auxquelles les garçons ont bien du mal à se faire.
PARISCOP José M. Descos.

هكذا من الأصل

ciné
DE L'ATRE CHU
CSTO DPA
DILBERT MURPHY
20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-14

RADIO-TÉLÉVISION

VENDREDI 10 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

18 h. 25, Pour les petits; 18 h. 30, L'île aux enfants; 18 h. 55, Feuilletton; La passagère; 19 h. 15, Une minute pour les femmes; 19 h. 45, Eh bien... raconte; 20 h. Journal.

20 h. 30, Au théâtre ce soir: L'Avocat du diable, de R. Saltel, avec J.-M. Sissia, R. Mannel, F. Fleury.

Un avocat sans cause connaît soudain la célébrité en faisant acquiescer un certain cadavre. Mais la cadavre est-elle si innocente?

22 h. 25, Journal.

CHAÎNE II : A 2

18 h. 25, Isabelle et ses amis; 18 h. 40, C'est la vie; 18 h. 55, Jeu; Des chiffres et des lettres; 19 h. 45, Jeu; Les six jours d'Antenne 2; 20 h. Journal.

20 h. 30, Feuilletton: Les Eygletiers; 21 h. 35, Emission littéraire: Apostrophes, de B. Pivot (Femmes, femmes, femmes).

Avec Mmes Emille Carles (Une coupe aux herbes sauvages), M. Cécile Bédard et Martine Perle (Le Programme commun des femmes), Annie Lebrun (L'âme tout I), M. André Péro (Le Pouvoir féminin) et Mmes Michèle Perle (Entre chiens et loups), Gabrielle Robin (A ces chères mentes).

22 h. 25, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

22 h. 30, Journal.

André Péro
LE POUVOIR FEMININ
Editions de La Table Ronde

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

22 h. 45, Journal.

Une sélection pour le week-end

« FIDELIO », PAR LAVELLI

Les « aficionados » de l'art lyrique — ils ont décidément beaucoup de chance ces temps-ci — et tous les autres télé-spectateurs doivent résister aux médiateurs séduisants de Carlos sur la « une » et se reconstruire au rendez-vous que leur ont ménagé avec Beethoven et son unique opéra Fidélio l'équipe toulousaine de Michel Plasson et le metteur en scène argentin Jorge Lavelli.

Pour mieux enregistrer la voix de la belle Roumaine qui incarne l'héroïne (Maria Sabinaru) et celle de Ludovic Spies (Fioravanti) dans la partie des « Fieschi », les deux artistes ont été installés sur la scène circulaire de la Halle aux grains.

Ce qui ne remplace pas, malheureusement, le bel effet scénaristique de la mise en scène de Plasson. (Samedi, FR3, 20 h. 30.)

« MIMES ET MASQUES »

Il y a trois : deux Suisses (André et Berni); une Italienne (Floriana); en fait, ils sont dix, ils sont cent, tantôt huffres, tantôt chameaux, singes ou grenouilles, au gré de métamorphoses qui affectent et leurs gestes et leurs masques. Les Mummenschaus, invités à « Drôle de baraque », sont tout bonnement, extraordinaires. (Samedi, A 2, 22 h. 40.)

« LA MORT EN QUESTION »

Aggrégé de cancérologie, placé à la tête d'un service chimiothérapie et d'immunologie à l'hôpital de Villejuif, le professeur Léon Schwartzberg sera-t-il vraiment mis « en question » par Marc Orlan, Bernard Pierquin, cancérologue Louis René, président de l'Ordre des médecins pour la région parisienne, et Philippe Boegner, qui a eu le cancer et qui est guéri? (Dimanche, FR3, 21 h. 35.)

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

« TRIBUNES ET DÉBATS »

CARNET

Naissances

— Mme Sydney Barlow est heureuse de faire part de la naissance

de Caroline, en son forer de ses enfants, Yves BARLOW et Mme, née Laurence Brunet, 38, rue Devilla, 37100 Tours.

— M. José-Marie BOIVIN et Mme, née Christine de Jurelles de La Salle, et Pénélope, ont le bonheur d'annoncer la naissance d'un garçon, Mathias, le 27 janvier, 11, boulevard Ferey, 75017 Paris.

— Mlle Marie, Stéphanie, Marie-Paule et Patrick FRANCES ont le bonheur d'annoncer la naissance de Benjamin, le 7 février 1978, Clinique du Belvédère, Boulogne.

— M. et Mme Alain Bédard et leurs enfants, M. et Mme Victor Jakovici et leurs enfants, Mme veuve Albert Bédard, Mme veuve Georges Dupont et ses enfants, M. et Mme Robert Bédard et leurs enfants, M. et Mme Jean-Paul Doumange et leurs enfants, ont le bonheur de faire part de décès de

M. Maurice BÉCHE.

leur père, beau-père, grand-père, fils, frère, beau-frère et oncle, survenu le 8 février 1978, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Nogent-sur-Marne.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Marie des Vallées, rue Pierre-Virel, à Colombes, samedi 11 février, à 10 heures précises, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière ancien de Saint-Germain-en-Laye, à 11 h. 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme A. Bédard, Résidence de Tille-Caroline, B.A. 3, 94420 Le Plessis-Trévise.

— M. et Mme Bernard de Lapparent, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Mlle Marie-Suzanne Carvalhas, sa sœur, Les familles du Castel, Mangin, Train, Lecomte, Boyer-Chamard et Homolle, ont le bonheur de faire part de décès de

colonel (G.R.) Godefroy OVAIGNAC, commandant de la Légion d'honneur, survenu le 6 février 1978, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques auront lieu en l'église de la Trinité, Paris (9^e), le lundi 13 février 1978, à 10 h. 30; elles seront suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

14, rue de Longchamp, 75116 Paris, 14, rue Paul-Bernard, 4300 Villeneuve-sur-Lot.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre DUCROCC, dit Christian Lode, le service religieux en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris (4^e), sera célébré le samedi 11 février 1978, à 15 h. 45.

— Le cœur, les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de

Mme veuve Louis, Maurice FLAMENT, née Marie Gouttegrange, ont le bonheur de faire part de décès de

de la première section de la S.F.L.O., médaille militaire, Médal of Courage, Médal of Freedom, survenu à Genève dans sa quatre-vingt-septième année, le 1^{er} février 1978.

— M. et Mme Guy Falvey, M. et Mme Michel Audras et leur fille, M. et Mme Olivier Oudot et leurs enfants, Mme Lucien Médan, ont le bonheur de faire part de décès de

Mme Henry FOIX, née Antoinette Laurent, survenu le 7 février.

La cérémonie religieuse aura lieu à Notre-Dame d'Auteuil, le lundi 13 février, à 10 h. 30, et l'inhumation au cimetière de Dijon, à 16 h. 15, 15 bis, avenue l'abbé-Guibert, 75016 Paris. Ni fleurs ni couronnes.

— Christian Giclot et Sylvain, Emmanuel et Roseline, Océlie et Jean-Paul Leroux, Océlie, Estienne et Rémi, Charles et Marie-Jeanne Giclot, Bernard et Marie-Agnès Giclot, Florence et Magali, Jean-Pierre Giclot, Les familles Fournier, Tanguy, Giclot, Garnier, Les amis de Martine et de Christian, ont le bonheur d'apprendre la mort accidentelle de

Martine GRISOT, née Fournier, à l'âge de vingt-cinq ans, le 22 janvier 1978.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de la Madeleine, à Paris, le 10 février 1978, à 11 heures, et ont été suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

— Nous apprenons le décès de M. Eugène LE BOGNE, docteur en sciences, agrégé de l'université, décédé à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris), le 10 février 1978, à l'âge de 75 ans.

Il a été inhumé au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille, le 10 février 1978, à 11 heures.

— M. et Mme Jacques Picard et leurs enfants, M. et Mme Claude Picard et leurs enfants, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. André PICARD, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

conférences

— M. et Mme Jacques Picard et leurs enfants, M. et Mme Claude Picard et leurs enfants, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. André PICARD, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

conférences

— M. et Mme Jacques Picard et leurs enfants, M. et Mme Claude Picard et leurs enfants, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. André PICARD, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié, très sincèrement toutes les personnes qui lui sont associées à leur deuil.

— Dans l'impossibilité de répondre personnellement à tous les témoignages de sympathie dont ils ont été entourés à l'occasion du décès de leur père, M. et Mme Georges Picard, ont le bonheur de faire part de décès de

M. et Mme Georges Picard, survenu le 6 février, après une courte maladie, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité. La famille s'excuse de ne pas recevoir.

14, rue Paradis, 75017 Paris.

— Mlle Raymonde Lombart, sa sœur et son beau-frère, leurs enfants et petits-enfants, Raymond VANCOURT, remarié

ASSURANCES ENCADEES	La m/m cal.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,48
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES -	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

enseignement

مَكْنَزًا عَنِ الْأَرْضِ

Le Monde

régions

Auvergne

LA HAUTE-LOIRE DANS « LA BURLE »

La neige pour ceux qui la vivent...

De notre envoyé spécial

Les Estables. — Ce vent maudit qui charrie avec chaque rafale cent mille lames de sautoir, entame les fronts, soie les joues et les lèvres, s'insinue sous le veston et se moque des gants. Ici, en Haute-Loire, on l'appelle « la burle ». Et on le redoute autant qu'on le hait. Parce qu'il lui suffira de quelques courtes heures pour couper les plateaux du reste du pays — du reste du monde.

Ceux de Saint-Bonnet-le-Froid, de Queyrières, des Estables et du Manet, de Saint-Julien-Chapteuil ou de Montusclat-la-Pradette n'aiment guère sa chanson. Bien des raisons à cela : des enfants reloués d'une lointaine école, un mari parti au bourg sur son cyclomoteur, une ménée malade, une femme qui attend son premier bébé. La burle fait rage. On mobilise : les gendarmes font les skis, les fermiers passent des chaînes aux roues des 2 CV, on s'assure que les batteries du poste-radio sont chargées, les volets encaissent de grandes gifles glacées.

Et on attend. On attend l'« embellie », comme disent les marins, le fin de l'orage. Avec moins de patience que par le passé, de moins en moins, parce qu'on est à l'heure du supermarché et de l'ordinateur, de la télé couleur et des satellites. Jadis, ma foi, c'était naturel, mais, aujourd'hui, c'est devenu inadmissible ! L'isolement, on n'en veut plus pour subir les tourments, les débâcles ni les rigueurs. « Deux hivers comme celui-ci, vous savez, nous disoit un maire, et plusieurs couples de jeunes ravalés au pays ces derniers années feront leurs valises ! Définitivement... Parce que c'est trop dur, trop dangereux, même, de rester ainsi coupés de tout, peut-être pour des semaines, on ne sait jamais quand cela finit. Alors... »

« Pays neuf »

La délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale a ouvert le dossier. M. Jean Michardière, jusqu'à ces jours derniers commissaire à l'aménagement du Massif Central — il vient de en voir offrir un feuillet à la Cour des comptes, — a couru le pays, insensiblement, botté et chapeauté, sondant les reins et les cœurs des montagnards, élus et électeurs.

Objectif essentiel : dans un premier temps, trouver les moyens de maintenir un minimum de « vitalité » dans un milieu composé d'isolés — physiquement et moralement. Tâche délicate lorsqu'on sait qu'il y a eu, très loin, des pôles de développement majeurs. Il fallait prendre le taureau par les cornes : « Nous avons décidé de traiter désormais ce pays comme un pays neuf », explique M. Michardière.

Au nombre des solutions de première urgence qu'il préconise dans la lutte contre la neige, le gel et « la burle », « facteurs de dépeuplement d'autant plus redoutables qu'en Haute-Loire, contrairement aux autres régions de montagne, le vieil a choisi de s'installer sur les plateaux bien plus que dans les vallées », opérer un regroupement des exploitations isolées à proximité des bourgs, de façon à garantir cette « vie sociale » qui fait si cruellement défaut aux ruraux lorsque l'hiver les change en bannis. Avec une dizaine d'habitants au kilomètre carré, on imagine en quel « désert des Tartares » peut se transformer le plateau de Chameryrol quand deux heures de tourmente l'ont peint en blanc sans épargner un pouce de terrain !

Autre possibilité, inciter de petites associations d'isolés à exploiter en commun l'engin chenillard léger qui leur garantit dans tous les cas l'évacuation, voire le salut. Intéressant, mais délicat à réaliser en raison des rivalités, des jalousies et des intérêts particuliers de chacun. Alors, expli-

ter les énergies inemployées durant l'hiver, quand tracteurs et engins s'engourdissent sous leurs hangars alors qu'on pourrait leur greffer momentanément l'une de ces fraises d'acier qui hechent menu les congères ? Difficile, les fermiers connaissent trop bien les risques de casse quasi inévitables et se montrant peu enthousiastes.

Reste la solution du syndicat intercommunal constitué pour acquérir un ou plusieurs engins, échets auxquels des subventions pourraient être allouées. Enfin, la lutte passive, préventive, fondée sur la plantation de pare-vent aux points névralgiques. Elle a deux torts : n'être efficace qu'après quelque dix années — il faut bien que les arbres poussent — et se révéler très coûteuse pour les belles pâtures qu'elle morcelle inexorablement. Si le problème, lui, est clairement posé, les solutions, en revanche, semblent délicates à faire adopter.

Planches aux pieds

Avec un aussi rude hiver, pourtant le malheur des uns fait le bonheur des autres, des ailleurs par exemple qui, pour la première fois depuis bien des saisons, trouvent cette année en Auvergne de la neige à discrétion. La tournée let se porte bien. Ce n'est pas une « pansécé »,

dira M. Michardière, mais une « industrie » qui mérite toutes nos attentions, car elle joue un rôle fort important en tant que facteur d'amélioration. Il est vrai que le ski de fond ne cesse plus de se développer depuis le jour où la première paire de planches a été descendue d'un car. Le foyer de Saint-Julien-Chapteuil en est un bon exemple, avec les gosses des lycées, des C.E.G. et des écoles primaires qui y

viennent chaque jour, par « bandes » de cent vingt à cent quatre-vingts, s'initier aux joies de la bonne glisse, avec les citadins, petits et grands, qui bravent les périls de la route pour un week-end. Trente-deux accompagnateurs, des réfecteurs bien pourvus en toutes pointures, du mini au maxi, et à nous les grands espaces !

A condition, bien sûr, que le « burle » ne s'avise pas de jouer les trouble-fête. Fire, les trouble-vie.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Ile-de-France

Le tribunal administratif annule le permis de construire de 1365 logements à Verrières-le-Buisson

De notre correspondant

Le tribunal administratif de Versailles a annulé, mercredi 8 février, le permis de construire de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Verrières-le-Buisson, dans l'Essonne. Les juges ont notamment considéré que ce projet était incompatible avec le plan d'aménagement de la région parisienne de 1959 et le schéma d'aménagement d'urbanisme qui lui avait succédé en 1963. L'un et l'autre document

avaient classé les 90 hectares de la plaine des Godels — zone horticole exploitée par la société Vilmorin-Andrieux — comme un espace vert.

Or, en 1965, Vilmorin « partit » en province et vendit ses terres à la Société foncière des Champs-Elysées. Celle-ci, quelques années plus tard et au grand étonnement des habitants, obtint, dans le cadre d'une ZAC approuvée par la municipalité et les pouvoirs publics, des permis de construire pour mille trois cent soixante-cinq logements en immeubles de quatre et six étages, et 10 000 mètres carrés de commerces.

Estimant que la plaine des Godels, située à 11 kilomètres de Paris et à proximité d'un massif forestier, devait rester une zone verte et que Verrières avec douze mille habitants n'avait nul besoin de « s'enfermer » encore, les associations entamèrent dès le début de 1975 une procédure judiciaire. Le tribunal administratif, puis le Conseil d'Etat refusèrent de leur accorder le sursis à execution, c'est-à-dire l'arrêt du chantier en attendant le jugement sur le fond. Cent logements sont à présent achevés et habités et six cents autres sont en construction. Néanmoins le projet initial de la ZAC des Godels qui prévoyait 30 000 mètres carrés de bureaux, des groupes scolaires, une maison des jeunes et de la culture, un centre social, etc., a été déjà considérablement réduit, puisque aucun de ces équipements n'est plus programmé.

Aujourd'hui c'est l'opération elle-même qui est remise en cause. La décision du tribunal est exorbitante et le chantier devrait donc être immédiatement arrêté. Les promoteurs devront ensuite recommencer toute la procédure de création de ZAC et de demande de permis de construire. D'où une nouvelle enquête publique au cours de laquelle les associations ne vont pas manquer de s'exprimer avec vigueur.

Le jugement du tribunal de Versailles va être examiné abondamment commenté, car il est tout à fait exceptionnel qu'une ZAC soit annulée soit ainsi remise en cause.

STÉPHANE BUGAT.

● L'ordre des architectes indique que, par suite des perturbations postales graves, la plupart des architectes et agrés de la circonscription d'Ile-de-France n'ont pas reçu en temps utile les documents leur permettant de participer aux élections du nouveau conseil régional de l'Ordre des architectes. Le ministre de la culture et de l'environnement a décidé de proroger, par arrêté, la date du dépouillement du scrutin, initialement prévu au mercredi 8 février 1978, à 9 h. 30, jusqu'au mercredi 15 février, à 9 h. 30.

Le jugement du tribunal de Versailles va être examiné abondamment commenté, car il est tout à fait exceptionnel qu'une ZAC soit annulée soit ainsi remise en cause.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

UN NOUVEAU PORT DE COMMERCE POUR NICE

(De notre correspondant régional.)

Nice. — M. Fernand Teart, ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, a donné le coup d'envoi, jeudi 8 février, aux travaux du nouveau port de commerce de Nice, qui sera construit dans un délai d'un peu plus de deux ans au sud de l'extension de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur. Il a souligné le rôle important que jouent les ports moyens de commerce dans l'économie nationale et s'est prononcé pour une collaboration « toujours plus étroite » entre l'Etat et les chambres de commerce généralement gestionnaires de ces ports.

Le nouveau port de commerce de Nice, qui se substituera au bassin du vieux port réservé à la navigation de plaisance, permettra d'accueillir grâce à un tirant d'eau de 11 à 14 mètres des navires de 200 mètres de long, parmi lesquels les cars-ferries de la desserte de la Corse. Son plan d'eau de près de 25 hectares sera entouré à l'achèvement complet des travaux, de 40 hectares de terre-pleins et de quais.

La première tranche du projet coûtera 80 millions de francs. Le financement est assuré par la chambre de commerce et d'industrie de Nice, maître d'œuvre et concessionnaire de l'opération, et par le port pour 35,5 %, l'Etat pour 22,5 % ainsi que le département des Alpes-Maritimes et la ville de Nice pour 21 % chacun.

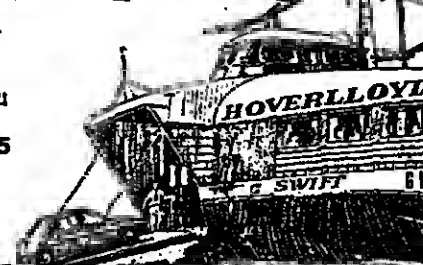
GUY PORTE.

179 Francs pour la voiture, 0 Franc pour 1, 2, 3, 4 ou 5 passagers.

— Exemple de prix : à partir de 179 F pour une Mini et 5 passagers. — Jusqu'à 7 départs par jour. — 40 minutes de traversée. Informations et réservations auprès de votre Agence de voyages ou HOVERLLOYD, Hoverport International - 62106 Calais. Tél. : Paris 278.75.05 - Calais 34.67.10. Bruxelles 219.02.25 ou directement 24, rue de Saint-Quentin, 75010 Paris.

HOVERLLOYD

Nouveaux tarifs pour passer la Manche à partir du 23 Octobre.



La Floride

Cet hiver, l'été est à 2834^F de Paris.

Sortez vos pantalons blancs, vos raquettes de tennis, vos lunettes de soleil et sautez dans le DC 10 de National Airlines. 9 heures de vol direct Paris-Miami et vous passez en douceur de l'hiver à l'été.

Le sable blond s'allonge sur 1.800 km. Atlantique ou Golfe du Mexique, choisissez votre plage. Personne ne vous la disputera. La température de l'eau est de

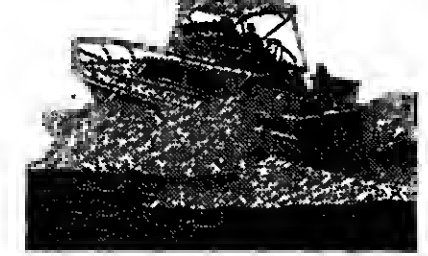


21° C, et les palmiers se balancent doucement dans la brise. Laissez-vous vivre.

Et lorsque vous serez reposé, dépensez-vous ! Jouez au tennis dans un décor de rêve, faites de la voile sur un catamaran de course, sautez de vague en vague à ski nautique, découvrez que vous savez voler avec un deltaplane ou lutez pendant des heures, soli-

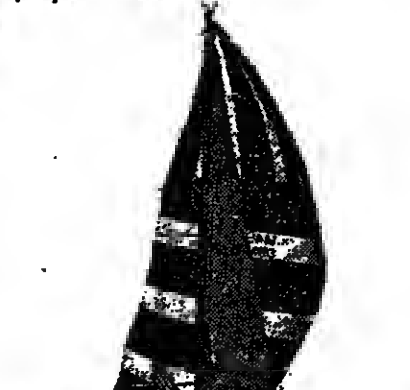
dement attaché au fauteuil tournant d'un cabin cruiser, avec un thon ou un barracuda.

La Floride, c'est un terrain de tous les sports, avec une plage autour. Découvrez-la cet hiver. Votre agent de voyages vous expliquera comment.



21° C, et les palmiers se balancent doucement dans la brise. Laissez-vous vivre.

Et lorsque vous serez reposé, dépensez-vous ! Jouez au tennis dans un décor de rêve, faites de la voile sur un catamaran de course, sautez de vague en vague à ski nautique, découvrez que vous savez voler avec un deltaplane ou lutez pendant des heures, soli-



Un exemple de prix pour voyage en groupe de 5 personnes minimum, une semaine hôtel et petit déjeuner, voyage Paris-Miami-Paris du 15 décembre 1977 à fin mars 1978. Billets achetés au moins 15 jours à l'avance.

National Airlines

Contactez votre agent de voyages ou National Airlines, 102 Champs-Élysées, 75008 Paris (563.17.66 - 256.25.77 - 225.64.75), Siège de National Airlines Inc. : État de Floride, USA.

MAXIMS EN BOITE
Maxims lance sa marque sur le marché 40 produits testés par Gault et Millau, qui passent également à leur banc d'essai 18 vins de Bourgogne et Champagne, 15 cigares, 5 whiskeys. Vous font découvrir les petits plaisirs de charme de Paris, vous font explorer l'art de la cuisine, rêver sur les pages de l'Art de la Cuisine et vous à un concours qui vous permettra peut-être de gagner de magnifiques vacances.
Le Nouveau Guide Gault-Millau de février, paraît tous les mois.

فكرنا من الأصل

économie

LA SITUATION ET L'AVENIR DE L'INDUSTRIE EUROPÉENNE

Le Monde

SOCIAL

UNE GRÈVE DES TECHNICIENS RETARDE LE PAIEMENT DES ALLOCATIONS FAMILIALES A PARIS

La grève s'étend parmi le personnel des caisses de sécurité sociale où sont employés cent cinquante mille personnes. A la région parisienne, sept cents employés, soit 55 à 80 % des techniciens, selon les sources (direction ou syndicats), sont en grève depuis le 1^{er} février et occupent le centre informatique. Ces techniciens, qui traitent les dossiers des familles demandant que leur situation soit ré-examinée pour tenir compte de la complexité croissante des questions à régler, en raison notamment de la création du complément familial ; ils empêchent leur passage du niveau 3 (2 400 F par mois) au niveau 4 (2 700 à 3 800 F par mois). Le tribunal des référés, qui avait été saisi par la direction d'une demande d'évaluation des services, a tout d'abord proposé un état de réflexion de deux jours pour poursuivre les discussions. Ce délai a expiré vendredi 10 février et les juges devront prendre prochainement une décision. Vendredi matin, le conflit était toujours dans l'impasse. La direction des caisses de sécurité sociale (familiale, retraite) avait proposé une révision des classifications pour une partie seulement des techniciens (1).

Arrêts de travail de trois jours la semaine prochaine

La revendication des techniciens concerne toutes ces catégories de salariés dans l'ensemble des caisses de sécurité sociale et explique la décision des fédérations C.F.D.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.T. d'organiser, du mercredi 15 février au vendredi 17 février inclus, une grève nationale de trois jours. La direction de cette caisse a annoncé que le versement des allocations familiales sera assuré avec quelques jours de retard à compter du 10 février : les 19 000 familles allocataires recevront ainsi leurs prestations, y compris, parmi elles, les 37 000 familles qui bénéficient du complément familial ; les 600 personnes âgées qui ont droit à une allocation logement n'ont pas non plus de retard à attendre. Seuls seront pénalisés les couples qui peuvent prétendre des prestations supplémentaires occasionnelles.

(1) Le personnel des caisses dont les salaires ont augmenté de 3,5 % en 1977, en application d'un accord signé par F.O. et F.C.G.C., doit recevoir une prime uniforme dont le montant est fixé à 200 F et sera versé le 15 février 1978, soit le 21 décembre 1977, s'il était été autorisé à décaler.

● P.T.T. : « Retour général à l'organisation normale » des services des postes, annonce l'administration, qui indique que le 9 février la reprise du travail s'est effectuée partout, à l'exception du centre de tri de Paris (30 % de grévistes) et de dix de la banlieue parisienne (15 %).

CORRESPONDANCE

La C.F.D.T. et le plan d'entreprise de la S.N.C.F.

Après la publication dans le monde du 21 janvier d'un article sur l'élaboration du plan d'entreprise de la S.N.C.F., M. G. Billon, secrétaire général de la Fédération générale des transports et l'équipement C.F.D.T., nous écrit :

Pour la Fédération des chemins de fer C.F.D.T., la course aux nouvelles technologies, à la rentabilité à tout terme imposée par l'entreprise ne règle aucun problème ; au contraire, elle a des conséquences néfastes pour les employés et les usagers.

La C.F.D.T. affirme d'ailleurs que les salaires ne sont pas responsables de la situation financière de la S.N.C.F. En 1977, le salaire a été réajusté, et l'on voit compte de l'indice C.F.D.T. les chiffres officiels fournis par l'entreprise, 150 000 cheminots gagnent moins de 3 000 francs par mois, le salaire mensuel étant de 300 francs nets.

(...) Les cheminots C.F.D.T. ne sont pas aujourd'hui groupés au sein d'une Fédération unique des travailleurs des transports et de l'équipement. Cette structure est un moyen indispensable qui donne les salariés de ces secteurs pour accroître l'efficacité de leur action, en vue notamment d'harmoniser dans le progrès leurs conditions sociales et de mettre en cause la politique gouvernementale en matière de transports.

LE GROUPEMENT EUROPÉEN DE LA CELLULOSE CONNAÎT DE NOUVELLES DIFFICULTÉS

Rien ne va plus pour le Groupement européen de la cellulose (GEC), le premier producteur européen de pâte à papier. Fruit de l'association de plusieurs unités de production, le GEC a trois actionnaires : la SAFECO (49 %), qui est un holding rassemblant quatorze papeteries françaises ; le groupe canadien Mac Millan Bloedel (49 %) et l'Institut de développement industriel (11 %). Le GEC perd de l'argent. Il lui faut trouver dans l'immédiat environ 100 millions de francs de fonds propres, et, à moyen terme, près de 500 millions de francs pour financer une partie de ses investissements.

Mac Millan ne se montre guère intéressé à remettre de l'argent dans une affaire déficitaire. Il serait même vendeur de sa participation. A moins qu'on ne lui laisse la possibilité de prendre le contrôle de la gestion du GEC ! Or le Groupement occupe une position stratégique dans l'industrie papetière française. Il joue le rôle de courtier de transmission entre forestiers et papeteries. Accepter que sa gestion soit déléguée à un étranger n'est-ce pas se priver d'un maillon essentiel pour la définition d'une politique sectorielle ?

Du côté des pouvoirs publics, on cherche donc des candidats : groupes papetiers (déjà associés au GEC), I.D.I., Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Beghin-Say, des banques, le Crédit agricole. Personne n'est très chaud. Les papeteries n'ont plus d'argent ; Saint-Gobain-Pont-à-Mousson a déjà du mal à soutenir la Cellulose du Pin. Il ne s'agit pas de lancer dans l'aventure du GEC ; les banquiers sont plus que réticents.

On s'orienterait alors une nouvelle fois vers du « provisoire ». Un montage dit « évolutif » serait en cours d'élaboration. Il consisterait à trouver beaucoup d'investisseurs mettant chacun une petite mise (quelques dizaines de millions de francs au total). Cet apport d'argent frais permettrait de tenir encore quelques mois. Il faudrait pourtant bien trancher un jour... — J.-M. Q.

Le groupe Boussac annonce d'importantes mesures de chômage partiel

De notre correspondant

Epinal. — Des mesures de chômage partiel bloquées sur quatre semaines et des réductions d'heures à l'heure et à la semaine, variables selon les usines et les ateliers, ont été annoncées jeudi 9 février, à Dornot et à Senones, par la direction générale des usines boussacaises du groupe Boussac. Ces mesures, qui d'abord ne concernent aucune unité de production des sociétés F.T.N. et S.S., s'étendent sur une période comprise entre le 13 février et le 19 mars.

« Des raisons conjoncturelles » sont à l'origine de ces décisions modérées, afin de ne pas compromettre les possibilités de vente et les sorties de collections. Selon la direction de Boussac, ces mesures ont été rendues nécessaires par « les débits de bilan qui s'accroissent chez les clients et obligent le groupe à supporter de lourdes

conséquences financières ; depuis octobre, le montant des effets non payés s'élève à 4 millions. Boussac se tourne une nouvelle fois vers les pouvoirs publics. D'ici un mois, domine de la prochaine réunion des comités d'entreprise, et alors que la situation continue à se dégrader, il faut expliquer les responsables du Comité industriel du textile français (C.I.T.F.), que « les pouvoirs publics, en liaison avec notre pool bancaire, aient pris position sur les problèmes que nous leur avons présentés, et nous fassent part des moyens mis en œuvre pour l'adoption d'un plan pour l'avenir des entreprises d'emploi correspondantes ».

Les organisations syndicales ont pris connaissance de ces mesures avec beaucoup de scepticisme.

YVAN COLIN.

Alfa-Romeo : 8 milliards de pertes en 1977

De notre correspondant

Rome. — Sur chaque automobile vendue en 1977, Alfa Romeo a perdu 4 000 francs environ. La firme milanaise étant contributrice à 100 % par l'I.R.I., c'est donc le contribuable italien qui a fait de cadeau aux acquéreurs privilégiés d'une voiture de luxe.

Le déficit de l'année dernière a battu tous les records : 140 milliards de lire, soit 8 milliards de francs. Les 2/3 des pertes sont imputables aux usines méridionales installées à Pomigliano d'Arco, près de Naples. Une Alfa Romeo fabriquée à Milan est vendue 7 % à 8 % moins cher que son prix de revient, proportion qui dépasse 22 % pour une Alfa-Romeo. Globalement, le « trou » des quatre derniers exercices aura représenté 165 milliards de lire dans le Nord et 321 milliards en Campanie. Pour obtenir le montant des dettes accumulées par la

société, il faut multiplier ce total par deux. Les pertes d'Alfa-Romeo sont d'autant plus troublantes que la firme jouit d'un grand prestige, en Italie comme à l'étranger, et qu'elle ne parvient pas à satisfaire la demande. Les usines de Pomigliano d'Arco produisent deux fois moins de véhicules que ne leur permet leur capacité.

Selon la direction, il faut attribuer cet état de choses — surtout dans le Sud — à un fort absentéisme, à un horaire de travail de trente-six heures et quarante minutes par semaine et à un nombre considérable de grèves. Les syndicats déplorent, quant à eux, une mauvaise organisation interne, un manque de programmation et des carences dans la politique commerciale du groupe. Celui-ci attendrait les clients au lieu d'aller les chercher.

QUELS OBJECTIFS ?

Au risque de donner l'impression de manquer d'imagination ou de hauteur de vue, M. Monory parie plus souvent de libérer des prix que de redéploiement industriel. Cela lui a valu quelques accrochages avec les services de la Rue de Rivoli, mais il n'en a cure. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat est, en effet, persuadé qu'il agira ainsi il prend les choses par le bon bout.

Libéral, partisan de l'économie de marché, hostile à l'interventionnisme de l'Etat, M. Monory est convaincu que les entreprises doivent être les acteurs essentiels de la politique industrielle et que le rôle d'un ministre de l'Industrie n'est pas tant d'imaginer les restructurations les plus sophistiquées que de permettre aux firmes françaises d'évoluer dans un environnement économique aussi favorable que possible. Pour améliorer cet environnement, il plaide, depuis de longs mois, en faveur d'un retour à la liberté des prix afin d'améliorer l'image des entreprises et d'une profonde réforme des circuits financiers afin de réorienter l'épargne sur l'industrie. C'est le seul moyen à ses yeux de permettre aux firmes de reconstruire leurs fonds propres dans de bonnes conditions.

Le Comité économique et social consacré à l'industrie, qui s'est tenu à l'hôtel Maignan sous la présidence de M. Barre, lui a en partie donné raison puisqu'il s'est déclaré favorable « à une libération progressive des prix industriels » sans plus de précision. Il s'agit d'autre part

chargé un groupe de travail de remettre d'ici à la fin du mois de février des propositions visant à assurer une meilleure orientation des flux d'épargne vers l'industrie.

On attend avec intérêt ces propositions tant il est vrai qu'il serait bénéfique pour la collectivité nationale de voir les Français renoncer à investir dans des placements aussi stériles que l'or ou l'immobilier, pour s'intéresser de plus près à leur outil industriel.

On ne saurait pour autant attendre de miracles de telles dispositions. Les habitudes profondément ancrées changent lentement. Or le temps presse. La liste des secteurs menacés ou en difficulté s'allonge chaque jour. Des entreprises de plus en plus nombreuses et de plus en plus puissantes font appel à l'aide de l'Etat. Pour tenter d'atténuer les effets de la crise, la puissance publique a mis en œuvre des plans sectoriels, avec, d'est le moins que l'on puisse dire, des fortunes diverses. Le redéploiement tant vanté a jusqu'ici présenté trop souvent l'aspect d'une retraite à peine ordonnée.

Il est bon, sans aucun doute, de mobiliser l'épargne en faveur de l'industrie. Encore faudrait-il que cette épargne soit orientée vers les secteurs jugés prioritaires, ce qui suppose que l'Etat ait une stratégie industrielle. La politique sectorielle peut-elle en tenir lieu ? De plus en plus nombreux sont ceux qui en doutent... — Ph. L.

M. Robert Fabre propose seize mesures pour les P.M.E.

Présentant jeudi 9 février au cours d'une conférence de presse « seize propositions pour les petites et

moyennes entreprises », M. Robert Fabre, président du Mouvement des redresseurs de gauche (M.R.G.), a regretté que dans le débat politique et économique actuel « on ait laissé de côté tout le domaine de la petite entreprise ».

Pour favoriser la création d'entreprises, le M.R.G. propose de rajouter les différents cadres juridiques en établissant une séparation claire entre le patrimoine personnel et le patrimoine social du chef d'entreprise, en étendant aux chefs d'entreprise et à leurs conjoints les avantages sociaux reconnus aux salariés, en proposant de nouveaux statuts de type associatif ou coopératif. M. Fabre souhaite également « favoriser leur accès à la propriété industrielle et à la technologie avancée » grâce à la création d'une banque de l'innovation.

Le fonctionnement du système bancaire devrait être modifié pour permettre aux entreprises locales d'utiliser l'épargne collectée localement. Pour « favoriser le développement et le fonctionnement » des P.M.E., M. Fabre envisage sur le plan financier de leur permettre de constituer des « réserves collectives de fonctionnement » en franchise d'impôt et de réorienter le financement des dépenses sociales en les assurant, non seulement sur les salaires, mais aussi sur le chiffre d'affaires.

Répondant ensuite aux questions, M. Fabre a déclaré que le niveau du SMIC devra être fixé en fonction de la situation économique de la France après les élections.

CEUX QUI PROPOSENT DES REMÈDES-MIRACLES COMBENT L'IGNORANCE ET LA MAUVAISE FOI déclare le premier ministre

Au cours de la visite qu'il a faite le jeudi 9 février à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), à l'invitation du maire, M. Jean-Louis Beaumont, candidat de la majorité présidentielle dans la cinquième circonscription de ce département (le Monde du 10 février), M. Raymond Barre a prononcé une allocution dans laquelle il a notamment déclaré à propos des problèmes économiques : « Quand j'entends ceux qui proposent des remèdes-miracles, je me dis qu'ils sont ignorants ou qu'ils sont de mauvaise foi. Ce qu'il y a de plus grave, c'est que la plupart d'entre eux combinent à la fois l'ignorance et la mauvaise foi ». Évoquant les propositions des partis de gauche, le premier ministre a ajouté : « Je n'ai jamais compris comment on pouvait à la fois proposer la planification démocratique, la nationalisation de toutes les entreprises, l'étatisation du crédit et l'antilogistique ».

CONSTRUCTION D'ENTREPOTS APPEL D'OFFRES

La Société Alrajhi a l'intention de construire de nouveaux entrepôts modernes à Djedda, Ryad, Dammam, Cassim, Hayil, Médine, Taif, Gizan, Abha et Khamis Mushait pour y entreposer des matériaux de construction tels que ciment, acier, bois de charpente, contre-plaques, etc.

Les entrepôts devront posséder des engins de levage pour le chargement et le déchargement des camions, ainsi que des installations complètes d'éclairage, etc.

Toute société capable de construire ces entrepôts doit en adresser le plan détaillé et le devis, ainsi qu'une photographie et le coût au mètre carré, clés en main, en dollars des Etats-Unis. Ce devis devra être valable six mois. Le sol sera en ciment, le toit en aluminium et les murs en aluminium ou en briques.

Veuillez noter que nous n'acceptons absolument aucun intermédiaire dans cette affaire : chaque société intéressée doit prendre contact directement avec notre Société pour soumettre son offre, à l'adresse suivante :

Alrajhi, Company for Currency Exchange and Commerce
Attention : Mr. Mohammed A. Alrajhi,
P.O. Box 1087
Jeddah, Arabie Saoudite
Telex : 40058 SJ Alrajhi
Adresse télégraphique : MWADBENA
Téléphone : 32 149, 46 461, 38 043.

N.B. :

- 1) Il n'est pas possible de retourner les dossiers d'offres.
- 2) Les soumissions sont sans frais.
- 3) Nous pouvons refuser toute offre sans donner de raisons.
- 4) Nous n'acceptons d'offres que jusqu'à la fin avril 1978.

